

TÉLÉMATIQUE
Admission à l'abonnement
1988-1989
15-16 LEMONDE
Jouez avec le Monde
Magazine international
DIA
36-15 LEMONDE



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13535 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 4 AOUT 1988

Cessez-le-feu en Angola, élections libres en Namibie

Pretoria veut accélérer un règlement en Afrique du sud-ouest

« Au pied de la montagne »

Prenant de vitesse leurs adversaires angolais et cubains, les autorités de Pretoria proposent, pour la première fois, un calendrier précis et rapide du règlement des conflits en Afrique australe. Jamais encore une date n'avait été avancée pour l'accession de la Namibie à l'indépendance et le retrait des troupes sud-africaines du sud de l'Angola. Depuis environ deux mois, quatre séries de réunions ont eu lieu entre les parties concernées, et une cinquième est en cours à Genève pour créer une « dynamique de paix » dans cette région du monde. Les pourparlers de New-York ont déjà permis, à la mi-juillet, de fixer le cadre d'un règlement global.

Le temps n'est plus où Fidel Castro affirmait vouloir maintenir son corps expéditionnaire en Angola aussi longtemps que le système de l'apartheid n'aurait pas été démantelé. Aujourd'hui, le retrait des troupes cubaines ne dépend plus, d'après lui, que de l'accession de la Namibie à l'indépendance. De leur côté, les autorités de Luanda ne posent plus comme préalable aux pourparlers de paix l'arrêt du soutien américain et sud-africain aux maquisards de l'UNITA.

Le plan de paix sud-africain a le mérite de servir de base de discussions concrètes aux négociateurs de Genève. Il est peu probable que le retrait des forces cubaines d'Angola puisse s'opérer en moins d'un an. Les autorités de La Havane ont parlé de l'échec d'une période de quatre ans, mais pourraient accepter un repère en deux ans.

Les responsables angolais voudront notamment s'assurer qu'une fois obtenue l'indépendance de la Namibie, l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO) qui, en toute logique, devrait prendre en mains les rênes du pouvoir à Windhoek, aura consolidé ses assises. Ses recherches ont aussi à obtenir de leurs interlocuteurs américains et sud-africains la cessation de leur soutien aux rebelles de l'UNITA.

Luanda peut, en effet, craindre que, sans le soutien militaire de Cuba, il ne lui soit difficile de tenir tête aux rebelles de l'UNITA qui occupent déjà la partie sud-est du pays. Mais ceux-ci qui continuent d'appeler une « réconciliation nationale » dont ne veut absolument pas entendre parler le gouvernement angolais, risquent de faire les frais d'un accord négocié en dehors d'eux.

La mise en marche de ce long processus de paix n'aurait pas été possible si les deux Super-Grands n'avaient pas mis la main à la pâte. L'Union soviétique qui se dit optimiste sur l'issue des pourparlers, montre de plus en plus depuis quelque temps, son souci de voir les « conflits régionaux » se dénouer honorablement pour toutes les parties en cause.

Quant aux États-Unis, ils « paraissent » les négociations en cours et il ne déplairait pas à Washington de voir le mandat de M. Reagan s'achever sur un succès diplomatique.

Maintenant que beaucoup de préalables sont tombés et que l'on entre dans le vif du sujet, les négociations risquent de plier un peu. « Nous sommes au pied de la montagne », constatait, récemment, M. « Pik » Botha, le chef de la diplomatie sud-africaine. Le sommet n'est pas encore en vue mais l'ascension a déjà commencé.

M 0147 - 0804 0 - 4,50 F

3790147004500 08040

Les échanges internationaux en progression de 5% en 1988

Le dynamisme du commerce mondial devrait favoriser la croissance

L'économie mondiale est en pleine forme. A Genève, les experts du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ont publié, mercredi 3 août, un rapport résolument optimiste sur « le commerce international en 1987-1988 ». Ce rapport prévoit une augmentation des échanges de 5% (en volume) pour l'année, ce qui devrait favoriser la croissance.

Comme en 1987, les échanges mondiaux devraient donc à nouveau progresser de 5% en volume en 1988. Tous les pays, notamment les plus endettés, participent à ce dynamisme du commerce mondial, selon le GATT. Celui-ci se félicite de ce qu'il s'accompagne d'une série de réajustements, notamment dans les échanges entre les États-Unis et le Japon. Il souligne aussi que « des progrès constants, bien que modestes, soient réalisés en ce qui concerne la dette du tiers monde ».

Les prévisions du GATT sont confirmées par les bons indices enregistrés en RFA et aux États-

Unis. A Bonn, peu impressionné par les effets du renchérissement du coût de l'argent, le gouvernement a révisé en hausse ses prévisions pour 1988 : la croissance pourrait être de 3% - au lieu des 1,5% à 2% annoncés en début de l'année.

A Washington, une série d'indicateurs rendus publics mardi 2 août confirme le maintien d'une activité très soutenue en juin, avec notamment une forte progression des commandes à l'industrie.

(Lire nos informations page 15.)

Les coopératives à la rescousse des consommateurs soviétiques

« Perestroïka » et pénurie

La « perestroïka » et les réformes économiques lancées par M. Gorbatchev sont encore très loin d'avoir apporté une amélioration sensible dans la vie des consommateurs soviétiques. Cependant, à condition de pouvoir y mettre le prix, ceux-ci découvrent le tout nouveau réseau de distribution et des services offerts par les coopératives privées.

MOSCOU
correspondance

L'Union soviétique est le premier producteur mondial de pétrole. L'Union soviétique est le premier producteur mondial de sucre. A elle seule, l'Union soviétique produit deux fois plus de pommes de terre que les États-Unis et la moitié de l'Europe occidentale réunis.

Or trouver de l'essence lorsqu'on a plusieurs centaines de kilomètres à parcourir en dehors de Moscou est un tel tour de force que celui qui part sans jerrycan est condamné à la panne sèche. Or les ménagères de certaines villes de l'Oural ou du Caucase n'ont pas vu de sucre dans les magasins depuis des mois ; à Moscou, citée de privilégiés, la vente est limitée à 2 kilos à la fois depuis octobre. Or le prix des pommes de terre atteint des sommes impensables sur les marchés libres, parce que près de la moitié de la production annuelle arrive pourrie sur les lieux de distribution.

C'est le drame quotidien de millions de Soviétiques, de ceux qu'on voit, à toute heure de la journée, arpenter les trottoirs des larges avenues de la capitale, le cabas tristement pendu au bout du bras, entrer dans chaque gastronomie ou *ouïvermag* pour voir si, par hasard, il n'y aurait pas ce qu'ils n'ont pas trouvé dans le pré-

cedent, et faire des queues de trois quarts d'heure pour acheter en plein mois de juillet des abricots rabougris à 3 roubles (1) le kilo.

C'est aussi le drame de leurs dirigeants, du moins de ceux qui, derrière Mikhaïl Gorbatchev, déclarent vouloir sortir le pays de la « stagnation » pour le faire passer au stade de l'« accélération ». Car personne ne songe à la cacher : la situation de l'approvisionnement en biens de consommation est à peu près inversement proportionnelle aux progrès de la « démocratisation ». Inquiet de ces comparaisons qu'on ne manque pas de faire dans les foyers, le bureau politique se penche régulièrement sur la question et qualifie encore, en mai dernier, d'« inadmissible » l'état du ravitaillement dans diverses régions. Les raisons en sont aussi diverses qu'anciennes : disparition du savoir-faire agricole avec l'élimination de millions de paysans sous Staline, infrastructure de stock-

kage et de distribution insuffisante, absentéisme et indifférence dans l'industrie, baisse des cours du pétrole qui a entraîné une baisse des ressources en devises, et donc une baisse des importations de biens occidentaux, etc. Elles ne datent pas de l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, encore que la pénurie de sucre puisse être imputée aux effets conjugués de la lutte contre l'alcoolisme, qui a fait fleurir les distilleries clandestines, et de la psychose de la hausse des prix suscitée par les projets de réforme économique.

« Quand j'ouvre mon frigo, j'ai beau le chercher, la « perestroïka », eh bien, je ne la vois pas ! » De chaque Moscovite interrogé jaillit le cri du cœur : « C'est pire qu'avant ». Ça grognole dur dans les files d'attente. « Le saucisson à 11 roubles le kilo, quand il existe, n'est qu'un morceau de graisse compacte... »

PIERRE ALLAIN.

(Lire la suite page 5.)

(1) Un rouble = environ 10 FF.

Affaire « Greenpeace »

Négociations avec la Nouvelle-Zélande sur le sort du lieutenant-colonel Mafart.

PAGE 8

Les « alchimistes » de Teilhède

Une étrange secte dans le Puy-de-Dôme.

PAGE 6

Les embarras de M. Lalonde

À NURUO, CE QUI M'INQUIÈTE, C'EST QUE J'AI VU DES VOITURES QUI N'ONT PAS D'ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ CATALANIQUE.



PAGE 8

Chronique de 1789

Le renvoi de Necker.

PAGE 2

ARTS ET SPECTACLES

■ Un bilan du Festival d'Avignon. ■ « La mémoire des siècles », à Strasbourg.

■ Les semaines musicales de Tours.

PAGE 11 à 13

Le sommaire complet se trouve en page 22

LE MONDE diplomatique

INFORMATION ET AFFAIRISME

Août 1988

par CLAUDE JULIEN

Libre, la presse ? Oui, à condition d'avoir accès à d'importantes sources de capitaux, ce qui ne l'empêche pas de quémander les aides de l'État. La liberté, soumise à celle du commerce, à l'affairisme, fait une victime : le lecteur-citoyen, privé de débats sur l'essentiel. Quant au droit à la vulgarité et à la futilité, il demeure imprescriptible. Au nom de la liberté.

MOSCOU-PRAGUE

Vingt ans après...

En 1968, les tanks soviétiques « normalisaient » la Tchécoslovaquie, écrasant les espoirs nés avec le « printemps de Prague ». Aujourd'hui, un autre « printemps » s'annonce à Moscou ; la presse y dénonce avec vigueur les aberrations du stalinisme et ose aborder des sujets tabous : la sexualité ou la situation dans les prisons. Mais les dirigeants soviétiques pourront-ils aller de l'avant dans la « glasnost » sans reconnaître le caractère désastreux de l'intervention en Tchécoslovaquie il y a vingt ans ?

En vente chez votre marchand de journaux

L'ENQUÊTE : la coopération régionale franco-espagnole

Les voisins basques au quotidien

Les régions frontalières sont des zones d'échanges et de rencontres où se prépare l'Europe de demain. C'est le cas du Pays basque, si divisé et troublé soit-il.

« Vivre et travailler au pays », Jean-Roch Guirresse, mathématicien de trente-neuf ans, a déjà réussi ce pari-là. Créée à partir de rien, il y a une douzaine d'années à Bayonne, son entreprise, Systèmes et Équipements Informatiques (SEI), ne se porte pas mal. Avec cent vingt-cinq employés, elle réalise un chiffre d'affaires de 55 millions de francs. Mais son patron voit plus loin. Il veut gagner un second pari : celui de l'ouverture des frontières. Il a récemment installé à une demi-heure d'autoroute de son bureau, mais en Espagne, un atelier pionnier où travaillent quelques techniciens espagnols. Ses ambitions sont affichées : pénétrer sur le marché ibérique tandis que, de ce côté-ci des Pyrénées, il étend ses activités vers Pau et Toulouse.

Déjà, de part et d'autre, la télécopie et le télex crépitent quotidiennement entre ses collaborateurs. Les réunions de travail se

tiennent indifféremment à Bayonne ou à Saint-Sébastien. Mais, pendant quatre ans encore, il lui faudra acquiescer des droits de douane et de TVA, obtenir des autorisations pour transférer des fonds et du matériel. Jean-Roch Guirresse ne s'impatiente pas. Ce délai ne sera pas de trop pour apaiser les montagnes psychologiques et linguistiques qui séparent encore les deux parties du Pays basque.

Ainsi la hargne antifrançaise des indépendantistes de l'ETA a-t-elle obligé la firme à ouvrir l'atelier espagnol qu'avec une grande discrétion. A Bayonne même, on s'est aperçu que la plupart des membres du personnel ne parlaient pas espagnol. Patron en tête et par fournée de vingt stagiaires, on s'emploie, en suivant les cours du soir de la chambre de commerce, à combler cette lacune.

Si le cas de cette PME « européenne » n'est pas isolé, il n'est tout de même pas monnaie courante au Pays basque, où le poids du passé paraît peser bien lourd. Voici pourtant, entre l'Adour et l'Ebre, sept provinces qui semblent faites pour vivre ensemble.

Elles ont en commun un territoire de bonne dimension (20 000 kilomètres carrés), une mer poissonneuse, un climat tempéré, quelques hauteurs aisément franchissables, trois millions d'habitants, qui ont vécu sous les mêmes lois durant des siècles, dont le tiers parlent encore le basque, langue singulière et riche, et qui se livrent à des activités économiques à la fois diversifiées et complémentaires. Ils sont en outre postés sur le meilleur chemin entre l'Europe du Nord et la péninsule ibérique. Mais, apparemment, le souvenir de guerres fratricides, la fracture datant du traité des Pyrénées et la furie de quelques indépendantistes suffisent à gâcher ces atouts.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 7.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Page 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Danemark, 10 kr.; Espagne, 165 pes.; Grèce, 60 p.; Irlande, 90 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL.; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 336 F.CFA.; Suisse, 12,50 fr.; Thaïlande, 1,50 \$; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

18. Le renvoi de Necker

11 juillet 1789

Ce samedi 11 juillet, alors qu'il va se mettre à table, Necker reçoit une lettre de Louis XVI qui lui enjoint de quitter le territoire national dans la plus grande discrétion. La Cour l'a donc emporté, en obtenant le départ de ce ministre trop populaire et trop sensible aux changements en cours. Mais le peuple de Paris ne l'entend pas de cette oreille, d'autant que les troupes aux ordres du roi ne cessent d'augmenter. La nouvelle du renvoi de Necker fait éclater la colère. Des cortèges de manifestants se forment dans les rues. Les armuriers sont dévalisés. Les octrois flambent...

par MICHEL WINOCK

COMMENT naissent les révolutions ? La question est délicate ; on peut la compléter d'une autre, symétrique : comment naissent les contre-révolutions ? Dans les deux mouvements, on observe le poids de l'improvisation, l'absence de plan, l'ironie de la contingence. Le certain est que, au début de juillet, l'épreuve de force, encore latente, risque d'éclater à tout moment. L'Assemblée, encore amputée d'une partie de la noblesse, récalcitrante, a entamé son travail sur les deux grandes questions qui l'ont fait naître : les finances de l'État et la Constitution. Mais le renforcement progressif des troupes qui entourent Paris et Versailles par des régiments étrangers ne laisse pas d'étonner les têtes couronnées et cette partie du peuple qu'on appelle l'opinion parce qu'elle fait entendre sa voix.

Le 7 juillet, Duquesnoy, notre député de Bar-le-Duc, rapporte le bruit qui court d'une nouvelle séance royale, dont le but serait de suspendre les États. Quelques jours plus tard, il mentionne une nouvelle rumeur, selon laquelle quelques dizaines de députés, choisis parmi les plus ardents dans chaque ordre, seraient enlevés. Néanmoins, les élus continuent leurs débats dans une apparente inconscience du danger qui les menace, en s'attardant à ce qui semble des peccadilles ou des questions de forme impuissantes. Alors, le 8 juillet, Mirabeau, redevenu porte-parole de la conscience nationale, secoue l'Assemblée endormie : « Déjà, un grand nombre de troupes nous environnent. Il en est arrivé davantage. Il en arrive chaque jour ; elles accourent de toute part. Trente-cinq mille hommes sont déjà répartis entre Paris et Versailles... on en attend vingt mille ; des troupes d'artillerie les suivent ; des points sont désignés pour les batteries ; on s'assure de toutes les communications ; on intercepte tous les passages ; nos chemins, nos ponts, nos promenades, sont changés en postes militaires. Des événements publics, des faits cachés, des ordres secrets, des contre-ordres précipités, les préparatifs de la guerre, en un mot, frappent tous les yeux et remplissent d'indignation tous les cœurs. »

La grande salle, saisie, écoute dans le silence et le trouble la voix de bronze du tribun. Mirabeau, pour mieux les convaincre, sème de fleurs les sentiments filiaux qui animent ses collègues à l'égard du roi. Au fond, dit-il, plus encore que nous-mêmes, c'est lui, notre monarque, qui est menacé. Car cet appareil militaire déployé ne peut qu'exciter le peuple, opposer les troupes françaises aux troupes mercenaires, provoquer la sédition. L'orateur s'en prend aux mauvais conseillers du prince, dont la légèreté, l'ignorance de l'histoire, la méconnaissance des réactions populaires dans ce genre de contexte, font risquer le pire. Il faut donc s'adresser au roi, lui peindre les alarmes de l'Assemblée, et le prier respectueusement de disperser ces armées grosses de tous les maux. En complément, Mirabeau suggère que le roi autorise la formation de milices bourgeoises, à Versailles et à Paris, afin d'assurer l'ordre, ce qui aurait aussi pour avantage de réduire, en ces temps de disette, le nombre total des bouches à nourrir dans la région parisienne.

Jamais peut-être Mirabeau n'a reçu d'aussi chaleureux applaudissements qu'à la fin de ce discours. Duquesnoy, malgré le recul de quelques heures, est resté sur les

coup de l'émotion, en écrivant le soir sa page quotidienne de journal : « Jamais il n'a parlé avec autant de force et de noblesse, jamais il n'a été aussi supérieur à lui-même. » La discussion qui s'engage à la suite est brève, tant l'Assemblée, tirée de sa torpeur, paraît unanime dans sa résolution. Elle ne peut être libre « au milieu des baïonnettes », dit Sieyès, résumant le sentiment général. Quant aux mauvais conseillers du roi, il faudra les dénoncer bientôt, suggère l'abbé Grégoire, comme « coupables du crime de lèse-majesté nationale ». La motion de Mirabeau est mise aux voix. On en retranche provisoirement la question des milices bourgeoises. Quatre voix seulement manquent à l'unanimité de l'Assemblée. Mirabeau est désigné pour préparer un projet d'adresse pour le lendemain.

DANS la soirée du 8, l'archevêque de Vienne, président de l'Assemblée, s'est rendu auprès du roi, à la demande de celui-ci. Louis XVI l'a rassuré : c'est pour le rétablissement du calme dans la capitale qu'on a été appelé les troupes ; les États généraux n'ont rien à craindre. Le lendemain, Mirabeau n'en lit pas moins à sa séance le projet dont il a été chargé. Son texte est d'une force si convaincante que les députés se lèvent dans un seul mouvement à la fin de sa lecture. On décide sur-le-champ d'envoyer une députation de vingt-quatre membres — dont Mirabeau — présenter cette adresse au souverain. Le lendemain, 10 juillet, le roi les reçoit ; il leur répète ses bonnes intentions : les troupes qu'il a fait venir ne sont pas destinées à porter atteinte à la « liberté nationale ».

Cependant, le même jour, l'Assemblée des électeurs de Paris, réunie dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, reprend à son compte la proposition de Mirabeau sur la garde bourgeoise, qu'un amendement avait étée de l'adresse au roi. L'idée de se constituer en Commune est défendue avec fougue par plusieurs orateurs. L'autonomie municipale et l'armement du peuple, telles étaient les répliques à donner aux infâmes ordres de coup d'État.

La réponse léfiant de Louis XVI à la délégation de l'Assemblée parut dissiper les inquiétudes des députés. « La parole d'un roi honnête homme est une barrière insurmontable », disait le comte de Crillon. Mirabeau, néanmoins, remet ses collègues en garde : « La parole du roi, toute rassurante qu'elle doit être, n'est pas moins un mauvais conseil de la conduite d'un ministre qui n'a cessé de surprendre sa religion. » Et le député d'Aix de protester contre la timidité qui les gagne, d'en appeler à une conduite conséquente de leur part : il ne faut à aucun prix céder de réclamer le départ des troupes. Le roi a refusé ce vœu unanime des élus de la nation : doit-on se satisfaire de ses bonnes paroles ? Mais, cette fois, pas un député ne se lève pour appuyer Mirabeau.

L'Assemblée retourne donc à la préparation de la Constitution. Le 8 juillet, elle avait entendu Mounier, rapporteur du comité ad hoc, qui avait rappelé quelques grands principes, demandant que la Constitution proprement dite fût précédée d'un préambule sur les droits de l'homme, suggérant un programme de travail. Le 11, elle écoutait La Fayette lui offrir, selon sa propre expression, le tribut de ses pensées. Le marquis parlait avec l'autorité de l'ancien combattant de la révolution américaine ; il insista sur le chapitre des droits de l'homme. Il avait préparé une « esquisse » de déclaration ; on le pria d'en donner lecture. C'était déjà un brouillon de ce que serait la charte de la Révolution ; on se dit

fier et ému de ce que ces « principes sacrés », ces « idées grandes et généreuses », fussent rappelés par un de ceux qui avaient su les défendre sur les champs de bataille. On applaudit, mais on n'en débata pas dans l'immédiat : cette motion serait à examiner avec les autres articles de la Constitution.

Le docteur Guillotin se rend alors auprès des électeurs de Paris pour leur apprendre la réponse apaisante du roi. L'Assemblée de l'Hôtel de Ville se rassure d'autant mieux que, à peu près simultanément, elle reçoit de Versailles le texte de la déclaration des droits proposé par La Fayette, qu'on célèbre avec transport. Pourtant, en ce samedi 11 juillet, au moment où les inquiétudes de la ville paraissent n'avoir plus de raisons, le mauvais coup tramé depuis longtemps

même, le comte de La Luzerne démissionne. L'homme fort est désormais le baron de Breteuil, flanqué du maréchal de Broglie à la guerre. Avaient-ils un plan ? Dans leurs Mémoires, Bailly et Lally-Tollendal pensent qu'il s'agissait pour eux de faire accepter par les députés des trois ordres les conclusions de la séance royale du 23 juin. Faute de quorum, l'Assemblée eût été dissoute. C'était sous-estimer gravement l'état d'esprit de la population parisienne, déjà accablée par la faim et bientôt meurtrie dans ses espérances.

PARIS apprend la nouvelle du renvoi de Necker le dimanche 12 juillet, à midi. Comme d'habitude, le Palais-Royal va se faire le cœur de la capitale, qu'un jeune coryphée va entraîner. L'homme s'appelle

Mirabeau : « Déjà un grand nombre de troupes nous environnent. Il en est arrivé davantage, il en arrive chaque jour. Elles accourent de toute part. Trente-cinq mille hommes sont déjà répartis entre Paris et Versailles... Les préparatifs de guerre, en un mot, frappent tous les yeux et remplissent d'indignation tous les cœurs. »

par l'entourage du roi est exécuté : Necker, ministre trop populaire, oreille trop complaisante de la Révolution en cours, est chassé du gouvernement et du territoire français.

La coterie de la reine et du comte d'Artois était arrivée à ses fins. Il est vrai que Necker lui-même avait voulu démissionner et qu'il n'était demeuré à son poste que sur la demande pressante du roi et sur le sentiment fondé qu'il avait lui-même que, en partant, il risquait de provoquer « une nouvelle secousse », comme disait M^{me} de Staël. Necker, donc, restait en place, comme à son corps défendant, peu favorable à l'appel des troupes, mais dans l'incapacité de s'y opposer, bien qu'il fût dans la conviction d'être indoligable tant le roi avait besoin de sa présence, au moins symbolique, à ses côtés. C'était sans compter avec le travail de sappe qui se faisait contre lui dans l'entourage royal, où certains allaient jusqu'à préconiser son arrestation.

Ce samedi-là, vers 3 heures de l'après-midi, alors qu'il va se mettre à table, Necker reçoit une lettre du roi que lui apporte le comte de La Luzerne, secrétaire d'État à la marine : le souverain enjoignait à son ministre de quitter le pays toutes affaires cessantes et avec la plus grande discrétion. La décision du roi jette Necker dans l'étonnement ; il se rend vite à la volonté du monarque : « Je crains, dira-t-il, en différant d'obéir, de donner un commencement d'insurrection prompt et silencieux dont l'exécution prompte et silencieuse m'était recommandée. » Loyal, Necker adresse seulement un billet à Louis XVI pour lui signifier son obéissance scrupuleuse. Prenant le temps de dîner, il n'en souffle mot à ses convives : même sa fille Germaine est tenue dans l'ignorance. Vers 6 heures, en compagnie de sa femme, il quitte Versailles pour sa maison de campagne à Saint-Ouen, où il écrit à M^{me} de Staël pour lui apprendre son départ, et, de là, gagne la Belgique inconnue. Il sera à Bruxelles le 13 juillet ; il gagnera la Suisse une semaine plus tard.

Le renvoi de Necker était complété par la mise en place d'un ministre de combat. Exit Montmorin, exil Saint-Priest, ministres trop proches du Genevois ; de lui-

même, le comte de La Luzerne démissionne. L'homme fort est désormais le baron de Breteuil, flanqué du maréchal de Broglie à la guerre. Avaient-ils un plan ? Dans leurs Mémoires, Bailly et Lally-Tollendal pensent qu'il s'agissait pour eux de faire accepter par les députés des trois ordres les conclusions de la séance royale du 23 juin. Faute de quorum, l'Assemblée eût été dissoute. C'était sous-estimer gravement l'état d'esprit de la population parisienne, déjà accablée par la faim et bientôt meurtrie dans ses espérances.

Les manifestants, jamais à court d'imagination, sont allés prendre les bustes de Necker et du duc d'Orléans au musée des Figures de cire, boulevard du Temple. On les couvre de crêpe et promène dans Paris, la hache, l'épée, ou le fusil à la main. Chateaubriand, qui croise le défilé par hasard, cante dans les rues : « Vive Necker ! » et « Vive le duc d'Orléans ! », d'insolites « Vive Louis XVIII ! », et le voici révolté plus tard, attelé à ses Mémoires : et si Louis XVI avait alors abdiqué en faveur de son fils et de la régence du duc d'Orléans ? On peut toujours rêver...

Place Vendôme, le cortège rencontre un détachement de dragons qui fond sur lui,

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Mercrredi 3 août : « Le renvoi de Necker », avec François Lebrun.

Jeudi 4 août : « Paris en armes », avec Jean Tulard.

Première scène de la Révolution française à Paris. On apprend le renvoi de Necker. Les factieux, qui n'attendaient qu'une occasion pour éclater, saisissent celle-ci, et firent agiter leurs agents, lesquels, suivis d'une foule de peuple qu'ils avaient ameuté, parcoururent les divers quartiers de la ville, excitant les citoyens à la révolte.

brise le buste de Necker mais se trouve submergé par la foule. Le prince de Lambesc, commandant le Royal-Allemand, survient avec ses cavaliers pour dégager les dragons, tandis que les manifestants empiètent les Tuileries. Bessval, commandant de la garnison, intime l'ordre à Lambesc de les en faire sortir, mais ses hommes sont repus à coups de chaînes, et l'ordre de retraite doit être donné. De toute la soirée, Bessval se réveille impuissant à rétablir l'ordre.

Déjà, dans la nuit précédente, des groupes avaient incendié des barrières d'octroi. Il s'agissait de bandes organisées à la solde de marchands de vin, profitant de la situation politique et aidées par la population, souhaitant boire moins cher, qui avaient lancé l'assaut aux barrières. Le 12, se sentant encore plus encouragés par les événements, elles continuent leurs expéditions, lapidant les commis, allumant des incendies ; une guerre économique, artificielle, s'installe dans la guerre politique. Cette fois, des insurgés en nombre se portent aux barrières d'octroi, détruisent tout ce qu'ils trouvent, registres, quittances, mobilier. Selon George Rudé, qui a étudié de près l'affaire et le procès qui s'ensuivit, l'influence active du duc d'Orléans est patente : les deux octrois éparpillés par les incendiaires lui appartenaient. L'opération politique — surveiller les entrées et les sorties des personnes et des armes — était doublée d'une opération économique par les émeutiers, qui entendaient faire baisser les prix du pain, des œufs, du bois, du bétail...

DANS la même soirée, une foule de civils et de gardes-français a forcé les portes du monastère des frères de Saint-Lazare, au nord de la ville. Il a fallu cinquante-deux charrettes pour transporter les grains et les farines jusqu'à la Halle aux grains, tandis que le menu peuple, mendiant et chômeur, a fait main basse sur tout ce qu'il a trouvé : des vins de toutes origines, de la bière, de l'huile, des fromages, du beurre, mais aussi des livres et de l'argenterie, tout en se livrant à la destruction des meubles.

Dans la soirée et dans la nuit, on se met en quête d'armes. Les magasins des armuriers et des boulangers sont pris d'assaut : fusils, pistolets, sabres, épées, ceintures, bandouillères, lames de toutes sortes, on s'empare de tout ce qui peut tuer. Dans cette nuit du 12 au 13 juillet, les portes subies par les armuriers de Paris, et dont le bilan sera précisé à l'Assemblée nationale, s'élèvent à 115 118 livres, qui passeront par profits et pertes révolutionnaires.

Dans ce Paris en proie à l'anarchie, l'Assemblée des électeurs s'était ajournée au lundi 13. La nouvelle du renvoi de Necker avait provoqué une réunion spontanée à l'Hôtel de Ville, où les électeurs présents et les spectateurs bruyants concoururent à la convocation du peuple parisien au lieu de réunion des électeurs de chaque district, pour le lendemain 13 juillet, à 5 heures du matin.

A l'aube, Paris fumait aux octrois, les cloches sonnaient le tocsin, le canon d'alarme retentissait, les tambours battaient la générale, les citoyens gagnaient en armes les assemblées de district. Les conseillers du roi s'étaient illusoient sur la démonstration de force et sur la crainte révérencielle du peuple pour son monarque. Pour avoir raison de l'Assemblée, il fallait désormais réduire Paris. Or, comme le dit Quintet, la ville s'était réveillée pour ne plus se rendormir.

Demain : Paris en armes (13 juillet 1789)

Etranger

La guerre du Golfe et les pourparlers aux Nations unies

M. Perez de Cuellar poursuit ses efforts malgré le durcissement de l'Irak

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a déclaré mardi 2 août qu'il poursuivait ses pourparlers avec les délégués de l'Irak et de l'Iran, après une prise de position particulièrement dure d'un diplomate irakien rejetant tout cessez-le-feu imposé par les Nations unies. « Je pense que nous avons fait quelques progrès. Je suis convaincu que les deux pays sont vraiment intéressés par un règlement pacifique du conflit, sinon leurs ministres des affaires étrangères ne seraient pas à New-York constamment en contact avec moi », a ajouté M. Perez de Cuellar.

Auparavant, l'ambassadeur irakien, M. Riad Al Qaysi, avait mis en garde contre « tout appui à la position iranienne », selon Bagdad, ne vise qu'à obtenir une trêve, et non la paix. Toutefois, le diplomate irakien n'a pas précisé à qui cette mise en garde était adressée. Il a réaffirmé que l'Irak exigeait et obtiendrait l'ouverture de négociations « face à face » avant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu. Rejetant toute tentative d'une déclaration unilatérale du cessez-le-feu par le secrétaire général ou le Conseil de sécurité de l'ONU, M. Al Qaysi a affirmé que l'Irak n'accepterait pas

d'être mis devant un « fait accompli ». Répondant à ces propos, M. Perez de Cuellar a déclaré qu'il ne voyait pas pourquoi les Irakiens parlaient de « fait accompli ». « Nous négocions depuis deux semaines sur la possibilité d'un cessez-le-feu et je suis prêt à continuer à discuter avec les deux pays », a-t-il souligné, ajoutant qu'il ne fallait pas accorder une « importance excessive » à la prise de position irakienne. L'ambassadeur iranien aux Nations unies, M. Mohammad Jaafar Mahallati, a pour part estimé que le Conseil de sécurité et le secrétaire général avaient « bon espoir » de parvenir à persuader l'Irak d'appliquer la résolution 598. En acceptant cette résolution, l'Iran lui a donné une « impulsion » qui va rendre impossible à l'Irak de poursuivre « ses tactiques dilatoires », a affirmé M. Mahallati.

Un avertissement de Téhéran

Le raidissement de Bagdad a entraîné cependant une vive réplique du président iranien Khamenei qui, lors d'un discours prononcé à Ahwaz, a affirmé mardi que l'Iran

n'acceptera « aucune précondition posée par l'Irak » pour un cessez-le-feu, ajoutant qu'une fois celui-ci accepté les forces irakiennes devraient « retourner aux frontières internationales reconnues ».

« Si l'Irak pose des préconditions pour le cessez-le-feu, l'Iran en posera à son tour et demandera comme précondition le châtiment de l'agresseur dans le conflit », a-t-il affirmé.

S'adressant au Conseil de sécurité, ainsi qu'à l'Irak et à « ses alliés », M. Khamenei les a « avertis » que dans « la détermination des frontières internationales, l'Iran n'acceptera aucune contrainte ». Le régime irakien, a-t-il dit, « doit savoir que, après le cessez-le-feu, ses forces doivent retourner aux frontières internationales reconnues ».

Après le cessez-le-feu, le peuple iranien n'acceptera pas qu'un pouce de son territoire reste sous les bottes du régime basiste irakien.

Dans les milieux officiels de l'ONU, on estime que l'Irak ne peut pas se permettre de repousser indéfiniment le cessez-le-feu et rejeter de facto la résolution 598 qu'il avait accepté il y a un an.

Lundi, l'Irak avait une nouvelle fois été mis en cause par un rapport des Nations unies qui l'accusait d'avoir utilisé des gaz de combat (le Monde du 3 août). Le même jour, M. Perez de Cuellar avait laissé entendre que lui-même ou le Conseil de sécurité pouvait fixer la date d'un cessez-le-feu sans l'accord des belligérants. Il a cependant précisé qu'il préférerait les consulter. Toutefois, les milieux diplomatiques à New-York écartent pour le moment la possibilité que les Nations unies décrètent unilatéralement un cessez-le-feu qu'elles ne pourraient faire respecter.

Mardi, les négociations se sont poursuivies en coulisse. Les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne, d'URSS et d'Allemagne fédérale ont rencontré séparément le ministre iranien des affaires étrangères M. Ali Akbar Velayati.

Le président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur de Chine, M. Li Luyue, a entrepris de son côté des discussions bilatérales avec les autres membres du Conseil pour étudier les suites à donner au rapport de l'ONU sur l'utilisation croissante d'armes chimiques dans la guerre du Golfe. Cette utilisation a été condamnée mardi par le département d'Etat. « Le rapport de l'ONU incriminant Bagdad confirme les informations dont nous disposons par ailleurs », a déclaré M. Byrnes Oakley, porte-parole du département d'Etat, qui a ajouté : « Il ne peut y avoir de justification quelle qu'elle soit à cette pratique. » (AFP, Reuters.)

Le « désengagement » jordanien de Cisjordanie

Amman et l'OLP examineront en commun les conséquences de la décision du roi Hussein

Tandis que la Jordanie maintient toujours certaines imprécisions sur les conséquences pratiques de la décision du roi Hussein de renoncer à ses prétentions sur la Cisjordanie, l'OLP, visiblement perplexe, continue de réfléchir à la situation nouvellement créée. Au terme d'une réunion mardi soir 2 août, à Bagdad de son comité exécutif, l'OLP a convoqué une réunion extraordinaire du Conseil national palestinien, le « Parlement en exil » de l'organisation (nos dernières éditions du 3 août). Cette réunion devrait se tenir dans un délai d'un mois, sans doute également dans la capitale irakienne.

De son côté, le ministre jordanien de l'information, M. Hani Khassawneh, a souligné, dans un entretien publié par le quotidien koweïtien Al-Qabas, repris mardi par la presse de Amman, que son pays entendait « coordonner avec l'OLP » l'examen de tous les problèmes concrets découlant de l'initiative du souverain hachémite.

« Les circonstances, a-t-il déclaré, imposent une coopération avec l'OLP sur un grand nombre de problèmes liés à la vie des habitants de ces territoires. » Il a insisté sur la volonté de la Jordanie de « renoncer à toutes les institutions, les législations, les mesures et les liens qui faisaient l'objet d'un désaccord » avec la centrale palestinienne.

Abordant l'avenir des salariés des territoires occupés relevant du gouvernement jordanien, M. Khassawneh a indiqué que ceux qui ont été engagés avant l'occupation israélienne de 1967 percevront leurs indemnités ou leur retraite conformément à la législation jordanienne. En revanche, ceux qui l'ont été après cette date seront traités selon les clauses de leurs contrats de travail. « Il n'y aura pas de problème sur ces questions », a ajouté le ministre.

Sont concernés 21 000 Palestiniens dont 5 200 fonctionnaires engagés avant 1967 en Cisjordanie au service de différents ministères. M. Khassawneh a par ailleurs confirmé que les deux points sur le Jourdain resteront ouverts.

Dans une déclaration à l'agence Reuters, le même ministre a pré-

cisé que l'initiative du roi Hussein visait à assainir ses relations avec l'OLP.

« Nous voulions prouver à l'OLP, aux Arabes et au monde entier, a poursuivi le ministre, que nous ne concurrencerions jamais l'OLP sur la question de savoir qui représente les Palestiniens. La Jordanie désire résoudre toutes les questions pouvant contrarier l'OLP, même s'il n'est pas certain que l'OLP puisse avancer seule. »

« Que Dieu les bénisse ! »

« Dans la mesure où l'OLP est reconnue par les Arabes et les Palestiniens comme le seul représentant légitime, nous ne pouvons pas continuer à le leur disputer. »

« Si les dirigeants de l'OLP pensent qu'ils peuvent dialoguer avec les Etats-Unis et Israël, qu'ils essayent. Que Dieu les bénisse ! »

Quant au Conseil national palestinien, convoqué par l'OLP, il devra examiner notamment le « soulèvement palestinien dans les territoires occupés et les moyens à mettre en œuvre pour garantir sa poursuite ». La dernière réunion du CNP s'est tenue en avril 1987 à Alger.

Les dirigeants palestiniens ont aussi examiné un rapport soumis par une commission qui avait été formée pour étudier une possible restructuration du CNP. La commission comprenait le président du CNP, cheikh Abdel Hamid al-Sayeh, des membres du Comité exécutif de l'OLP et des représentants de différentes organisations palestiniennes.

Cette restructuration prévoyait notamment une réduction de moitié des membres du CNP, qui en compte quatre cent cinquante et un, en vue de « donner un nouveau souffle à cette institution palestinienne ». — (AFP, AP, Reuters.)

Au cours de la deuxième journée de grève

Un mort et treize blessés dans les territoires occupés

Des soldats israéliens ont tué par balles, le mardi 2 août, un Palestinien de dix-huit ans et ont blessé treize lors d'affrontements en Cisjordanie et dans la bande de Gaza tandis que la grève de protestation contre l'expulsion de huit Palestiniens paralyse la seconde journée consécutive les territoires occupés par Israël.

Le jeune Palestinien a été tué à Naplouse, la deuxième ville de Cisjordanie, lorsque des soldats ont ouvert le feu pour disperser des manifestants qui avaient bombardé de pierres une patrouille israélienne.

Les « regrets » de Paris

Neuf autres Palestiniens ont été blessés par balles, ou à la suite de coups, à Naplouse et dans le camp voisin de Balata.

Par ailleurs, deux Palestiniens ont été blessés lors d'un incident dans la ville de Dura, près de Hébron. Des soldats israéliens y ont ouvert le feu

alors que, semble-t-il, un groupe de Palestiniens tentait d'en empêcher d'autres de prendre un autobus pour aller travailler en Israël.

A Gaza, dans le camp de réfugiés de Chati, des soldats ont ouvert le feu contre des manifestants qui avaient violé le couvre-feu et lancé des pierres sur une patrouille. Deux Palestiniens ont été blessés.

A Paris, le gouvernement français a « regretté » mardi les mesures qui viennent d'être prises par Israël contre plusieurs Palestiniens des territoires occupés, en particulier M. Fayçal Hussein. Directeur du Centre d'études arabes de Jérusalem-Est, M. Hussein a été arrêté samedi dernier pour la troisième fois en quinze mois, tandis que huit Palestiniens étaient bannis lundi des territoires occupés vers le Liban. « Ces mesures vont à l'encontre de l'objectif d'apaisement indispensable à tout dialogue de paix », souligne un communiqué du Quai d'Orsay. — (AP-AFP.)

Selon la chaîne de télévision ABC

Une « erreur humaine » serait à l'origine de la destruction de l'Airbus iranien

Washington (Reuters). — Un rapport de la marine américaine conclut que la destruction d'un Airbus d'Iran Air par l'US Navy, en juillet, dans le Golfe, a été due pour l'essentiel à une « erreur humaine » et non à une défaillance du système radar, a affirmé, le mardi 2 août, la chaîne de télévision ABC. Les deux cent quatre-vingt-dix passagers et membres d'équipage du vol 655 d'Iran Air, reliant Bandar-Abbas à Dubaï, avaient trouvé la mort, le 3 juillet, lorsque l'Airbus avait été touché par un ou plusieurs missiles tirés par le croiseur USS Vincennes.

Selon la chaîne de télévision, les enquêteurs de la marine américaine chargés de l'affaire ont conclu que le système radar Aegis utilisé pour les tirs de missiles avait fonctionné normalement et qu'on ne pouvait lui imputer l'incident.

Le capitaine Will Rogers, commandant du navire, avait ordonné d'ouvrir le feu sur l'avion après qu'on lui eut signalé que l'avion descendait à grande vitesse en direction du Vincennes, comme le ferait un F-14 lancé dans une attaque.

Mais, selon ABC, le rapport de la marine note que les enregistrements

du système Aegis montrent au contraire que l'avion était en phase ascendante et volait à une allure très inférieure aux 450 milles nautiques/heure qui auraient caractérisé l'intervention d'un F-14. « Il n'a pas été possible de savoir si le rapport affirmait que les responsables du centre d'information du navire pour le combat ont mal interprété les informations ou les ont transmises de façon inexacte au capitaine Will Rogers », conclut ABC.

Le département de la défense s'est abstenu pour le moment de tout commentaire sur ce rapport. Certains membres du Congrès avaient jugé peu fiable le système Aegis en faisant valoir qu'il avait accusé plusieurs défaillances au cours de tests, ce qui l'avait fait soupçonner d'être à l'origine de l'erreur qui a entraîné la destruction de l'Airbus. L'amiral William Crowe, président de l'état-major interarmes, avait déclaré le 3 juillet, jour où l'Airbus fut abattu, qu'il était descendu en direction du navire et que d'autres signaux avaient permis de penser que l'avion était un F-14. Mais l'amiral Crowe avait ajouté que les renseignements disponibles étaient fragmentaires.

Washington demande la libération immédiate des otages américains au Liban

Le gouvernement américain a réitéré mardi 2 août son appel à la libération « immédiate » des otages américains détenus au Liban, affirmant que leur élargissement ne devait dépendre d'aucune considération politique.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a affirmé n'avoir aucune « confirmation de source indépendante » d'informations en provenance du Proche-Orient selon lesquelles le groupe chiite pro-iranien Hezbollah était prêt à libérer les otages qu'il détenait avant l'élection présidentielle américaine du 8 novembre.

Mais, a-t-il dit, « l'Iran n'a jamais hésité à faire de telles choses pour avoir un impact politique et il faut prendre cela en compte ». M. Fitzwater faisait référence à la libération des otages de l'ambassade américaine de Téhéran en janvier 1981, quelques heures après que M. Reagan ait succédé à M. Carter à la Maison Blanche.

Dans une interview parue mardi dans l'hebdomadaire parisien d'expression arabe Al-Mustakbal, le cheikh Fadlallah, chef spirituel du Hezbollah, affirme qu'il possède des informations tendant à indiquer que Washington souhaitait ardemment obtenir la libération des otages avant l'élection présidentielle de novembre.

« La question des otages américains pourrait être résolue exactement de la même manière que celle des otages français », ajoute-t-il. Faisant allusion au scandale de l'irangate, le cheikh Fadlallah reconnaît que « l'Amérique n'est pas prête à donner des armes maintenant ». Mais il ajoute qu'il est nécessaire de régler la question des otages iraniens gelés aux Etats-Unis depuis la prise d'otages de cinquante-deux personnes en 1979 à l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, représentant ainsi les exigences de M. Rafsanjani. — (Reuters.)

Océanie

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

La motion de censure sport national

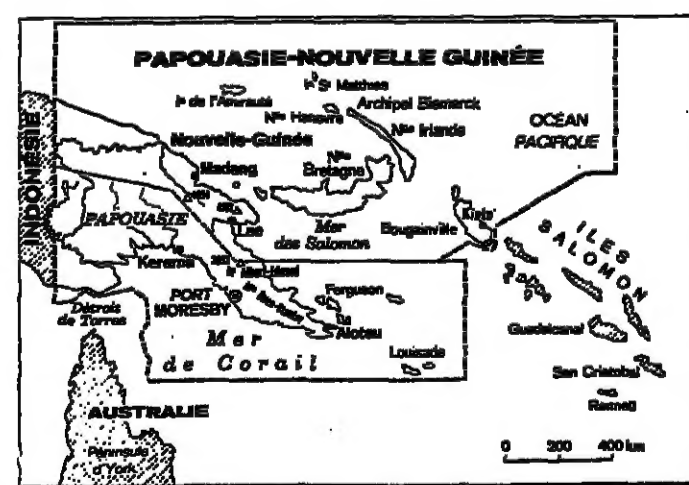
SYDNEY
correspondance

La motion de censure est en passe de devenir un sport national en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cette mesure, qui permet de changer de premier ministre tous les six mois, soufre à la suite de querelles personnelles, rend l'ancienne colonie australienne ingouvernable. M. Pales Wingti, évêque de son poste de premier ministre le 4 juillet par le chef de l'ancienne opposition, M. Rabble Namaliu, à la suite d'une motion de censure, s'était lui-même servi du système, permettant un vote de confiance six mois après la formation d'un nouveau gouvernement, pour évincer son prédécesseur, M. Michael Somare, en 1985. Celui-ci avait déjà été chassé du gouvernement une première fois par M. Julius Chan en 1980, toujours par la même méthode. En clair, M. Namaliu, quatrième premier ministre papou depuis que le pays est devenu indépendant en 1975, est le troisième à prendre les rênes du gouvernement grâce au vote d'une motion de censure.

Les marchandages entre les cent neuf parlementaires, qui peuvent changer de parti sans encourir la moindre pénalité, tiennent davantage du machiavélisme que de la stratégie politique : lorsque le chef de l'opposition veut gouverner avec les élections générales qui ont lieu tous les cinq ans, il peut déposer une motion de censure, et généralement obtenir un

vote de défiance en proposant un certain nombre de portefeuilles ministériels aux divers partis.

nement cohérent dans un pays qui compte entre quatre cents et huit cents dialectes.



M. Wingti a été évincé par la défiance inattendue d'une faction du Parti national dirigée par son ministre des finances passé soudain dans le camp de l'opposition. Un membre de ce groupe, furieux d'avoir été laissé pour compte dans la distribution des vingt-huit portefeuilles ministériels, a publiquement annoncé qu'il donnait tout juste six mois au nouveau gouvernement de M. Namaliu. Le système électoral est aussi confus que les nominations de chefs tribaux ou la formation d'un gouver-

Si les programmes politiques sont secondaires, les idéologies inexistantes et les partis interchangeables dans cette société mélangée, à la fois tribale et superficiellement occidentalisée, le nombre des candidats au Parlement augmente proportionnellement aux progrès de la scolarisation. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'entrée au Parlement, ne serait-ce que pour quelques mois, est principalement une question de prestige personnel agrémenté de divers privilèges matériels, et qui

ne nécessite pas de programme politique précis.

Les aspirants parlementaires sont devenus beaucoup trop nombreux et les électeurs dispersent leurs voix en votant pour le candidat de leur clan. La règle est que le candidat arrivant en tête des suffrages remporte le siège. Il peut donc se produire qu'un candidat soit élu parmi une cinquantaine d'autres convoitant le même siège, avec moins de 1 % des voix. Ce phénomène n'est pas représentatif des vœux de la population et menace la cohérence politique de ce pays à la topographie et au destin torueux.

Une inquiétante criminalité

Les démantelés politico-institutionnels dans lesquels se débat le gouvernement demeurent pourtant un problème moins préoccupant que l'insécurité chronique en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où les gangs de jeunes, appelés « rascals », pillent, assassinent, mutilent et violent aussi bien en ville que dans les campagnes. Chaque nouveau gouvernement promet de mettre fin à la criminalité, qui est devenue un véritable fléau, mais, jusqu'à présent, sans succès. L'ex-haut commissaire papou en Australie, M. James Winare, a été récemment enlevé à Port-Moresby par quatre jeunes gens et tué à coups de hache. Il est actuellement à l'hôpital, très grièvement

blessé, et ses jours sont toujours en danger.

Les transports de fonds se font à présent par hélicoptère tant les routes sont dangereuses. Le mois dernier quatre-vingts ouvriers coréens travaillant sur un chantier des Hauts-Plateaux ont demandé leur rapatriement à la suite d'une querelle avec un autochtone qui a été cherché de l'aide dans son clan. La tribu s'est rendue sur le chantier, armée de lances et de flèches. L'aspect effrayant des guerriers (que les touristes trouveraient sans doute pittoresques), a terrifié les travailleurs coréens, qui ont demandé à rentrer chez eux.

Depuis les événements qui ont secoué la Nouvelle-Calédonie, des Papous ont voulu démontrer la fraternité mélanésienne qui les unit aux Canaques en manifestant par deux fois leurs sentiments anti-français devant l'ambassade de France à Port-Moresby (1). A présent la situation est calme, assure M. Jean-Paul Schricke, l'ambassadeur de France, qui nous a confié que le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Michel Somare, ancien premier ministre, avait verbalement approuvé le compromis proposé par le nouveau gouvernement français.

JOËLLE ANDREOLI.

(1) Les militaires papous étaient déjà intervenus en 1980 à Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides) lors des troubles qui avaient suivi l'accès à l'indépendance de l'ancien condominium franco-britannique (NDLR).

Paris en armes
(13 juillet 1989)

Afrique

SOUDAN

Amnesty International dénonce les violations des droits de l'homme

Dans un rapport rendu public à Londres fin juillet, l'organisation Amnesty International dénonce la persistance des violations des droits de l'homme au Soudan et demande au gouvernement de Khartoum d'y mettre fin. Amnesty International

condamne notamment l'exécution sans jugement de civils dans le cadre de la lutte contre l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) et les assassinats politiques. Elle dénonce en outre le maintien des condamnations à l'amputation et à la crucifixion, en application de la charia. L'organisation humanitaire britannique déplore, entre autres, le massacre d'Ed-Daïen, de mars 1987, au cours duquel plusieurs centaines de civils appartenant au peuple des Dinkas ont été tués par la foule.

L'attitude des populations de l'Ouest à l'égard des nouveaux arrivants varie sensiblement selon les régions. Si, du côté d'Ed-Daïen, beaucoup craignent le pire — les 27 et 28 mars 1987, plusieurs centaines de Dinkas y ont été massacrés par la foule, aux abords de la gare et du poste de police, — la région de Nyala ne suscite pas les mêmes appréhensions. Même ici, cependant, les problèmes d'intégration demeurent aigus, étant donné, notamment que l'eau y est rare.

TÉMOIGNAGE

Le sort tragique des Dinkas

« Ici logent les Dinkas ! » D'un geste timide du menton, notre guide désigne, au sommet d'une colline pelée, sans ombre et sans puits, un village de huttes. L'endroit s'est peuplé en quelques jours. Nous sommes dans la province du Darfour, dans l'ouest du Soudan, là où se déversent aujourd'hui par milliers les victimes de la guerre civile que se livrent — 200 kilomètres plus au sud — l'armée régulière et la guérilla du Mouvement de libération du peuple soudanais (MLPS).

Une petite foule de femmes, de vieillards et d'enfants, encadrée par quelques hommes, nous attend. Après des mots de bienvenue, lancés dans un parler étrange, chantant et guttural, plein de claquements de langue, nos hôtes nous introduisent dans une case inachevée, dont ne s'élève encore que l'armature. Seuls les hommes parleront. Très grands et très minces, le teint noir ébène, ils réalisent des razzias meurtrières dans la province méridionale du Soudan. Leur seul tort est d'appartenir au peuple des Dinkas, la plus puissante des ethnies du Sud et la plus engagée dans la guérilla anti-gouvernementale. En ces temps de durcissement du conflit, leur vie ne va pas plus mal que celle de leurs ennemis séculaires, les tribus arabes du Darfour, qui sont comme eux des éleveurs de vaches, ou ont vite profité. Armées par le gouvernement, elles réalisent des razzias meurtrières dans la province méridionale du Soudan. Leur seul tort est d'appartenir au peuple des Dinkas, la plus puissante des ethnies du Sud et la plus engagée dans la guérilla anti-gouvernementale. En ces temps de durcissement du conflit, leur vie ne va pas plus mal que celle de leurs ennemis séculaires, les tribus arabes du Darfour, qui sont comme eux des éleveurs de vaches, ou ont vite profité.

« Nous avons fui aussi bien la famine que l'insécurité », explique Deng, l'un des Dinkas les plus loquaces. On nous a peu à peu volés tout notre bétail et nos récoltes ont été brûlées. Plusieurs de nos enfants partis en brousse avec les troupes ont disparu. La situation était devenue intenable. Il fallait partir. » Deng continue : « Il n'y avait rien à

faire pour nous défendre. Nos seules armes, des lances, avaient été volées. Les miliciens utilisaient toujours la même tactique. Ils commencent par tirer de loin, hors d'atteinte, pour semer la panique et la confusion, puis pénétrant dans les cases et tuent les gens qui s'y trouvent. Ils gardent comme esclaves les garçons et les filles de sept à douze ans et tuent souvent tous les autres, hommes, femmes, bébés et vieillards. Le seul moyen d'en échapper est d'être informé de leur approche, puis de fuir au plus vite, sans demander son reste.

Il est aujourd'hui difficile d'identifier avec précision l'origine de ces bandes armées. Si, au début, certaines tribus arabes seulement partaient à la « chasse aux Dinkas », beaucoup d'autres, peu à peu, ont découvert le profit qu'elles pouvaient tirer de pareilles expéditions, sans courir de très grands risques. D'autant que le gouvernement, officiellement pour leur permettre de se défendre contre la guérilla du MLPS, les a très bien armées et ferme les yeux sur leurs exactions. Le phénomène a pris une telle ampleur que beaucoup d'observateurs parlent aujourd'hui de tentative de génocide.

Depuis le début de cette année, le flux des réfugiés provenant du Bahr el-Ghazal s'est considérablement accru, pour amener chaque mois sur les « rivières » du Nord des dizaines de milliers de pauvres bêtes. Ces derniers, qui arrivent à bout de forces — beaucoup ne se nourrissent que de baies et de feuilles ramassées ici et là durant les dix ou quinze jours de leur voyage, — rapportent des récits effrayants. Surpris en chemin par des hommes à dos de cheval ou de dromadaire, beaucoup de fuyards se font tuer, violer, torturer ou empor-

ter. Quatre chefs dinkas ont raconté, le visage tendu, à une journaliste américaine comment des animaux sauvages avaient dévoré des vieillards qui peinaient à marcher.

Le taux de mortalité de ceux qui atteignent des régions sûres reste élevé, en particulier les premiers jours. La malnutrition prolongée dont ils ont été les victimes leur ôte souvent toute défense, et de simples refroidissements ou des maladies bénignes emportent beaucoup. Certains, très affaiblis, n'arrivent tout simplement pas à manger. « J'ai pleuré plusieurs fois en les voyant arriver », raconte un témoin, pourtant habitué aux coups durs. « A bout de forces, certains ne tiennent plus debout et se couchent n'importe où comme des bêtes, les jambes gonflées d'avoir trop marché. J'ai vu une femme dont les pieds n'étaient plus qu'une plaie : sa peau s'en allait en lambeaux. »

Le long voyage vers Khartoum

L'accueil réservé aux survivants est souvent déplorable. Les autorités qui, de toute façon, ne possèdent que très peu de moyens (des remèdes aussi essentiels que l'aspirine, la pénicilline ou la chloroquine manquent régulièrement dans les hôpitaux de la région) restent passives ou empêchent l'aide internationale de fonctionner. Ainsi, celles de la ville d'Ed-Daïen ont retenu plusieurs semaines et en partie vendus à leur compte quelque 200 tonnes de nourriture destinées aux Dinkas. Mis en cause, le chef de l'administration locale a répondu qu'il n'avait reçu aucune consigne de distribution et que les réfugiés du Sud, qu'il qualifiait d'« obèses », n'avaient pas de besoins alimentaires particuliers.

Amériques

ÉTATS-UNIS : dans la perspective de l'élection présidentielle

M. Reagan ne s'oppose plus à la loi sur les préavis de licenciement

WASHINGTON
correspondance

Cédant aux pressions des stratèges de son parti et notamment des conseillers du vice-président Bush, candidat à la Maison Blanche, le président Reagan a décidé de laisser entrer en vigueur, sans y mettre son veto, un projet de loi exigeant des compagnies de donner un préavis de soixante jours aux travailleurs devant être licenciés par suite de la fermeture de leur usine.

Le président n'a pas signé le projet de loi, ce qui n'affecte pas la validité de la législation, mais lui permettra de continuer à combattre une mesure qu'il avait dénoncée antérieurement comme une atteinte inadmissible à la libre entreprise.

Il avait souligné également que la législation coûterait cher aux entreprises et les affaiblirait juste à un moment où la concurrence étrangère se renforçait. Une fois de plus, le président a dénoncé le projet comme un « pas dans la mauvaise direction ».

Un cadeau à M. Bush

En fait, le recul du président représente un « cadeau » au vice-président Bush et aux candidats républicains au Congrès, qui craignent d'avoir à justifier durant la campagne l'opposition de la Maison Blanche à une législation populaire auprès des travailleurs et plus particulièrement auprès de ceux qui, en 1984, avaient déserté le camp démocratique pour soutenir le président Reagan.

Le revirement du président prive les démocrates d'un thème majeur de leur campagne où ils se seraient présentés comme les amis des travailleurs, par opposition aux républicains défendant les intérêts du « big business ». Le gouverneur Dukakis, le candidat démocrate, a déclaré : « Nous avons remporté une grande

victoire pour toutes les familles américaines. »

L'artisan de ce succès a été le sénateur Bentsen, coéquipier du gouverneur Dukakis, qui avait mis au point une stratégie consistant à séparer les dispositions concernant le préavis du projet de loi général sur le commerce, auquel le président Reagan avait opposé son veto, principalement en raison de son opposition à la formule du préavis.

A la majorité des deux tiers, la Chambre avait infirmé le veto présidentiel, mais non pas le Sénat. Les derniers pointages indiquaient cependant que le veto présidentiel à la législation sur le préavis n'aurait pas été confirmé par les Chambres.

Les démocrates, vulnérables sur la défense

Très pragmatique et tenant compte des réalités, le président Reagan n'a pas voulu s'aliéner le monde du travail en engageant une bataille perdue d'avance.

Les démocrates, majoritaires au Sénat, qui avaient refusé de considérer la législation commerciale tant que le président ne se serait pas prononcé sur les mesures de préavis, ont commencé immédiatement à la discuter dans sa forme approuvée le mois dernier par la Chambre.

De plus en plus, le président Reagan est appelé à prendre des décisions inspirées par des considérations électorales et notamment par le souci d'aider le candidat républicain. Ainsi, il oppose strictement son veto au projet de loi sur la défense, comme l'a recommandé le vice-président Bush.

Les stratèges républicains estiment, en effet, que sur les problèmes de défense les démocrates sont vulnérables. Il leur sera reproché d'affaiblir la puissance militaire du pays, de réduire les crédits de l'OTAN, de paralyser le président dans ses efforts pour négocier avec les Soviétiques un nouveau traité sur le contrôle des armements.

HENRI PIERRE.

NIGER

Création d'un parti unique

Le président de la République du Niger, le général Ali Saibou, a annoncé, le mardi 2 août, la création d'un parti unique, le Mouvement national de la société de développement (MNSD).

« Ce mouvement », a déclaré le président Saibou dans une allocution prononcée à l'occasion du vingt-huitième anniversaire de l'indépendance du Niger, constituera pour tout peuple le cadre privilégié à l'intérieur duquel l'appelle les Nigériens et les Nigériennes à militer en vue de l'affirmation de leurs droits politiques, économiques et sociaux.

Le chef de l'Etat, tout en rejetant le principe du multipartisme, a invité ses compatriotes à se réconcilier avec la politique et a affirmé que « l'unicité du parti n'est pas incompatible avec l'expression pluraliste des opinions et des sensibilités idéologiques ».

D'autre part, l'élaboration du projet de Constitution — la précédente avait été suspendue après le coup d'Etat de 1974 — a été confiée au nouveau Conseil national de développement (CND) mis en place en juin dernier par le président Saibou, conformément aux dispositions de la charte nationale adoptée par le Parlement en juin 1987.

Le CND, qui sera prochainement érigé en Assemblée constituante, est composé de cent cinquante membres militaires et civils élus pour trois ans. — (AFP.)

(Publicité)

ISLAM SOVIÉTIQUE : LE DÉTONATEUR CAUCASIEN

La crise Arménie-Azerbaïdjan ne fait que commencer... Elle peut faire tache d'huile dans toute l'Asie centrale musulmane. Une minutieuse enquête d'Alexandre Benigui, rédacteur pour Arabes quelques jours avant sa disparition.

Dans le numéro double de juillet-août d'ARABES en kiosques et en librairies

Cessez-le-feu en Angola, élections libres en Namibie

Pretoria veut accélérer un règlement en Afrique du Sud-Ouest

(Suite de la première page.)

M. Botha a précisé que la tenue d'élections libres en Namibie était conditionnée par le démantèlement préalable des sept camps — abritant environ cent cinquante hommes — que le Congrès national africain (ANC) occupe en Angola. Les autorités de Pretoria assument, en effet, l'ANC à un mouvement subversif tandis que les Angolais et les Cubains le considèrent comme un mouvement révolutionnaire, décidé à abattre le régime de l'apartheid.

M. Botha a qualifié cette ensemble de propositions d'« initiative majeure et décisive » de la part de son gouvernement, soulignant que leur application « ne ferait aucun perdant ». Les autres parties concernées n'avaient pas, mercredi 3 août, réagi officiellement à ce plan de paix. Mais les autorités cubaines ont, jusqu'à maintenant, laissé entendre que le calendrier de retrait de son corps expéditionnaire d'Angola devrait s'étaler sur quatre ans. Elles semblent toutefois prêtes à réduire ce délai à deux ans.

● AFRIQUE DU SUD : suspension d'une réforme de la presse. — L'Institut international de la presse (IIP) s'est félicité de la décision prise par le gouvernement sud-africain de suspendre temporairement l'application d'une réforme qui prévoyait l'obligation pour les agences de presse locales de se faire enregistrer.

● RECTIFICATIF. — Le sommet de l'OUA à Nairobi a eu lieu en 1981, et non en 1987 comme une coquille nous l'a fait écrire dans une note de renvoi figurant au bas de l'entretien avec le roi du Maroc (le Monde daté 3 août).

● Report de la visite de M. Thierry de Beaucourt au Maroc. — La rencontre du secrétaire d'Etat français chargé des relations culturelles internationales avec les membres du gouvernement marocain, prévue pour le 3 août, a été reportée « d'un commun accord » à

Si ces propositions sont acceptées, a indiqué M. Botha, « la souveraineté de l'Angola sera gagnée sans indépendance et la paix sera restaurée ». Pour l'heure, l'Afrique du Sud occupe la Namibie — conquise sur l'Allemagne impériale en 1915 — au mépris de la résolution 435, adoptée il y a tout juste dix ans, en septembre 1978.

Quant à l'Angola, une guerre civile y dure depuis la fin de la colonisation portugaise en 1975. Elle oppose le gouvernement marxiste de Luanda, soutenu par Cuba et l'Union soviétique, à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), appuyée par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Si les autorités de Pretoria jugent qu'un règlement passe par un arrêt de l'aide logistique et matérielle aux « terroristes » de l'ANC, leurs adversaires angolais exigent, de leur côté, que l'UNITA de Jonas Savimbi soit désormais privée de tout soutien extérieur. — (AFP, Reuters.)

La deuxième quinzaine de septembre a annoncé le Quai d'Orsay. A Rabat on note que cette visite risquait de coïncider avec des déplacements du roi Hassan II en province. — (AFP.)

● TUNISIE : protestations françaises. — Les autorités consulaires françaises ont protesté, lundi 1^{er} août, auprès de la Tunisie après l'extradition vers l'Italie de M. Claudio Cerica, un des anciens dirigeants de l'organisation italienne d'extrême gauche Autonomia Operaia (le Monde du 30 juillet). M. Cerica est de nationalité française depuis 1984 et la demande d'extradition aurait dû faire l'objet d'une décision judiciaire. Or il a été remis directement à la police italienne à l'expiration du délai de sa garde à vue. En 1983, l'extradition de M. Cerica vers l'Italie n'avait pas été accordée par la justice française. — (Corresp.)

Asie

AFGHANISTAN

Contre-offensive soviétique pour dégager Kaboul

D'importantes forces soviétiques soutenues par des unités de l'armée afghane, des miliciens et des groupes de combat du Khan (services secrets afghans) ont lancé une série de contre-attaques pour dégager Kaboul, cible des roquettes des moudjahidins, a-t-on appris mardi 2 août à Islamabad de source diplomatique. Ces forces se battent actuellement dans un rayon de 50 kilomètres à l'ouest, au sud-ouest et au nord-ouest de la capitale.

Les résistants ont tiré plus de trois cents roquettes sur Kaboul au cours des deux dernières semaines, attaquant notamment l'ambassade de France et le club allemand. Les ambassades des pays d'Europe de l'Est, ainsi que celles de plusieurs pays occidentaux, ont réduit leur personnel au minimum. Il ne reste à l'ambassade de France que le personnel indispensable à la bonne marche de la mission et la colonie française est quasiment inexistante. Les familles des diplomates des Nations unies ont quitté Kaboul.

La ville de Jalalabad est également sous la pression permanente des moudjahidins. Quant à Kandahar, la deuxième ville du pays, elle a été, selon Radio-Kaboul, détruite à 70 % depuis le début de la guerre, et les deux tiers de ses 191 000 habitants sont sans abri. Le conflit afghan suscite une polémique entre généraux soviétiques dans la presse moscovite. Mardi, le colonel-général Vladimir Vostrov, ex-conseiller en Afghanistan, a rétorqué dans l'« Etoile rouge », le quotidien de l'armée, les propos pessimistes du général Tsegolov (le Monde du 26 juillet), qui s'était interrogé sur la capacité du régime de Khomeini à survivre au retrait des troupes soviétiques. Au contraire, affirme le colonel-général Vostrov, les choses ne vont pas si mal ; le parti au pouvoir à Kaboul connaît des succès importants et il s'attache en priorité à la réconciliation nationale. — (AFP.)

CHINE

L'armée se lance dans la production de vin

Le socialisme chinois peut bien, au nom de la réforme, mettre de l'eau dans son vin. L'Armée populaire de libération (APL), elle, vient de se lancer dans la production de vin. Fin juillet, le chef d'état-major général de l'APL, en personne, le général Chi Haotian, a présidé à la dégustation d'un breuvage concocté par ses subordonnés dans la province du Shandong.

Baptisé « Maréchal » — les grades viennent d'être rétablis dans l'armée chinoise, et les dignités vont bientôt l'être, — ce vin, fabriqué selon les règlements militaires en vigueur et avec les technologies étrangères les plus avancées, écrit le China Daily, peut stimuler la circulation sanguine et permettre la relaxation des muscles et des articulations. Il devrait prochainement figurer au menu des soldats chinois.

Les négociations sur les bases américaines aux Philippines, suspendues il y a une semaine, ont repris mardi 2 août. Les Philippines, qui avaient interrompu les discussions en raison du manque de flexibilité des Américains sur les compensations financières, attendent une nouvelle offre plus satisfaisante de Washington. — (Reuters.)

● BIRMANIE : nouvelles arrestations et rumeurs de complot. — Deux anciens compagnons d'armes de l'ex-président Ne Win ont été arrêtés à Rangoon, a-t-on appris mardi 2 août de sources diplomatiques à Bangkok. MM. Ta Ya et Yan Nyang, qui faisaient parti du groupe des « trente camarades » qui avaient mené la lutte pour l'indépendance, seraient accusés d'être impliqués dans la diffusion de tracts appelant à renverser le nouveau président, M. Sein Lwin. Selon des rumeurs, les assistants à Rangoon, ce dernier aurait échappé à une tentative d'assassinat. Enfin, selon l'agence officielle birmane NAB, des étudiants ont manifesté à Rangoon contre le gouvernement. — (AFP.)

● PHILIPPINES : reprise des négociations sur les bases américaines. — Les négociations sur l'avenir des bases américaines aux Philippines, suspendues il y a une semaine, ont repris mardi 2 août. Les Philippines, qui avaient interrompu les discussions en raison du manque de flexibilité des Américains sur les compensations financières, attendent une nouvelle offre plus satisfaisante de Washington. — (Reuters.)

● ARGENTINE : anticipation du plan anti-inflation. Les commerçants relèvent leurs prix. Buenos-Aires. — Les commerçants argentins ont relevé leurs prix mardi 2 août, parfois jusqu'à 30 %, craignant de voir le gouvernement inclure un gel des prix dans le programme anti-inflation qu'il devait rendre public mercredi. Les banques sont restées fermées une troisième journée consécutive, alors que les services publics ont augmenté presque uniformément leurs tarifs de 30 %, en accord avec les premières mesures annoncées par les autorités, qui ont aussi décidé un relèvement simultané des prix des produits pétroliers.

Ce train de hausse intervient alors que les milieux officiels annoncent qu'ils souhaitent mettre en place un accord volontaire entre le gouvernement, le secteur privé et les syndicats sur une limitation des augmentations. Le directeur de l'Office national des prix, M. Hugo Constantino, a, pour sa part, déclaré que de nombreux cas de hausse lui avaient déjà été signalés, en particulier sur les produits alimentaires de base, et que le gouvernement allait lancer un appel à la modération.

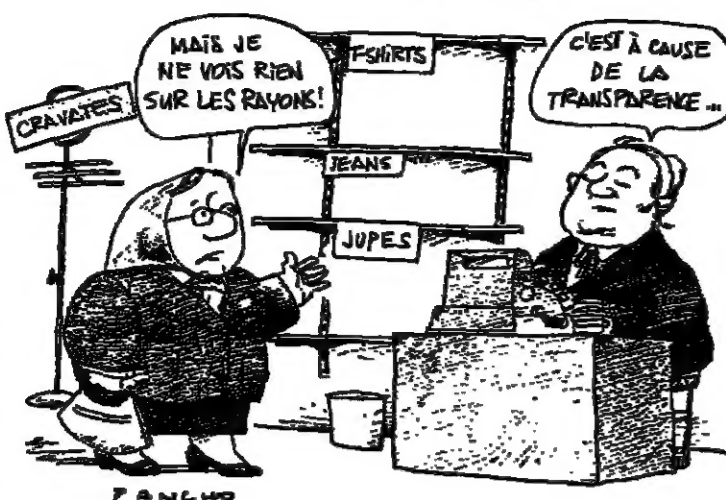
C'est dans ce contexte économique et social difficile que le secrétaire d'Etat américain George Shultz a entamé mardi une visite officielle de deux jours dans la capitale argentine. Le problème de la dette extérieure du pays devait être au centre de ses entretiens avec le président Alfonsín. Le secrétaire d'Etat a déjà laissé entendre que les Etats-Unis pourraient accorder un prêt de 500 millions de dollars à Buenos-Aires pour aider le pays à payer le service d'une dette qui atteint 54 milliards de dollars.

M. Shultz, qui a également rencontré le ministre de l'Economie, Juan Sourrouille, et celui des affaires étrangères, Dante Caputo, s'est aussi entretenu avec le candidat péroniste pour l'élection présidentielle de 1989, M. Saul Menem. Un diplomate précisait à ce sujet qu'il existait une « inquiétude » américaine « en raison de certaines prises de position » du dirigeant populiste qui brigue la succession de M. Alfonsín. Les péronistes avaient notamment réclamé la rupture des relations diplomatiques avec Washington, à la suite du bombardement américain sur la Libye en 1986. — (Reuters.)

Europe

URSS : les coopératives à la rescousse des consommateurs

« Perestroïka » et pénurie



moyen est de 200 roubles et que 20 % de la population, d'après les chiffres officiels, disposent d'un revenu mensuel de 70 roubles, on comprend qu'il n'y ait jamais la queue devant les magasins coopératives.

On exploite la vanité...

En outre, remarquent les clients, le rapport qualité-prix est loin d'être satisfaisant. La jupe à 75 roubles a beau avoir une coupe un peu plus fantaisiste, elle est faite avec un tissu acheté dans les magasins d'Etat. Le café-coopérative, qui n'a pas le droit de servir de l'alcool, ne sert pas non plus d'eau minérale, car il n'est autorisé à offrir que ce qu'il produit lui-même ou achète au marché libre. Au marché de Riga (à côté de la gare de Riga, à Moscou), dont le bouchon à oreille a fait le temple des vendeurs privés, un vulgaire T-shirt à 2 roubles passé au pochoir et orné de l'inscription « Montana », en caractères latins, est mis en vente 16 roubles.

Il en faut plus pour berner la babouche locale. « Ici, commentez récemment l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty*, on exploite la vanité et l'idée enracinée depuis tant d'années que notre

production est toujours pire que celle des autres. On coupe un morceau de pantalon, on le teint, on y coud des pièces, des pressions, des poches et on vend, à l'abandon des porte-monnaies, surtout s'il y a une marque Made in quelque part ».

Pourtant, il y a foule au marché de Riga; on ne trouve pas de place au restaurant Lasagne (cuisine italienne préparée par des Géorgiens) sans avoir réservé et le patron de l'Atrium, sur le Leninski Prospekt, où l'on s'attendrait à voir les serveuses arriver en vestales tellement le faux décor romain est signalé, se déclare tout à fait content de son chiffre d'affaires.

Quant à Igor, son séchoir à cheveux Calor à la main, « rapporté de l'étranger par une cliente », il affirme refuser du monde dans sa cave inconvertible transformée en salon de coiffure de fortune, tout en rêvant à d'hypothétiques devises qui lui permettraient de se procurer de bons instruments et produits cosmétiques. « Peut-être une firme occidentale voudrait-elle se faire de la publicité en URSS et nous fournir des produits », suggère-t-il avec insistance. Le rumeur qui veut qu'Igor coiffe principalement, aux tarifs (pour étrangers) et les femmes de

la nomenclature est invérifiable en une visite, car le salon Pyramide A met un point d'honneur à ne pas faire attendre ses clientes, qui se trouvent donc rarement plus de deux à la fois.

mais avec le sourire

En fait, ce qui différencie profondément un établissement d'Etat d'une coopérative, c'est l'attitude des employés : le client qui entre dans une coopérative n'est pas automatiquement rabroué, renvoyé, humilié — l'employé est à son service, parfois même avec le sourire. Car le coopérateur veut vendre. Le gérant de la coopérative de vente de vêtements ABV, rue Gorki, Vladimir Ivoliev, ne fait travailler ses vendeuses qu'un jour sur deux, car « elles viennent du commerce d'Etat et ne sont pas habituées à ce travail intensif ». Malgré sa superbe vitrine, à laquelle les modèles futuristes du jeune artiste Gocha Ostretsov donnent des allures de Fiorucci, les articles d'ABV sont bien ordinaires, hormis quelques T-shirts (« Glasgow » et « Perestroïka », cette fois en lettres cyrilliques. C'est que, commente philosophiquement le patron, « dans ce pays, l'intérieur correspond rarement à la vitrine ». Cet homme de quarante et un ans, au look très jeune entrepreneur, s'apprête à faire son premier voyage d'affaires chez les voisins polonais « pour voir comment ils s'y prennent ».

La production de certains pays frères, comme la Hongrie, la Pologne ou la RDA, fait en effet pâlir d'envie plus d'une Soviétique. Dans la misère vestimentaire du commerce soviétique, des magasins comme Polskats Moda, Balaton ou Leipzig existaient jusqu'à il y a peu des flots de lumière pour les consommateurs. Mais là aussi, la source s'est tarie, les uns accusant les Hongrois de ne plus fournir à l'URSS que leur production de basse qualité, pour réserver la meilleure à l'Occident et à ses devises, les autres reprochant aux bureaucrates soviétiques de décourager les meilleures bonnes volontés commerciales des pays socialistes.

Que reste-t-il donc à la femme soviétique lorsqu'il lui prend des envies de coquetterie ? Le marché noir, si elle en a les moyens, en partie alimenté par les heureux camarades qui ont l'occasion de se rendre à l'étranger, dont ils reviennent les valises gonflées de marchandises. On affirme à Moscou que la fermeture des « beriozkas » (magasins en devises) pour Soviétiques, le 1^{er} juillet a fait grimper en flèche le trafic et la spéculation. Déjà, mais, plutôt que de revendre un article dont on veut se séparer par l'intermédiaire des « kommissiion », magasins d'occasion contrôlés par l'Etat, on préfère le mettre sur le circuit parallèle, car la demande est de plus en plus forte.

« Nous sommes fiers du socialisme. Nous sommes fiers de ses réalisations », déclarait devant la dix-neuvième conférence du parti Boris Eltsine, ancien chef du PC de Moscou. Mais il n'y a pas de quoi s'enorgueillir. En soixante-dix ans, nous n'avons pas résolu les questions essentielles : nourrir et habiller un peuple.

PIERRE ALLAIN.

IRLANDE DU NORD

Deux morts et vingt-quatre blessés lors de trois nouveaux attentats

Vingt-quatre heures après l'attentat à l'explosif qui a tué un soldat dans une caserne de Londonderry, les tueurs de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) se sont à nouveau déchaînés, mardi 2 et mercredi 3 août, en Irlande du Nord, faisant deux morts et vingt-quatre blessés, dont dix-huit civils.

Mercredi matin, un soldat de l'UDR (Ulster Defence Regiment, auxiliaire de l'armée) a été grièvement blessé par balles dans le comté de Tyrone, au cœur d'une embuscade. La veille, en plein cœur de Belfast, un jeune suppléant de l'Ulster Defence Regiment (UDR) — force auxiliaire de l'armée britannique — qui faisait ses courses dans un centre commercial avec sa femme et son bébé, a été sorti du magasin de chaussures où il se trouvait par un commando armé, sauvagement frappé puis abattu de deux balles en pleine rue. A peu près au même moment, à Lisburn, dans le comté d'Antrim, un policier du Royal Ulster Constabulary (RUC) était tué par l'explosion d'un engin placé sous sa voiture personnelle. Dix-huit passants ont été légèrement atteints.

L'IRA a également revendiqué un troisième attentat commis dans la matinée à Dugannon, dans le comté de Tyrone, contre une patrouille de l'UDR, dont le véhicule a sauté sur une mine. Les six occupants, sur lesquels deux coups de feu ont également été tirés, s'en sont sortis miraculeusement avec des blessures légères.

Les attaques de l'IRA, qui avait subi l'année dernière des pertes importantes, se sont à nouveau multipliées ces derniers mois contre les forces de l'ordre en Irlande du Nord. L'armée britannique elle-même a eu à déplorer treize victimes depuis le début de l'année, dont six le 15 juin dernier lors de l'explosion d'une mine sous leur véhicule et trois autres sur une base militaire en RFA. Mais les premières cibles de cette nouvelle campagne de terreur sont les policiers du RUC et les suppléants de l'UDR, recrutés dans la province elle-même. Dans son communiqué publié mardi pour revendiquer les attentats, l'IRA a appelé les membres de ces deux corps à démissionner s'ils ne voulaient pas figurer sur les listes de ses commandos.

L'organisation républicaine a également averti la population civile de se tenir à l'écart des membres des forces de l'ordre et des installations militaires, aussi bien en Irlande du Nord qu'en Grande-Bretagne ou en Europe. Dix-sept civils ont été tués et plusieurs dizaines ont été blessés depuis le mois de novembre dernier en Ulster pour avoir eu le malheur de passer dans la

sur au moment d'un attentat ou avoir été « par erreur », selon l'expression consacrée de l'IRA, la cible de ses terroristes.

En Grande-Bretagne, les experts de la brigade antiterroriste de Scotland Yard continuent mardi à fouiller les débris de la caserne de Mill Hill pour tenter de déterminer comment l'engin explosif avait pu y être déposé. Le ministre britannique de la Défense, accusé de laxisme, a promis un « examen complet » dans les plus brefs délais des dispositifs de sécurité qui protègent les quelque deux mille sites de l'armée en Europe. — (AFP, UPL)

CORRESPONDANCE

La désignation des commissaires européens

M. Robert Toulmond, président de l'Association française d'étude pour l'union européenne (AFEUR), nous a adressé la lettre suivante :

Sous le titre « Jugés trop européens », les deux commissaires britanniques à Bruxelles sont écartés par M^{me} Thatcher. Le Monde daté 24-25 juillet donne à penser à ses lecteurs que la nomination des membres de la Commission relève du gouvernement de chaque pays et de lui seul.

Cette erreur très répandue s'explique sans doute par la déplorable coutume suivant laquelle les gouvernements renouent, sauf rares exceptions, à exprimer un avis concernant la désignation des commissaires d'une autre nationalité. Les traités n'en sont pas moins formels. Ils édictent que les membres de la Commission sont désignés d'un commun accord par les gouvernements (article 11 du traité du 4 février 1957).

Si l'information donnée par le Monde était confirmée, la présidence de M^{me} Thatcher d'écarter deux hommes, lord Cockfield et M. Clinton-Davis, qui ont incontestablement bien servi la Communauté, devrait faire l'objet d'un mouvement de résistance de la part des autres gouvernements et du Parlement européen, dont la meilleure forme serait de s'opposer à toute nomination de membres britanniques de la Commission ne présentant pas les mêmes qualités d'indépendance et de dévouement à l'intérêt commun dont ont fait preuve lord Cockfield et M. Clinton-Davis.

Diplomatie

Les Soviétiques ont montré leur dernier bombardier stratégique au chef du Pentagone

Au deuxième jour de sa visite officielle en URSS, M. Frank Carlucci, le secrétaire américain à la Défense, a eu droit, mardi 2 août, à la visite, sur la base de Koubinka, du dernier bombardier soviétique, le Blackjack. M. Carlucci a pris place pendant une dizaine de minutes aux commandes de l'appareil, qui ressemble beaucoup au B-1 américain. Deux autres Blackjack ont survolé à basse altitude la base à deux reprises.

Cet avion, dont l'autonomie serait de 7 200 kilomètres, selon les experts occidentaux, et qui peut transporter des missiles de croisière, a été déployé récemment à l'aéroport de l'île de M. Carlucci, le colonel Boris Korotkov, l'un des chefs des forces aériennes soviétiques. Aucune photo de cet appareil n'avait été diffusée en Occident jusqu'ici. Selon le Pentagone, le Blackjack, qui peut voler à deux fois la vitesse du son, est le plus gros bombardier existant. Il peut également effectuer des missions à basse altitude et à vitesse subsonique. Il en existerait jusqu'à présent onze exemplaires.

M. Carlucci a également vu le Mig 29, l'un des chasseurs les plus performants de l'URSS, ainsi que la version de ravitailleur en vol de l'Ilouchine 76, l'Il 78 et, enfin, le plus gros hélicoptère du monde, le Mi 26, qui peut emporter quatre-vingt-cinq hommes et armes.

M. Carlucci a assisté à une impressionnante démonstration en vol des qualités aérodynamiques du Mig 29, avant de se rendre sur les terrains de manœuvre de la division blindée d'élite Tamanskaya. Là, pendant plus d'une heure, des combats ont été reconstitués dans une large plaine, engageant des dizaines de blindés, de l'artillerie, des hélicoptères d'assaut et des fantassins.

JAPON : dans le cadre de l'IDS

Des sociétés japonaises ont présenté un projet de bouclier antimissiles

Un consortium de huit sociétés japonaises, dirigé par Mitsubishi Heavy Industries (MHI), a annoncé lundi 1^{er} août qu'il avait présenté une offre pour un projet de bouclier antimissiles au Japon à l'ouest du Pacifique. C'est la première fois que des sociétés japonaises répondent à un appel d'offres dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine depuis qu'un accord gouvernemental entre Tokyo et Washington leur a donné le feu vert en juillet 1987.

Baptisé « Étude d'architecture pour la défense antimissiles du Pacifique occidental » (WESTPAC), le projet vise à protéger le Japon, mais aussi les bases américaines de Guam et des communications maritimes, en s'étendant jusqu'aux îles Aléoutiennes et en Micronésie, contre une attaque de fusées nucléaires à courte ou moyenne portée à l'ouest de la ligne internationale de changement de date. Une autre grande société japonaise, Kawasaki Heavy Industries, a répondu à l'appel d'offres dans le cadre d'un consortium rival, dirigé par la société américaine LTV. Le groupe vainqueur devra présenter au bout d'un an un système d'architecture antimissiles, mais aucun armement ou système d'armes concret, ce qui lui évitera de tomber sous le coup des interdictions qui limitent constitutionnellement l'armement du Japon à son autodéfense.

Les milieux industriels de Tokyo estiment que le consortium conduit par MHI, qui inclut des groupes comme NEC, Hitachi ou Fujitsu, a de bonnes chances d'emporter le contrat, considéré par des spécialistes de l'armement nippon comme « le symbole d'un succès de la participation japonaise à l'IDS ». — (AFP)

ITALIE

La police retrouve un enfant de huit ans enlevé depuis seize mois

Un enfant de huit ans, enlevé en mars 1987 à Turin, a été retrouvé par la police mardi matin 2 août, dans les montagnes de l'Aspromonte, en Calabre.

L'enfant, Marco Fiora, était apparemment en train d'être transféré d'une « prison » à l'autre lorsque ses ravisseurs furent surpris par un hélicoptère volant à basse altitude. Juché sur les épaules d'un des bandits, Marco aurait alors crié : « Les carabiniers, les carabiniers ». Ses ravisseurs, qui savaient que d'importantes battues policières étaient en cours ces derniers jours, ont pris la fuite en l'abandonnant sur place.

L'enlèvement de Marco Fiora aura été l'un des plus dramatiques que l'Italie a connus ces dernières années, en raison de l'âge de l'enfant, de la durée de sa détention et des moyens finan-

ciers limités des parents. Les ravisseurs exigèrent un rançon de 3 milliards de lires (environ 15 millions de francs). Les parents de Marco, propriétaires de deux petits garages et d'une boulangerie, avaient annoncé qu'ils ne pouvaient pas payer une telle somme. Ils avaient cependant effectué un premier versement de 285 millions de lires (1,4 millions de francs).

Le président de la République, M. Francesco Cossiga, et le pape Jean-Paul II étaient intervenus personnellement à plusieurs reprises durant la détention de Marco.

Après cet heureux dénouement, six personnes sont encore aux mains de l'« Anonima Squadrone » le nom donné en Italie aux bandes de Calabrais et de Sardes spécialisés dans les raptus contre rançon. — (AFP)

EN BREF

● Les chefs des PC d'Arménie et d'Azerbaïdjan se sont rencontrés à Stepanakert. — Les premiers secrétaires des partis communistes d'Arménie et d'Azerbaïdjan, respectivement MM. Soren Arutounian et Abdul-Rahman Vazirov, ont tenu, le mardi 2 août, leur première réunion à Stepanakert, chef-lieu de la région contestée du Nagorny-Karabakh, en présence du chef du parti de celle-ci, O. Genrikh Pogossian, a annoncé l'agence Tass.

M. Arkadi Volok, représentant du préidium du Soviet suprême de l'URSS, assistait également à l'entretien, qui a porté, précise Tass, sur « les difficultés et erreurs qui se sont accumulées » au Nagorny-Karabakh et dont le règlement nécessite des « mesures exhaustives ». Les participants à la réunion ont élaboré des « propositions constructives » afin de contribuer au développement social, culturel et économique du Nagorny-Karabakh, a encore ajouté l'agence soviétique. — (AFP)

● CHYPRE : les Chypriotes grecs répliqueront aux tirs des Turcs. — Les soldats chypriotes

gracs déployés sur la ligne verte, qui sépare les deux communautés de l'île divisée, ont reçu l'ordre mardi 2 août de répliquer à tout coup de feu provenant du Nord. Cette décision intervient après l'annonce du décès, d'un garde national chypriote grec, blessé dimanche 31 juillet par un soldat turc. Par ailleurs, le président grec chypriote, M. Georges Vassiliou, a rejeté mardi 2 août à Washington toute idée d'union de son pays avec la Grèce dans l'éventualité d'un départ des troupes turques. — (Reuters, AFP)

● HONGRIE : un magazine sur l'éducation sexuelle. — Le magazine d'éducation corporelle et sexuelle, Szex Press, premier du genre officiellement publié dans un pays communiste. Les formes génériques de la couverture du premier numéro du magazine, présenté comme une publication « familiale » et « pédagogique » par le conseil national de santé publique. La lutte contre le SIDA y occupe une large place. — (AFP)

Politique

Une secte d'extrême droite fait peur à un village du Puy-de-Dôme

Les sulfureux « alchimistes » de Teilhède

TEILHÈDE
de nos envoyés spéciaux

Le « grand œuvre », en alchimie, consiste, c'est bien connu, à déceler l'or du plomb. Mais il n'est pas facile de passer de la théorie à la pratique pour faire la part des choses. Surtout en présence de cette mystérieuse communauté — cette « secte », comme on dit dans le voisinage — qui fait tant murmurer à travers le canton de Combronde depuis qu'elle s'est installée, en 1984, au « château » de Teilhède, un village naguère paisible, accroché aux lacs qui serpentent entre les côtes du Puy-de-Dôme, à quelques lieues de Riom.

Officiellement, ces « alchimistes », la regroupés au sein d'une Association pour la promotion des arts industriels (APAI), se livrent à une activité commerciale au-dessus de tout soupçon — l'art de la poterie — doublée d'un penchant inoffensif pour l'ésotérisme.

Le fait que le céramiste en chef, un ancien ingénieur-physicien, M. Daniel Winter — alias Solazaref, de son nom « initiatique », — roule en Harley Davidson au châssis orné de fleurs de lys et vole, comme ses frères ornés de tatouages cabalistiques, un culte particulier à l'âge du fer, jure un peu, certes, avec l'archaïsme ambiant. Il n'y a pas là toutefois a priori de quoi envoyer un sorcier au bûcher...

Au premier abord, les quelque vingt artisans des deux sexes et leur progéniture qui résident à Teilhède, où ils reçoivent beaucoup d'amis de passage (souvent venus de l'est de la France, de Belgique, d'Allemagne et d'Italie) donnent plutôt l'impression de former un groupuscule de néo-soixante-huitards portés vers le style babe-cool que vers le skin-heads. Et, à les voir en uniforme unisexe, avec leurs noirs tabliers de forge sortis des placards immémoriaux, strictement ceinturonnés à la taille, le crime rasé sur le front pour ne pas se brûler les cheveux devant les fours mais portant queue de cheval sur la nuque, on s'imaginerait volontiers en présence d'une confrérie secrète en quête de quelque pierre philosophale.

Le visiteur est courtoisement reçu, même quand il a prévenu qu'il recherchait des éclaircissements après le dépôt d'une plainte de deux jeunes gens de Clermont-Ferrand visant le maître de céans pour « provocation à la discrimination, à la haine et à la violence ».

M. Winter, malheureusement, n'est pas là, vous assure-t-on. Pourtant, vous jureriez que cet « alchimiste » fort imposant par sa corpulence que l'on fait asseoir auprès de vous n'est autre que le fameux « gourou », comme on le surnomme au village. Souhaiterait-il observer l'intrus clandestinement ? Peu importe.

Il y a là, en revanche, l'impressionnante figure de la comtesse, M. Dominique Vadot, le fondateur des éditions Aux amours de la science, sises au village. Il y a aussi un autre « frère », M. Jacques Foussart, un ancien technicien supérieur qui tient une librairie à Riom et que ses disciples appellent tantôt « de Beauvieu », tantôt de façon élogieuse, « le maître », bien qu'il

Qui sont ces étranges « alchimistes » d'extrême droite qui effraient depuis quatre ans la population de Teilhède ? Ce petit village du Puy-de-Dôme (deux cent quatre-vingt-dix habitants, trois cent seize électeurs inscrits) bruit de mille rumeurs. Le maire, devenu leur cible, fait de la résistance politique; les renseignements généraux restent perplexes; certains gendarmes de Combronde, chef-lieu du canton, parlent de « néo-nazis »; le parquet de Clermont-Ferrand enregistre une plainte; le Monde enquête...

ne dispose apparemment d'aucun mandat électif. Ce gaillard porte bas des babouches dignes d'un barde gaulois. Vos hôtes vous offrent de la bière. Ils exposent leurs convictions, en se référant aux principes de la chevalerie, aux Celtes, à la Vierge Marie, à des rituels hermétiques. Un exposé confusionniste. Au fur et à

ciers, ni polygames — et ils « ne roulent pas sur l'or », contrairement aux rumeurs colportées dans les environs.

Il n'est guère besoin, pourtant, de tourner longtemps autour du pot pour que les « alchimistes » de Teilhède admettent volontiers qu'à leurs



mesure, la « salle d'audience » se remplit. Les « frères », un par un, viennent entourer le visiteur. L'un d'eux, muni d'une caméra, prétend même le filmer. Devant ses réticences, il insiste pas, mais opère tout de même un petit travelling pour immortaliser la rencontre.

« Le Pen nous intéresse »

Les « alchimistes » de Teilhède ne seraient-ils donc que de doux nostalgiques ? Les gendarmes de Combronde exagéreraient-ils lorsqu'ils parlent de « néo-nazis qui professent des idées proches de Le Pen » ? Le maire socialiste de Saint-Hilaire, la commune voisine, M. Albert Desnais, aurait-il rêvé lorsqu'il a vu, au début de leur installation, ces gentils occultistes s'adonner en treillis et rangiers au joies temporelles du parcours du combattant sur son territoire municipal, sans autorisation, et à jouer même « à la petite guerre à balles réelles » ? Les gendarmes auraient-ils été alors, eux aussi, victimes d'hallucinations ou de fantasmes ?

Les intéressés crient à la « colonie » et au « procès stalinien ». Ils ne sont, jurent-ils, « ni fascistes, ni sor-

yeux il n'y a d'athanor qui vaille que pour la défense de l'Occident. Qui, militants ils sont et fiens de l'être ! Militants de l'intégrisme cher à Mgr Lefebvre qu'ils vénèrent, ils observent « les règles monastiques ». L'abbaye des Trinités de Rancoul n'est pas loin. Militants aussi de la cause nationaliste. « Il faudrait arrêter le délire sur Le Pen, affirme sans ambages « frère » Foussart. Il se trouve qu'à un moment « Le Pen nous intéresse ». Une « sœur » affirme son inclination pour « la monarchie de droit divin » et « la banquette royale ».

Peu à peu, le vernis « mystico-écologique » craque. Il apparaît que pour cette communauté les voies de l'ésotérisme conduisent... à la croisade contre le communisme et son succédané, la franc-maçonnerie. Se référant pour tous les détails à l'ouvrage du maître Solazaref : les *Bâchers du vingtième siècle*, édité par Aux amours de la science. Sur la page de garde de cette nouvelle « bible » figure un dessin inspiré d'Astérix. D'un côté, à l'est, un mur sur lequel une bande de loups marqués de l'étoile rouge bavent en lorgnant vers l'Europe de l'ouest. De l'autre, à l'ouest justement, la France conquise par un ennemi qu'identifie un emblème éloquent : le compas et les trois points maçonniques, surmontés de la faucille et du marteau, le totem associé à un grillois ressemblant à une étoile de David...

Avec, au centre de cette carte apocalyptique, « un village peuplé d'irréductibles alchimistes » qui, à l'image d'Astérix, « résiste encore et toujours à l'envahisseur ». Teilhède ? Rempart de la civilisation ! Car « nous sommes à l'aube du troisième millénaire » et « toute l'Europe est occupée par les francs-maçons ».

En deux cent cinquante pages, le chef invisible des « alchimistes » y définit lui-même son objectif : « Notre obédience est l'entreprise de nettoyage du temple du vingtième siècle. » Et il donne de sa communauté une définition qui ne doit rien à Merlin l'Enchanteur : « Une poignée d'éveillés qui, le cas échéant, peut très bien se transmettre en horde barbare à côté de laquelle les Goths étaient de la sédition de nourrissons » et qui « auraient besoin ni de pistolets-mitrailleurs ni de grenades : des masses et des serpes leur suffiraient ».

Quand le visiteur, quelque peu abasourdi, regagne le village, les « alchimistes » le font suivre, pas très discrètement, par deux « anges gardiens » en 4 L Renault peu doués pour la filature. Si le visiteur s'étonne auprès d'eux de cette pratique policière peu compatible avec l'image artisanale du groupe, ils lui répondent tout bonnement : « Il ne faut pas chercher à comprendre... »

A l'assaut de la mairie

Les potiers de Teilhède ont alors troqué leurs tabliers pour les armes de la propagande et mené publiquement campagne contre lui en l'accusant d'être, en substance, l'incarnation satanique de Joseph Staline.

M. Follas, à vrai dire, n'a pas été vraiment surpris par cette violence déployée à son encontre. Sa religion était faite depuis qu'il avait entendu M. Winter expliquer le plus sérieusement du monde, au cours d'une réunion du conseil municipal, qu'il détenait « le secret d'un alliage spécial que voulaient lui voler le KGB et la CIA ».

Le maire de Teilhède n'est pas près d'oublier, toutefois, cette campagne du printemps 1988, au cours de laquelle il se vit accuser, à cause de son penchant juquiste, d'être responsable de « cent vingt millions de morts » imputables aux goulags ! Les thèses, dites « révisionnistes », des falsificateurs de l'histoire ou des « nazis » ont été « bombées » sous forme d'accusations personnalisées sur les murs de la mairie.

Son inquiétude ne réside pas seulement, aujourd'hui, dans l'existence du malaise que la présence de cette secte d'extrême droite crée dans la commune, ainsi que le confinement, gênées, les autorités publiques. Au-delà de toute raison, Teilhède, en effet, semble avoir de plus en plus peur de ces occultistes militants. Comme son maire qui ne sait pas quoi répondre aux parents de certains adeptes, sans nouvelles de leurs enfants depuis des mois... Et cette peur est d'autant plus lourde que cette communauté, soupçonnée, et se croyant assésée, réagit en accentuant sa pression politique sur la population.

« Le gourou » des « alchimistes », écrit par exemple, à l'occasion du samedi saint de 1986, aux « chers villageois » : « Nous conseillons à toute personne du village qui accepterait d'être interrogée par des journalistes ou autre affamé de médias de vérifier exactement le contenu de chacune des paroles qu'elle oserait rapporter sur notre compte sans que nous en soyons informés ; nous considérons, et ce d'une manière implacable, qu'elle en prend l'entière responsabilité légale et n'hésiterons pas, le cas échéant, à poursuivre en diffamation ».

En outre, le but avoué des « alchimistes » est désormais la conquête de la mairie en mars 1989. « Il est évident que lors des prochaines élections municipales nous évaluerons le maire actuel, vient d'écrire l'APAI dans une lettre ouverte dénonçant la collaboration stalinienne » de M. Follas avec M. Juquin. « Nous adhérons par nos voix à mettre en place une équipe de conseillers qui respectera le droit à la différence et qui ne collaborera pas honteusement à la colonisation, à la propagation de fausses nouvelles et à la prévarication. Il est inadmissible qu'un responsable local se retourne contre une partie de sa population et pousse le reste de cette population à mépriser ceux qu'il n'aime pas par propagande politique. Les salopards ne passeront pas. Soutignons d'ailleurs, ajoute l'association au passage, que toute l'APAI n'est pas au Front national : il y a aussi chez nous du RPR ! »

Et M. Winter de regretter que les villageois ne comprennent pas la chance qu'ils ont d'avoir comme voisin, en sa personne, « un citoyen connu dans le monde entier pour ses écrits et ses travaux ». A quel le maire de Teilhède et bon nombre de ses administrés répondent en réclamant le départ de la commune de « ces fous dangereux » qui risquent s'ils restent selon certains, de « faire mourir le village ».

Pour l'instant, la municipalité, qui se sent désarmée face aux forces occultes, se limite à des représailles douces : le conseil municipal refuse d'accrocher à ces sulfureux « alchimistes » la licence qu'ils ont demandée pour l'ouverture d'un bistrot au centre du village.

OLIVIER BIFFAUD
et SYLVIA ZAPPL

(1) Au premier tour de l'élection présidentielle les résultats ont été les suivants dans la commune : inscrits : 316 ; votants : 273 ; suffrages exprimés : 266 ; M. Mitterrand, 77 voix ; Chirac, 62 ; Le Pen, 37 ; Barre, 35 ; Waechter, 18 ; Juquin, 14 ; Lajoie, 13 ; M. Laguerre, 10.

Analysant la campagne présidentielle

M. Madelin estime que M. Mitterrand

« a occupé seul le terrain

d'une conception centriste et libérale du pouvoir »

Le mensuel *Le Libéral européen* publie, dans son numéro daté juillet-août, les réflexions de M. Alain Madelin, député général du Parti républicain, ancien ministre de l'Industrie, sur l'échec de la droite aux dernières élections. D'emblée, M. Madelin dégage la responsabilité des « libéraux », qui, écrit-il, « se sont sentis un peu orphelins, faibles de pouvoir se reconnaître dans les candidats de l'ancienne majorité ». Il va plus loin : « François Mitterrand, affirme-t-il, a occupé seul le terrain d'une conception centriste et libérale du pouvoir ».

De M. Raymond Barre, M. Madelin écrit : « Dans une situation de recours, nul doute que certains défaits priés (au départ du Rhône) seraient apparus comme autant de qualités et de forces ». De M. Jacques Chirac : « Il avait contre lui l'image de « l'Etat RPR », entretenue par certains comportements ».

En outre, selon l'ancien ministre, « certaines critiques ouvertement hostiles à l'égard de Jacques Chirac, du RPR et du bilan du gouvernement ne pouvaient que servir les projets de François Mitterrand ». « Pour un certain nombre d'électeurs, ajoute-t-il, la campagne de 1988 est apparue comme la rediffusion d'un film en noir et blanc. Ceux qui étaient à la recherche d'un peu de couleur se sont

portés sur Jean-Marie Le Pen ou, même, sur François Mitterrand [...]. ». Observant que la candidature de M. François Létourneau aurait augmenté, selon certains sondages, le total des voix de l'ancienne majorité, M. Madelin conclut : « Il y avait une aspiration au renouveau, qui est restée orpheline ». M. Madelin estime que, dans l'action du gouvernement de 1986 à 1988, « le libéralisme s'est trop souvent réduit à un ensemble de recettes économiques », de nombreux défenseurs des idées libérales étant « trop fraîchement convertis » par « opportunistes ». « Au pouvoir, observe-t-il, leur naturel technocratique devait revenir au galop ». Les libéraux eux-mêmes, selon M. Madelin, ont paru avoir « perdu leur élan du printemps 1986 » et avoir été « contaminés par le désenchantement idéologique de la gauche ».

Hostile à l'hypothèse d'école d'un gouvernement unissant la majorité et l'opposition (formule proposée par M. Valéry Giscard d'Estaing), M. Madelin invite les libéraux à « mener une véritable bataille sur les idées » face au Front national, à ne pas « céder à la tentation de se replier sur le « noyau dur » de l'électorat de droite », et à être, au contraire, « les entrepreneurs d'un peu de couleur ».

En Polynésie française

M. Léontieff rencontre des « turbulences »

PAPEETE
de notre correspondant

Est-ce déjà la fin de l'état de grâce pour M. Alexandre Léontieff, le président du gouvernement de la Polynésie française, réélu le mois dernier à l'Assemblée nationale ?

L'Institut territorial de la statistique vient de publier une note de conjoncture relevant que « la relance attendue du budget du territoire tarde à se traduire dans les faits ». Au même moment, l'un des principaux syndicats ouvriers, le A. T. I. M. S., menace de rompre la trêve sociale observée depuis le remaniement, en décembre 1987, de l'ancienne majorité favorable à M. Gaston Flosse, l'ancien secrétaire d'Etat. D'autre part, la coalition gouvernementale donne des signes de fatigue. De retour d'une visite chez les Verts, à Paris, l'animateur indépendantiste de la Mana, M. Jacky Drollet, ministre de la Santé, a déclaré que le moment était venu « dans un effort d'unité de toutes les forces vives du pays », de « montrer notre détermination, à l'égard, à sortir de l'ère du Centre d'expérimentation du Pacifique et à concevoir ensemble un avenir économique et social et culturel à la mesure des besoins et des attentes

de la Polynésie ». Or, il y a six mois, le président du gouvernement affirmait péremptoirement qu'il n'était « pas question d'arrêter le CEP ! ».

Selon M. Léontieff, il ne s'agit là que de « turbulences passagères ». Il n'en demeure pas moins que le chef du gouvernement polynésien, qui a suscité beaucoup d'espoir, l'an dernier, en annonçant la mise en œuvre d'une politique volontariste basée sur la lutte contre le gaspillage, la réduction du train de vie des pouvoirs publics, le lancement d'un plan de formation professionnelle etc., assiste à la montée de certaines impatiences. Quelques-uns de ses alliés semblent même traîner les pieds. M. Léontieff a dû mal à obtenir la signature d'un mois trois des membres de sa majorité locale, MM. Arthur Chung, Jacky Graff et Jean-Marie Raspo, pour la publication d'une motion de soutien à son gouvernement alors que M. Flosse fait déjà courir des rumeurs de motion de censure.

C'est dans ce contexte ambigu que le président du gouvernement territorial avait prévu de réunir, mardi 2 août, un « comité de majorité » pour étudier la mise au point d'un plan de relance.

MICHEL YIENGKOW.

PROPOS ET DÉBATS

M. Schwartzberg

Signal d'alarme

M. Roger-Gérard Schwartzberg, député (MRG) du Val-de-Marne, accusant le RPR et l'UDF de « prétendre l'union libre » avec le Front national, a déclaré, le mardi 2 août, que la proposition faite par M. Jean-Marie Le Pen de constituer des listes uniques de l'opposition pour les élections municipales devrait être un « signal d'alarme » pour « l'électorat centriste ». « En proposant l'union de toute la droite aux municipales, M. Jean-Marie Le Pen met en évidence que l'opposition est, désormais, un trio RPR-UDF-FN, estime M. Schwartzberg. Les dirigeants de la droite classique auraient, sans doute, préféré davantage de discrétion ».

M. Delevoye

Ephémère
M. Jean-Paul Delevoye, membre du secrétariat national du RPR,

chargé des questions économiques, a déclaré, le mardi 2 août, que les informations de l'INSEE, concernant la création de cent mille emplois entre mars 1987 et mars 1988, « confirment le résultat positif de l'action du gouvernement de Jacques Chirac en matière de chômage ». « On peut, malheureusement, craindre que cette amélioration ne soit éphémère », a ajouté le responsable du RPR, et que la situation de l'emploi ne se dégrade à nouveau. « Le gouvernement socialiste la reconnaît lui-même », a observé M. Delevoye, se référant à la déclaration de M. Michel Rocard, selon laquelle il pourrait y avoir deux cent mille à deux cent cinquante mille chômeurs supplémentaires à l'automne. Selon M. Delevoye « depuis trois mois un coup d'arrêt a été porté à la politique économique engagée en 1986, dont la priorité essentielle était la lutte contre le chômage », et « aucune politique de substitution n'a été, jusqu'à ce jour, définie, encore moins appliquée ».

PROGRAMME PRE-UNIVERSITAIRE

Programme de deux semestres préparant les étudiants, après 10 à 12 ans de scolarité seulement, à intégrer Schiller International University, au campus de Wickham Court, Londres. Logement au campus ou en famille (Sessions commençant en septembre ou janvier). Schiller est une université américaine en Europe offrant une formation internationale pour préparer un diplôme américain BBA et MBA. Enseignement en anglais.

SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY (Dept. UP4)

51 Waterloo Road, London SE1 8TX
Tel (01) 928 8484 Telex 8812438 SCOL
(Accredited member AICS Washington DC, USA)

Enquête

La coopération régionale franco-espagnole et l'Europe de 1993

Les voisins basques au quotidien

(Suite de la première page.)

Les industriels d'outre-Pyrénées, par exemple, pour l'exportation, ont besoin d'un pays n'est sorti de l'isolement franquiste que depuis une douzaine d'années et qu'ils ont du mal à digérer l'entrée toute récente dans le Marché commun. José-Maria Viscaino, quarante-six ans, président de l'association des patrons basques, dirige de Saint-Sébastien la plus grosse entreprise espagnole de frigorifiques industriels. Il parle français, se baigne sur la plage d'Hossegor et emmène ses enfants skier à la Mongie, dans les Hautes-Pyrénées. « Pour nous, dit-il, la porte de l'Europe, c'est la France. Les possibilités de coopération avec les entreprises de chez vous sont nombreuses. » Mais quand on lui demande s'il serait prêt à publier un document bilingue de promotion du Pays basque avec ses collègues de Bayonne, il secoue la tête. « Ce serait prématuré et inopportun. Nos mentalités n'ont pas encore vraiment changé. »

Pour s'entendre, il faudrait d'abord se comprendre. Or la frontière linguistique est impressionnante. Dans les firmes des Pyrénées-Atlantiques, les hispaniques sont rares. On évoque encore à Bayonne la création en 1975 d'un IUT de gestion qui devait être bilingue. Ce fut un échec total. Faut-il de candidats. Sur l'autre versant des Pyrénées, la situation n'est guère meilleure. L'une des plus grandes marques d'huile alimentaire espagnole, filiale de Lescage depuis dix ans, a son siège à Saint-Sébastien, à un quart d'heure du poste frontière. A sa tête, trois Français. Mais parmi les mille cent employés, les cadres francophones se comptent sur les doigts d'une seule main. Enfin, le problème politique basque, le terrorisme qu'il engen-

drées viennent en partie de Bilbao avait cru bien faire en embauchant des réfugiés du Pays basque espagnol. On la citait comme un modèle d'entreprise transfrontalière. Elle a failli en mourir. En 1986, la police découvrit dans ses ateliers une cache d'armes et, sans faire le détail, expulsa du jour au lendemain la plupart des ouvriers de production.

Fêtes et fêtes

Ne nourissons pas le tableau. Même si elles se sont détériorées au cours de ces dernières années, les relations de bon voisinage continuent à tisser la trame de la vie quotidienne. C'est par cars entiers que lors des fêtes chmées les Espagnols viennent faire leurs emplettes dans les grandes surfaces de Bayonne. A la belle saison, bien des habitants de Saint-Sébastien préfèrent pique-niquer à la bonne franquette sur les immenses plages de notre littoral que fréquenter la promenade un peu coïté monté de leur concha Belle Époque. Si les gens de chez nous ne manquent jamais la fêta de la Saint-Firmin et son lâcher de taureaux dans les rues de Pampelune, Basques et Navarrais accourent aux fêtes paysannes de nos villages. Le 17 avril dernier, par exemple, ils étaient sept mille à Saint-Etienne-de-Baigorri, pour la journée de la Navarre. Au son aigre des gaitas, ces bombardes locales remises récemment à l'honneur, une vingtaine de maires des deux versants de la montagne ont fraternisé. On a même tenu un mini-colloque sur le thème de l'Europe de 1993.

Signe des temps, les estivants trouveront, cette année pour la première fois, dans le catalogue du Festival de Biarritz le programme complet de celui de Saint-Sébastien, et vice-versa.

même, dit-on, les trois quarts de la clientèle de certains cabinets.

En revanche, les travailleurs frontaliers qui, jadis, passaient en masse à Irun pour s'employer chez nous ne sont plus que quelques centaines. Le chômage sévit partout. Dans le sens France-Espagne, on ne connaît encore que quelques pionniers. Le patron d'entreprise, par exemple, qui tient à garder l'anonymat par souci de sécurité, préfère résider à Saint-Jean-de-Luz, où l'environnement est de qualité, qu'à se rendre chaque matin à son bureau à Saint-Sébastien. Pampi Laduche, premier pelotari français à avoir jamais remporté le championnat d'Espagne, n'a aucune raison de cacher qu'il fait une brillante carrière de professionnel de l'autre côté de la frontière. Il la franchit plusieurs fois par semaine, à partir de Hendaye, où il s'est fixé avec sa famille.

Ces pionniers devraient faire école, notamment auprès des cadres et des commerçants espagnols rebutés par le paysage par trop industriel de l'agglomération sébastiennoise. Actuellement, ce sont eux qui, à 70 %, achètent les appartements construits à Hendaye : plusieurs centaines par an. « Jusqu'ici, ils plaçaient ainsi leurs économies et venaient passer le week-end, explique un promoteur local. Bien sûr, ils resteront toute la semaine. D'autant plus que leurs gosses vont à l'école chez nous. Je suis persuadé qu'à la fin de ce siècle le tiers des Hendayais seront espagnols. »

Des élèves par milliers

Les vrais travailleurs frontaliers ne sont plus aujourd'hui des manœuvres mais des écoliers. Chaque matin, quatre cent cinquante enfants d'Irun et de Fontarabie franchissent les postes de douane pour profiter des leçons de nos maîtres d'école. On ne les refuse pas, mais la demande est telle que dans les établissements publics au moins, on limite leur proportion à 15 % des effectifs.

S'ils sont encore rares dans les CES, c'est que Bilbao, Saint-Sébastien et Pampelune disposent de collèges français recevant des milliers d'élèves. Mais, à partir de la seconde, ceux qui veulent continuer à pratiquer le français doivent à nouveau passer la frontière. Ils sont ainsi près d'une centaine (18 % des effectifs) à être inscrits comme pensionnaires au lycée de Saint-Jean-de-Luz. « Ce sont d'excellents élèves, souligne le proviseur André Staller, dynamiques, motivés, parfaitement bilingues, leur réussite au bac tourne autour de 90 %. A la rentrée prochaine, j'ouvre une section internationale où l'enseignement de la langue et de la littérature espagnole sera assurée par des professeurs espagnols. Mon collègue du CES d'Hendaye en fait autant. »

Ces jeunes « Européens » trouveront-ils les mêmes possibilités lorsqu'ils entreront dans l'enseignement supérieur ? Pour l'instant, entre les puissantes universités basco-navarraises et la jeune université française dispersée entre Pau et Bayonne, les relations sont au degré zéro. Un espoir tout de même. Récemment, des universitaires sébastiennois ont échafaudé avec leurs collègues bayonnais un projet de session d'été destinée aux étudiants en droit des deux côtés. Thèmes : les juristes devant l'Europe de 1993.

Dans tous ces domaines, on le voit, ce sont les Espagnols qui demandent l'ouverture. Cette curiosité se retrouve au niveau des médias. Journaux, radios et télévi-

sions d'outre-frontière entretiennent au Pays basque français six correspondants auxquels vient de s'ajouter une agence de presse. En regard, seule Radio-France possède un correspondant basé à Saint-Sébastien.

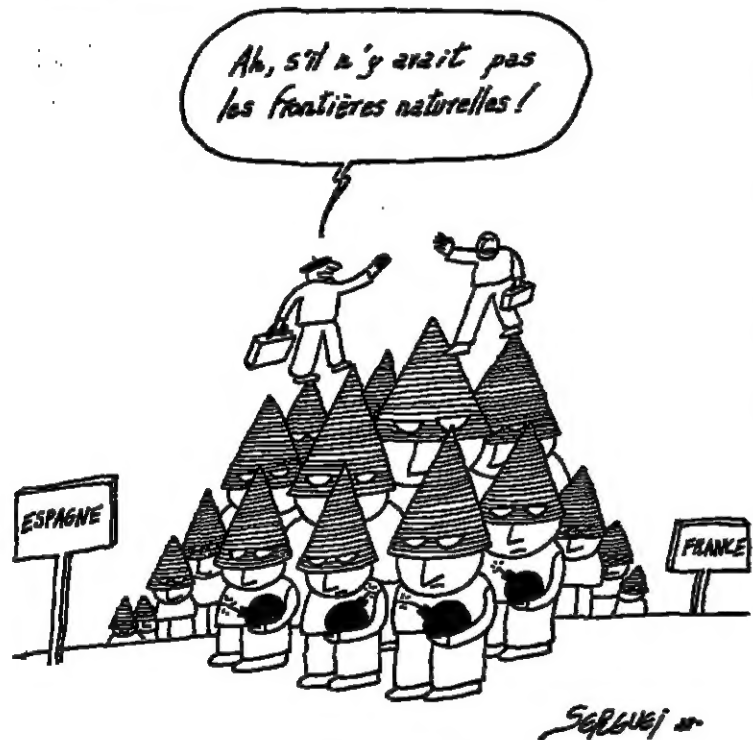
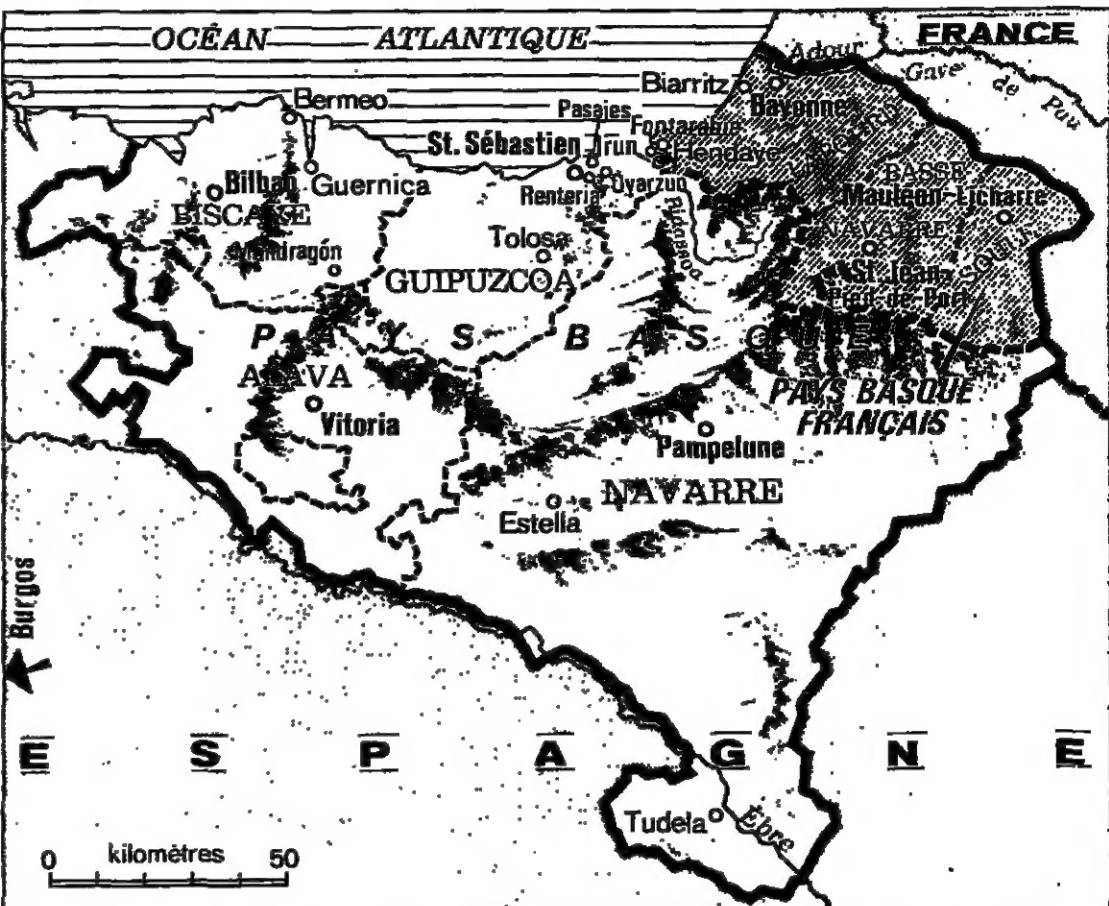
Du chapitre des échanges culturels on a vite fait le tour, et c'est la langue basque qui en constitue le pivot. Les spectateurs espagnols viennent assister en foule aux « pastorales » - sortes de mystères médiévaux - qui se donnent encore dans les vallées françaises de la Soule, et l'on se rend à Saint-Sébastien pour assister aux joutes verbales des *bertsulari*, ces modernes troubadours qui improvisent en vers. Les qua-

vers Compostelle pour rouvrir l'antique chemin européen vers l'Espagne, festival international de folklore donné simultanément dans les deux villes, échange systématique d'écoliers, élargissement de la route trans-frontières passant par la vallée des Aldudes, les projets et les chantiers fleurissent.

Parce qu'elles contribuent à détendre le climat général, les initiatives des édiles ne peuvent que satisfaire les milieux économiques des deux bords. Il y a déjà une douzaine d'années que la chambre de commerce de Bayonne cherche l'ouverture vers l'Espagne. Jacques Saint-Martin, qui en fut le

Biarritz, qui devrait devenir une plate-forme internationale drainant les clients espagnols. François Jacqué, l'actuel président de la CCI de Bayonne, se dit prêt à éditer avec ses homologues d'outre-Bidasoa une plaquette vantant auprès des investisseurs les atouts de l'ensemble du Pays basque.

Et l'on élargit son horizon. Les chambres de commerce des huit villes établies de part et d'autre des Pyrénées (Tarbes, Pau, Mont-de-Marsan, Bayonne, Bilbao, Pampelune, Saragosse et Saint-Sébastien) ont financé conjointement une étude sur les complémentarités - notamment, en



dre et les réactions policières empoisonnent l'atmosphère. Des deux côtés, les élus sont crispés, soupçonneux. Biarritz a refusé de se jumeler avec Saint-Sébastien. Les habitants du Pays basque français n'osent même plus, comme ils le faisaient couramment jadis, aller passer la soirée dans les vieux quartiers animés des villes espagnoles. Les filiales et les concessionnaires des marques françaises installées en Espagne vivent dans la hantise des attentats. Les investisseurs préfèrent désormais placer leurs capitaux ailleurs, loin des plastiques. Une fabrique installée à Hendaye et dont les pièces déta-

L'agence de tourisme du Pays basque français et son homologue de la côte basque espagnole ont même édité un dépliant commun en deux langues. Ce document quasi historique propose trois circuits en deux et trois autres au-delà de la frontière. Prudence oblige, ses auteurs se gardent bien de faire une publicité tapageuse à ce ballon d'essai.

Autre habitude, plus forte que les aigreurs politiques, les Espagnols fortunés continuent à acheter des médicaments, à se faire soigner les dents, et à consulter des spécialistes dans les Pyrénées-Atlantiques. Ils constituent

tre cents ouvrages rédigés en basque qui paraissent bon an mal an sont tous édités en Espagne, avec de modestes tirages. En revanche, l'académie royale de la langue basque ignore la frontière. Elle compte sept Français parmi ses vingt-quatre membres. Son vice-président n'est autre que Jean Haritschelhar, le conservateur du Musée basque de Bayonne. Elle travaille d'arrache-pied à moderniser et à unifier la langue en élaborant concurremment un dictionnaire, une grammaire et un atlas linguistique.

Des réunions régulières franco-espagnoles, on en tient aussi entre élus municipaux. Ainsi Irun (55000 habitants), Fontarabie (14000) et Hendaye (11000) sont en train de s'apercevoir qu'elles ne constituent qu'une agglomération transfrontalière ayant des problèmes communs. On entre la hache de guerre brandie depuis des siècles et on parle enfin de choses sérieuses : la complémentarité des ports de pêche, l'alimentation en eau, le sort des zones de dédouanement. De part et d'autre, près de mille sept cents emplois sont menacés par l'ouverture de la frontière. « C'est de nous regarder en chiens de falaise et agissant ensemble pour organiser notre reconversion », vient de proposer publiquement Raphaël Lassalle, maire d'Hendaye, à Alberto Buen, son collègue d'Irun.

Entre Bayonne et Pampelune, dont le jumelage quasi trentenaire était en sommeil, les contacts s'intensifient. Pèlerinage commun

président de 1974 à 1985, est un véritable militant des relations trans-frontières. En 1979, il a convaincu l'Aquitaine de créer à Bayonne une Agence régionale de développement des échanges industriels (I'ARDEPI). Mission : aider les patrons français à vendre et à s'installer en Espagne. Une demi-douzaine de chargés de mission bilingues jouent les entremetteurs et répondent à deux mille demandes d'informations par an. Les résultats sont loin d'être à la hauteur de leurs efforts, mais l'instrument est rodé, prêt à donner toute sa puissance dès l'ouverture de la frontière.

Un horizon à élargir

On a aussi songé à former les hommes. Le Centre d'étude et de formation franco-ibérique (CEFFI), installé à la chambre de commerce, sort chaque année depuis dix ans une promotion de vingt garçons et filles rompus aux techniques du négoce international. Pour les capitaux, on a suscité il y a dix-huit mois, avec des banques françaises et espagnoles, la création - toujours à Bayonne - d'une société d'investissement. Premier bilan : une quinzaine de firmes ont essaimé outre-frontière, la plupart de la France vers l'Espagne.

Entre les chambres de commerce de Bayonne et de Saint-Sébastien, les relations sont de jour en jour plus étroites. Les deux institutions plaident pour le développement de l'aéroport de

matière de sous-traitance - entre entreprises françaises et espagnoles. L'Europe de 1993 ne devrait pas prendre les patrons de la région au dépourvu.

Elle ne surprendra pas non plus certains hommes politiques qui n'oublient pas que les résidents auront le droit de vote là où ils se trouvent, quelle que soit leur citoyenneté. Juan-Carlos Garaikoetxea, quarante-neuf ans, ancien président du gouvernement autonome basque, est de ceux-là. Ce polyglotte aux allures de jeune premier, à la fois juriste et rompu à la gestion des entreprises, a fondé l'an dernier un nouveau parti, l'Eusko Alkartasuna (Rassemblement basque), qui a son siège dans une vieille demeure de Pampelune. Lors des élections municipales de 1989, il présentera des candidats en France comme il en a déjà présentés en Espagne, parfois avec succès.

Garaikoetxea est aussi député au Parlement européen. A ce titre, il soumettra prochainement aux instances européennes un projet d'accord trans-frontières couvrant l'ensemble du Pays basque et touchant à tous les domaines : culture, communication, transports, tourisme, agriculture, commerce, industrie, etc. « Ce projet n'est pas politique, mais technique, assure-t-il. Il doit renforcer les chances de notre région dans la compétition qui s'annonce. Les Basques ne veulent pas rentrer dans l'Europe à reculons. »

MARC AMBROISE-RENDU.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

un portrait acéré de notre système d'éducation et de ses - trop nombreuses - faiblesses.

En vente en librairie

Une coédition La Découverte / Le Monde



ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel

24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

Société

Les suites de l'affaire Greenpeace

Le sort du lieutenant-colonel Mafart au centre de difficiles négociations entre la France et la Nouvelle-Zélande

Depuis la mi-juillet, de discrètes négociations sont en cours à Paris entre diplomates néo-zélandais et français sur le sort des faux époux Turengo, le commandant — récemment promu lieutenant-colonel — Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, les deux agents de la DGSE impliqués dans l'attentat contre le Rainbow Warrior, le 10

juillet 1985. Au départ, Wellington demandait à M. Michel Rocard leur retour sur l'atoll d'Hao, dans le Pacifique, d'où le gouvernement de M. Jacques Chirac les avait rapatriés, au mépris, selon la Nouvelle-Zélande, des accords conclus sous l'égide des Nations unies. Menées, cotées françaises, par le cabinet de M. Roland Dumas, ministre des affaires

étrangères, et, côté néo-zélandais, par M. Chris Beeby, les discussions ont, depuis, réussi à faire évoluer les positions. Elles semblent aujourd'hui buter sur le seul cas d'Alain Mafart, dont l'éventuel retour à Hao divise les autorités françaises. M. Michel Rocard a d'ailleurs reçu, le 5 juillet, en tête-à-tête le lieutenant-colonel Mafart.

Retournera, retournera pas ?

Dans les milieux militaires informés, c'est actuellement le suspense sur le sort du lieutenant-colonel Alain Mafart. Avec le capitaine Dominique Prieur, il était l'un des nombreux — près d'une vingtaine — agents du service action de la DGSE mobilisés pour l'attentat contre le navire amiral du mouvement écologiste Greenpeace, dans le port d'Auckland, à l'île de la Nouvelle-Zélande. Bilan, on s'en souvient un mort — un photographe — une crise durable avec un petit pays allié, dont l'intégrité nationale fut violée, une dégradation de l'image de la France dans le Pacifique, une crise politique à Paris, la démission du ministre de la défense, M. Charles Hernu, et du chef des services secrets, l'amiral Pierre Lacoste. Mais Alain Mafart et Dominique Prieur, les faux époux Turengo, n'étaient que des exécutants d'une opération lancée « sur ordre », le pouvoir politique, par la bouche de M. Laurent Fabius, alors premier ministre, devait finalement le recommander.

Des exécutants qui furent, au bout du compte, bien plus punis que ceux qui les avaient entraînés dans cette mauvaise aventure. Arrêtés, démasqués, plaident coupables, les deux officiers français furent condamnés, en novembre 1985, par la justice néo-zélandaise à dix ans d'emprisonnement. Puis un accord, conclu sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, devait ébaucher un compromis : outre sept millions de dollars de réparation à la Nouvelle-Zélande, la France s'engageait à ce qu'il soit relégué durant trois ans sur la base militaire de l'atoll d'Hao. Après un an de détention, en juillet 1986, les deux agents français

rejoignent donc cette nouvelle prison insulaire.

Une relégation qui dura dix-huit mois pour Alain Mafart et deux ans pour Dominique Prieur. Au grand dam des Néo-Zélandais, M. Jacques Chirac organisa, en effet, leur brusque rapatriement, en décembre 1987 pour l'un, en mai 1988 — quelques jours avant le second tour de l'élection présidentielle — pour l'autre. Pour Alain Mafart, les raisons invoquées étaient d'ordre sanitaire : ayant subi, dans sa jeunesse, une grave opération abdominale, il souffrait de troubles intestinaux nécessitant de difficiles examens, dont certains sous anesthésie générale. Pour Dominique Prieur, son rapatriement était justifié par sa toute nouvelle grossesse et par le cancer de son père, Louis Mafart, qui devait, en effet, décider peu de temps après le retour de sa fille.

Un cadeau empoisonné

Par ses décisions unilatérales — la Nouvelle-Zélande ne fut pas consultée dans les formes diplomatiques sur ces rapatriements — M. Chirac laissait un véritable cadeau empoisonné à son successeur. C'est peu dire, en effet, que l'ancien premier ministre se comporta avec légèreté par rapport aux engagements de la France et à sa parole internationale. M. Chirac devait ainsi affirmer que l'accord négocié prévoyait « que si l'un des deux officiers concernés dans l'affaire du Rainbow Warrior était malade, ou que si Dominique Prieur était enceinte, il y aurait automatiquement un retour en métropole ».

Or le texte écrit de l'accord ne précisait rien de tel. Il devait « leur être interdit de quitter l'île pour quelque motif que ce soit, sauf accord entre les deux gouvernements », point-on seulement y lire, après qu'il fut bien spécifié que les deux officiers devaient être « transférés sur une installation militaire française sur une île isolée, hors d'Europe, pour une période de trois ans ». On comprend, dans ces conditions, la colère du bouillant premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, affirmant que « M. Chirac s'est comporté d'une manière scandaleuse ». Talonnées par une opinion publique peu favorable à la France, les autorités néo-zélandaises ont donc d'emblée affiché une position intransigente.

Le 11 juin 1986, M. Lange devait ainsi affirmer que son pays n'accepterait aucune monnaie d'échange en lieu et place du retour à Hao des deux officiers : « Nous attendons que les arbitres soient respectés. En conséquence, nous ne ferons aucune condition de compensation ». Les bonnes relations de M. Lange avec son nouveau homologues français — M. Rocard voudrait notamment associer la Nouvelle-Zélande à une négociation internationale sur les matières premières — lui ont fait espérer que son point de vue l'emporterait. M. Rocard n'avait-il pas affirmé, le 10 juin, lors d'une réunion électorale, que M. Chirac avait « violé la parole que la France avait donnée à la Nouvelle-Zélande » ?

Le problème, c'est que le gouvernement français doit aussi compter avec son opinion publique. Un tel retour à la case départ ne serait-il pas un rappel inopportun de l'affaire Greenpeace, organisé sous un gou-

vernement socialiste ? Ayant endossé la responsabilité politique de l'opération, des gouvernements socialistes peuvent-ils contraindre des militaires à en supporter seuls les conséquences, dans leur vie personnelle ? Autant de questions débattues ces dernières semaines, à l'hôtel Matignon comme à l'Elysée. M. Rocard, dès le début de la négociation, était favorable au retour à Hao d'Alain Mafart, les Néo-Zélandais ayant cédé sur le cas de Dominique Prieur, enceinte à trente-neuf ans de son premier enfant. Le premier ministre en faisait une obligation morale et alla jusqu'à recevoir longuement, le 3 juillet, le tout nouveau lieutenant-colonel Alain Mafart pour le persuader de la nécessité pour « l'honneur de la France » de son retour sur l'atoll. Une démarche inhabituelle qui a surpris dans les milieux militaires.

L'Elysée, en revanche, était nettement plus réservé. Quant au ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, il était carrément contre. Mafart n'a-t-il pas été déclaré « inapte au service outre-mer », ses problèmes intestinaux étant tout ce qu'il y a de plus réels ? De plus, ne doit-il pas, entre autres, attendre, à l'École de guerre, après avoir brillamment réussi le concours d'entrée ? Devant ce nuage de contradictions, le dossier a été finalement confié à M. Roland Dumas, dont les talents de négociateur sont connus. Les discussions sont en cours, la France essayant de respecter — cette fois — la dignité néo-zélandaise, tout en faisant comprendre à Wellington qu'il est difficile pour l'actuel gouvernement de revenir sur ses engagements.

EDWY PLENEL.

Dans les Yvelines

Un jeune malfaiteur tué par un policier

Un jeune homme âgé de dix-sept ans, Xavier Simon, domicilié à Bois-d'Arcy, a été tué par balles, mardi 2 août à Montigny-Le Bretonneux (Yvelines), alors qu'il tentait, avec un complice, d'échapper à la police à bord d'une voiture volée.

Les policiers du commissariat de Saint-Cyr-l'Ecole, qui surveillaient le véhicule depuis quelque temps, avaient établi un barrage dans une rue du quartier résidentiel de Montigny. Selon leurs déclarations, le conducteur de la voiture suspecte a d'abord fait mine d'obtempérer aux sommations avant de tenter de forcer le passage. Les policiers ont alors ouvert le feu. Le conducteur a réussi à continuer sa route pendant quelques centaines de mètres, puis a été intercepté. Le passager, Xavier Simon, atteint d'une balle au thorax et d'une autre à la jambe, est décédé quelques minutes plus tard. Le conducteur, Fabrice Conquet, âgé de vingt ans, domicilié à Sartrouville

a été arrêté. Dans la voiture, les policiers ont trouvé un fusil de chasse à canon scié.

Les inspecteurs de Saint-Cyr-l'Ecole avaient retrouvé la trace des jeunes gens grâce au témoignage d'un habitant. Victime d'un accident de la circulation le 1^{er} août, l'automobiliste avait découvert lui-même sur un parking le véhicule qui s'était enflé après l'avoir embourbé. En remontant cette piste, les policiers ont établi que la voiture avait été volée en mai par deux jeunes gens armés d'un fusil à canon scié, également soupçonnés d'un cambriolage dans la nuit du 26 au 27 juillet dans le seizième arrondissement de Paris.

Le SRPJ de Versailles a été chargé de l'enquête sur les faits et l'IGPN, — la police des polices — d'une enquête sur les conditions de l'arrestation des suspects.

« Minute » et « Présent » condamnent l'attentat contre « Globe »

Après l'attentat du 31 juillet contre le mensuel *Globe*, l'hebdomadaire *Minute* se déclare « pour une fois parfaitement d'accord avec les idées de la gauche, Jack Lang en tête », plaçant un journal en un acte de barbarie et de haute indigne. « Nous aurons simplement aimé entendre des réactions aussi unanimes la douzaine de fois où *Minute* a été plastiqué », poursuit le périodique dans un éditorial intitulé « Indigne ».

« Nous ignorons d'où viennent les sinistres abrupts qui sont allés dégrader une bonne partie des locaux », du mensuel, ajoute *Minute* qui reproche à *Globe* de s'être « surtout illustré par la bassesse des procédés

qu'il a utilisés contre Jean-Marie Le Pen pendant la campagne électorale ».

De son côté, le quotidien *Présent*, proche du Front national, affirme mardi : « Nous réprouvons cet attentat, non par sympathie pour le journal *Globe*, véritable brûlot de la haine anti-française, non par solidarité professionnelle, car nous n'en avons aucune avec ces gens-là (...), mais parce que nous réprouvons de la manière la plus absolue toutes les formes d'attentat et de terrorisme ». Comme *Minute*, le quotidien dénonce le rôle de la « classe politico-médiatique (...) lorsque ces mêmes attentats frappent des journaux de droite ».

REPÈRES

Défense

Un Phantom s'écrase dans la Mayenne

Un chasseur britannique de type Phantom s'est écrasé, mardi 2 août vers 16 heures au lieu dit Moulin-du-Feu, dans la commune de Chantigné (Mayenne). L'accident n'a fait aucune victime, le pilote et le navigateur ayant pu s'éjecter et l'appareil n'ayant touché aucune habitation. Le Phantom volait à 10 000 mètres quand il s'est subitement mis en piqué.

Gravitation

La loi de Newton contestée

Une expérience faite au Groenland et présentée par le physicien Mark Anderson lors d'un colloque à Los Alamos (Nouveau-Mexique) infirmait la loi de la gravitation de Newton et plaiderait pour l'existence d'une « cinquième force » s'ajoutant aux quatre interactions qui suffisent actuellement pour rendre compte de tous les phénomènes observables. A plusieurs reprises, des physiciens avaient, précédemment, proposé une « cinquième force », pour des raisons tant théoriques qu'expérimentales. Mais ils n'avaient pu s'accorder sur ses caractéristiques et aucune proposition n'avait pu être confirmée par la suite.

L'expérience actuelle a consisté à mesurer la pesanteur tout au long d'un puits profond de 1 700 mètres creusé dans la glace du Groenland. Le pesantier y décroît un peu plus vite que ne le prévoit la théorie. Cependant, celle-ci est incertaine. Pour calculer sans erreur la pesanteur, il faudrait parfaitement connaître la répartition de la matière dans toute la Terre. L'intérêt de l'expérience actuelle tient à ce que l'hétérogénéité de la glace réduit les risques d'erreur. L'expérience a été jugée intéressante par les participants au colloque mais l'accord ne s'est pas fait sur les conclusions à en tirer.

Pollution

Déchets en souffrance en mer Noire

Voici maintenant un mois que le cargo ouest-allemand *Petersberg* est ancré en mer Noire à 12 milles au large d'Istanbul, car les autorités turques refusent de laisser entrer dans leur pays sa cargaison de déchets. Le caboteur allemand, dont le port d'attache est Hambourg, avait descendu le Danube après avoir pris livraison en Autriche de 1 300 tonnes de déchets provenant de la démolition d'une usine chimique autrichienne qu'il devait livrer à Izmir (Turquie). Après contrôle, les autorités turques ont jugé que le niveau de radioactivité des déchets (148

becquerels par kilo) était trop élevé pour que les déchets puissent être admis en Turquie. Un porte-parole du ministère autrichien de la santé a expliqué que la radioactivité de ces déchets était due au passage du nuage de Tchernobyl, mais que son niveau était bien inférieur au maximum autorisé dans la CEE (300 becquerels par kilo). Quant au capitaine du navire, qui se trouve à bord avec cinq hommes d'équipage et ses deux enfants âgés de huit et cinq ans, il affirme être arrivé au bout de ses forces, alors même qu'il ne peut plus remonter le Danube pendant l'étage d'été. — (AFP, AP.)

M. Brice Lalonde accuse le PDG de Peugeot

Après la menace de boycottage des voitures françaises lancée par le ministre autrichien de l'environnement, le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice Lalonde, a estimé, mardi 2 août, l'attitude d'Europe 1, qui a la faute en regard du PDG du groupe PSA (Peugeot-Citroën), M. Jacques Calvet, pour ses propos « irresponsables ». « Quand on entend, a expliqué M. Lalonde, on a l'impression que la propriété serait un vice germanique et la santé une vertu française. Quand on tient des propos comme ça, il ne faut pas s'étonner ensuite de retours comme la réaction du ministre autrichien de l'environnement ». Après l'accord du Luxembourg sur la limitation des gaz d'échappement, le 29 juin dernier, M. Calvet avait dénoncé le projet communautaire de renforcement de la propriété des petites cylindrées (moins de 1 400 centimètres cubes), et le gouvernement français avait alors dénoncé à son tour l'accord.

SIDA

M. Reagan opposé à toute discrimination

Le président Reagan a demandé, mardi 2 août, aux agences fédérales américaines de ne prendre aucune mesure discriminatoire à l'égard de leurs employés atteints de SIDA. Ceux-ci ne pourront être renvoyés et devront être traités de la même manière que les personnes qui souffrent d'autres graves maladies. Le porte-parole de la Maison Blanche a annoncé, à cette occasion, un plan de lutte nationale contre le SIDA en dix points, adopté par le président Reagan sur les recommandations de la commission qu'il avait nommée l'année dernière. Celle-ci avait dénoncé l'insuffisance des efforts engagés par l'administration américaine dans la lutte contre le SIDA et s'était opposée à toute forme de discrimination vis-à-vis des porteurs du virus.

JUSTICE

CORRESPONDANCE

Un procès en responsabilité civile

M^{re} Françoise Fleury-Mazeaud, avocate du docteur Desprez-Curely, nous a adressé une mise au point en réponse à notre article du 8 mars 1988 relatif à un procès en responsabilité civile faisant suite aux lésions dont avait été victime M. Daniel Cauchy après des séances de radiothérapie en octobre 1982. Nous indiquions que ces séances avaient eu lieu à l'hôpital Saint-Louis à Paris et que, à la suite du décès du médecin traitant, le docteur Bernard Lepinay, un responsable du service de radiothérapie de l'hôpital, le docteur Desprez-Curely, avait désigné M^{me} Annie-Catherine Pataillot, « une étudiante ayant accompli le deuxième cycle de ses études médicales, pour remplacer le docteur Lepinay ».

Ainsi mis en cause, le docteur Jean-Paul Desprez-Curely fait la mise au point suivante :

« Le docteur Jean-Paul Desprez-Curely, ancien interne des hôpitaux de Paris, électroradiologiste des hôpitaux de Paris, professeur au collège de médecine, est bien le chef du service de radiothérapie carcinologique de l'hôpital Saint-Louis à Paris.

« Le traitement ayant occasionné les lésions de M. Cauchy n'a pas eu lieu à l'hôpital Saint-Louis, mais au cabinet même du docteur Lepinay.

« M^{me} Pataillot n'a jamais été désignée en qualité de remplaçante du docteur Lepinay par le docteur Desprez-Curely. Celui-ci n'a et n'avait aucune autorité pour désigner un remplaçant dans un cabinet privé, son autorité s'exerçant dans le cadre de son service à Saint-Louis.

« Si M^{me} Pataillot avait bien effectué un stage dans le service dirigé par le docteur Desprez-Curely en sa qualité d'étudiante en médecine du 17 mai 1982 au 30 septembre 1982, elle ne faisait plus partie du service à compter du 1^{er} octobre 1982 ; elle exerçait alors des fonctions à l'hôpital Charles-Richet à Villiers-le-Bel.

« C'est au moment où M^{me} Pataillot est venue elle-même informer le docteur Desprez-Curely de l'accident survenu à M. Cauchy que celui-ci a eu connaissance du remplacement effectué par M^{me} Pataillot pour le compte du docteur Lepinay. »

POINT DE VUE

Recherche et médecine : pour un dépassement des clivages politiques

par Empédocle (*)

La science et la technique modifient chaque jour la pratique médicale. Dès à présent, la médecine ne se différencie plus guère par son objet, l'homme, de la recherche fondamentale, qui lui fournit ses outils de diagnostic et de traitement. Issus de disciplines aussi variées que les mathématiques, la physique ou la biologie moléculaire, ces outils profitent souvent plus vite que le savoir-faire de leurs utilisateurs.

Evolution riche de promesses mais aussi de dangers : la technique fait facilement écran entre le médecin et son malade. A défaut d'une formation plus adéquate des médecins à l'élaboration et à l'utilisation de ces outils, on risque d'aboutir à une médecine égarée, ayant de plus en plus de mal à distinguer l'essentiel de l'accessoire. D'un point de vue économique, une telle dérive pourrait aussi nous faire perdre le peu de contrôle qui nous reste sur les dépenses de santé.

Face à ces mutations, l'organisation et l'enseignement de la médecine ne se sont pas adaptés assez vite. L'ouverture de l'Europe, en accélérant une compétition déjà difficile, pourrait bien être un révélateur impitoyable de ce regard. Il est donc urgent d'imaginer de nouvelles stratégies pour la formation initiale et permanente des cliniciens, des chercheurs et des enseignants et, en parallèle, pour une meilleure coordination des responsabilités de soins, de recherche et d'enseignement. D'une réforme à l'autre, si bien intentionnées qu'elles aient été, nous avons guère su donner à notre action la cohérence et la continuité nécessaires.

C'est pourquoi plusieurs responsables de services hospitaliers ou de laboratoires de recherche, venus d'horizons politiques divers — les uns proches de François Mitterrand, les autres de Raymond Barre ou de Jacques Chirac, — ont jugé qu'il était temps d'engager une réflexion commune sur l'avenir des sciences de la vie et de la santé dans notre pays.

Leur propos n'est pas de présenter une nouvelle doctrine, encore moins de céder à la tentation d'une réforme.

Ils veulent réfléchir ensemble sur la qualité des outils dont ils disposent et sur les facteurs limitants qu'ils rencontrent dans l'exercice quotidien de leur métier, même si cette réflexion les amène à remettre en cause des principes reconnus, mais qui tiennent sou-

vent plus à la force de l'habitude qu'à des contraintes d'efficacité.

On doit s'interroger, par exemple sur les moyens de contourner le cloisonnement excessif de notre système éducatif. Chaque discipline défend jalousement son territoire et ses traditions pédagogiques, alors que la pratique scientifique a depuis longtemps fait disparaître ces frontières. Ne doit-on pas rétablir des tronc communs d'enseignement des sciences de la vie, en associant les capacités des facultés des sciences, de médecine et de pharmacie ? Peut-on y faire pénétrer l'esprit de recherche, en s'appuyant sur les disciplines et les laboratoires les plus fédérateurs, ceux qui permettent le dialogue le plus étroit entre la théorie et la pratique, par exemple la biologie et la pathologie cellulaire et moléculaire ? Peut-on induire ainsi l'urgence précoce, chez les étudiants et les chercheurs, d'une méthodologie et d'un langage communs à la recherche fondamentale et à la clinique qui favorise vraiment leur collaboration ultérieure ?

Equipes pluridisciplinaires

L'absence d'une politique postdoctorale est un autre facteur limitant de la recherche médicale française. Les programmes postdoctoraux sont une des clés de la qualité de la recherche américaine : ils facilitent le brassage entre disciplines, permettent un transfert rapide des concepts et des techniques et renforcent les liens entre la recherche biologique, la clinique et la valorisation industrielle.

Ils agissent aussi sur la mobilité thématique et géographique, et favorisent l'orientation des chercheurs vers la recherche cognitive ou appliquée, publique ou privée, ou vers l'enseignement. Même si le modèle américain n'est pas transposable tel quel en France, l'ouverture européenne doit être mise à profit pour construire un système postdoctoral efficace à l'échelle de notre continent.

Une politique cohérente de l'emploi scientifique doit aussi avoir pour objectif de favoriser le rajustement régulier des cadres. Les techniques évoluent si vite que l'apport régulier de sang frais est une condition majeure de progrès.

L'effort pour y parvenir est d'autant plus urgent que nous manquons de

jeunes chercheurs, notamment de jeunes cliniciens formés par la recherche. Nous payons la conséquence d'une politique de recrutement conduite par le coup, au gré de priorités changeantes. Lorsque ce retard sera comblé, un rajustement satisfaisant devrait pouvoir être assuré par le simple jeu du renouvellement démographique.

La triple mission de soins, d'enseignement et de recherche traditionnelle assignée au médecin hospitalier-universitaire devra sans doute être révisée pour mieux intégrer les contraintes de la science contemporaine. Le changement de mentalités nécessaire à cette évolution est en cours. Il devrait permettre de dépasser le mythe de l'omnipotence du praticien hospitalier, au profit de l'organisation d'équipes pluridisciplinaires et d'un meilleur usage des règles qui régissent nos emplois statutaires.

En fonction de leur expérience, enseignants et professionnels de la recherche sont en effet tout à tour créatifs, pédagogues ou responsables d'opérations de recherche et de transfert. La confusion trop fréquente entre statut et fonction, et la rigidité des appartenances et des grades, ne favorisent pas assez l'expression de cette diversité.

A travers ces réflexions devront donc être repensées les bases d'une nouvelle politique de la recherche biomédicale. Elles montreront probablement que les problèmes de financement et d'emploi, si aigus soient-ils, ne sont pas les seuls obstacles à une utilisation plus efficace de nos potentialités.

Une articulation plus étroite de la recherche et de la clinique, le montage de véritables opérations de recherche en milieu hospitalier, exigent plus de volontarisme et de rigueur dans la conception que nos procédures habituelles. Pour peu qu'une volonté politique clairement exprimée soutienne ces objectifs, un large accord paraît aujourd'hui possible sur les stratégies qu'implique leur mise en œuvre : le reste sera affaire d'émulation et de créativité.

(*) Pseudonyme d'un groupe de professeurs de médecine et directeurs de laboratoires.

Société

La polémique entre M. Joxe et M. Chirac
sur le projet de l'école de police d'Egletons

Le député de la Corrèze contre le jacobin

Le député de la Corrèze Jacques Chirac s'en va-t-il en guerre contre le jacobin Pierre Joxe. L'ancien premier ministre n'est en effet pas prêt à laisser passer la décision du ministre de l'Intérieur d'abandonner le projet de construire à Egletons (Corrèze) une école nationale de formation des policiers auxiliaires (le Monde du 3 août). Pour ce crime de lèse-Corrèze, M. Joxe semble brusquement

promu au statut de cible privilégiée de l'opposition. Le *Quotidien de Paris* du 3 août, qui titre sur « la manière Joxe », assure que « sa froide détermination inquiète », et ajoute : « Il est aujourd'hui l'un des hommes les plus puissants de France. Et quand cette puissance est placée en de telles mains qu'il ne s'en méfie pas ? »

Sur le fond du dossier, M. Jacques Chirac a fait part de « sa stupéfaction et de son indignation », estimant que les arguments du ministre de l'Intérieur « n'ont aucune valeur technique et masquent une volonté sectaire de nuire à la Corrèze ». Dans une lettre adressée le 1^{er} août à M. Joxe, le maire de Paris lui demande « de bien vouloir reconsidérer sa position ». « Egletons, ville moyenne du centre de la France, a un important capital intellectuel et culturel et dispose d'un équipement sportif très supérieur aux besoins de sa population », écrit M. Chirac, qui souligne que cette ville est « proche de Clermont-Ferrand, où est implantée la sous-direction de la formation : cette proximité aurait pu permettre aux fonctionnaires de ce service central d'avoir au moins le coût d'un excellent terrain d'expérience ».

M. Louis Bourzai, maire d'Egletons, connue de huit mille habitants, renchérit : la décision de M. Joxe « est une catastrophe », la construction de l'école devant représenter un investissement de 180 millions de francs « alors que

rien n'a été fait pour la Corrèze depuis des années ». L'école devait employer quelque deux cents personnes en permanence. « Le conseil municipal va se réunir », ajoute M. Bourzai. Nous envisageons de lancer une journée « ville morte » et les entrepreneurs veulent barrer les routes le 15 août. »

Les arguments du ministre de l'Intérieur sont, à la fois, financiers et professionnels. Place Beauvau, on chiffre à 30 millions de francs le surcoût de l'installation dans un centre où la police nationale est déjà présente pourrait économiser la construction des équipements de formation. « Un site dans une grande ville, ajoute M. Joxe, peut permettre d'utiliser comme formateurs des policiers qui effectuent, par ailleurs, un service actif et de mettre en commun des services administratifs avec ceux d'autres structures. » La ville la plus proche d'Egletons disposant d'un commissariat — Egletons n'est pas en zone de police urbaine — est située à quarante kilomètres.

Plus essentiellement, le nouveau ministre de l'Intérieur est réservé sur le fait de concentrer la formation des policiers auxiliaires — appelés effectuant leur service national dans la police — dans un seul établissement, quelque peu isolé. L'orientation actuelle, s'agissant de la formation des policiers, est de susciter une « polyvalence », où des policiers de corps différents se fréquenteraient durant leur formation initiale, en partageant des enseignements communs.

Ces considérations ne sont qu'en partie prises en compte par les élus socialistes corréziens. M. François Hollande, jeune député (PS) du département, a fait savoir qu'il « déplore » la position du ministre tout en reconnaissant que « le transfert du site se justifie pour des raisons techniques ». Estimant que le projet de M. Chirac « présente, à bien des égards, les caractéristiques d'une promesse électorale difficile à tenir », M. Hollande demande que « des compensations en termes d'emplois soient rapidement trouvées en faveur d'Egletons et de la Corrèze ».

ENVIRONNEMENT

La protection des tortues marines en Grèce

Sous la plage, les œufs

ZANTE (île ionienne)
de notre envoyé spécial

Au clair de lune, sur la plage débarrassée de ses baigneurs, on aperçoit trois silhouettes tapies sur le sable, figées dans un silence religieux. Soudain, les trois ombres s'animent : là-bas, surgit de l'eau noire, une masse sombre se profile et commence à arpenter péniblement la grève, par à-coups. « Chelona ». Une tortue ! Mais, attention, pas un de ces petits animaux que l'on ramasse au bord des routes grecques et que l'on nourrit de feuilles de laitue. Non, cette tortue-là, qui mesure plus d'un mètre de long et pèse facilement un quintal, est un petit monstre marin. Les Grecs l'appellent couramment par son nom latin (*Caretta caretta*) et le français béate entre « carot », qui peut prêter à confusion avec d'autres espèces, et « caouanne », appellation plus traditionnelle.

Après avoir ramené sur une quinzaine de mètres, escortée à distance par nos trois silhouettes, dame tortue se met à ramer vigoureusement de ses quatre nageoires pour se ménager une sorte de cuvette dans le sable sec. Puis, de ses deux nageoires postérieures, qu'elle actionne alternativement comme des pelles, elle creuse un trou dans le sable humide et chaud. Opération longue, menée avec soin, qui arrache parfois à l'animal d'étranges soupirs. Lorsque le trou atteint une trentaine de centimètres de profondeur, la tortue s'immobilise et commence à pondre. Par deux ou trois, les œufs tombent au fond du trou, telles des balles de ping-pong molles.

C'est alors que, toujours accroupies derrière la pondeuse, nos trois silhouettes se découvrent : Maria, munie d'une pince pour marquer les tortues à la nageoire, est assistante sociale à Patras. Photini, chargée de mesurer les carapaces avec des équerres de bois et un mètre en ruban, apprend le métier d'institutrice à Athènes. Priska, enfin, qui prend constamment des notes au clair de lune, lorsqu'il y en a, ou à la lueur d'une petite lampe rouge pour ne pas gêner la pondeuse, est une jeune Italienne qui fait des études de biologie à Vienne, en Autriche. Envoyée en Grèce par la branche viennoise du WWF (World Wildlife Fund), elle passe tout l'été à Zante pour surveiller les pontes de la « caretta ».

Toutes les nuits, de minuit à 3 ou 4 heures du matin, les trois jeunes femmes épiant ainsi la venue des caouannes. Elles les comptent, les mesurent, les marquent, notent chaque détail de leur morphologie et de leurs allures et venues. « J'étudie leur comportement en rapport avec les phases de la lune », explique Priska. Le lendemain, dès 8 heures, deux d'entre elles reviennent sur la place pour comptabiliser les traces de

« sorties » indiquant la venue d'une tortue et repérer les nids, hélas moins nombreux. Beaucoup de pondeuses, soit qu'elles aient rencontré un sable trop sec, ou des galets en profondeur, ou bien encore qu'elles aient été dérangées. Munies de divers réceptacles, pipettes et thermomètres, Priska fait des relevés pour mesurer la température du sable (26 degrés à 50 centimètres de profondeur, 36 degrés à 20 centimètres) et aussi le degré d'humidité ou de salinité. Les trois volontaires se relaient ensuite pour dormir et assurer une permanence au kiosque d'information édifié à l'entrée de la plage par la Société grecque de protection de la tortue marine (1).

Maria, Photini et Priska sont heureuses. Cette nuit, en effet, elles ont pu marquer quatre tortues. Il faut les voir se précipiter sur la bête avec leurs pinces et leurs équerres, car, à mesure qu'elles comptent, la pondeuse est pressée de regagner la mer, et il n'est pas question pour de frêles jeunes filles d'immobiliser un quintal de muscle ! L'une des pondeuses, sous sa carapace de 90 centimètres de long semée de bernacles, a déposé cent cinquante-neuf œufs. Presque un record ! « La nuit dernière, sept étaient venues, mais aucune n'avait pondu », observe la petite Maria.

Pondeuses et pédales

Sur cette plage de Gerakas, perdue à l'extrémité orientale de l'île, on peut se livrer à l'observation des tortues. Peu de baigneurs le jour, aucun promeneur la nuit, car on n'y a encore construit ni hôtel ni discothèque — et la loi grecque a pris le relais pour interdire à l'avenir. A Laganas, en revanche, à l'autre bout du golfe, la plage est livrée au tourisme de masse. Par vols chartrés directs de Londres et Francfort, des milliers d'écotouristes à peu blanc accourent sur ce rivaire baigné par le soleil du matin au soir, puis boire et danser toute la nuit. Cet afflux estival crée les pires conditions pour la ponte des tortues marines : parasols, couchettes, pédalos, terrasses de café constituent déjà un parcours d'obstacles très dissuasif pour la pondeuse de bonne volonté. Mais le vacancier nocturne, les lumières de la ville et le passage des avions à basse altitude, découragent les mères tortues, qui, d'instinct, recherchent un lieu sauvage et à l'écart pour assurer l'avenir de leur progéniture. Pour comble de malheur, les hôtels et les cafés se sont implantés au ras de la plage, de sorte que la circulation, faite de route littorale, s'effectue sur le sable, précipitant là où les tortues sont amenées à pondre. Une aberration écologique, aussi bien pour les

touristes que pour les tortues. Même dans la partie de la plage non aménagée, le tracteur qui recueille le contenu des poubelles peut écraser des nids.

Grâce au courage et à l'énergie d'une femme de caractère, Lily Venizelos, qui a mené campagne pendant des années pour obtenir des mesures de protection, le gouvernement grec a pris conscience de l'enjeu : Zante représente en effet un site unique en Europe par le nombre de pondeuses. Seule la plage de Dalgan, en Turquie, en attire autant. Le ministère grec de l'Environnement a donc institué une réglementation stricte pour les usagers de la plage et établi un zonage qui limite l'expansion touristique. Une vingtaine de kilomètres de littoral, dont 7 à 8 kilomètres de sable fin, sont désormais sous la protection de la loi. En outre, deux îlots privés, dans la baie, ont été érigés en réserves intégrales et en zones interdites. Chaque nuit, l'état, quatre gardes interdisent l'accès des espaces protégés. Et une quinzaine de volontaires — grecs et autrichiens du WWF — se relaient pour l'observation scientifique.

« Nous ne voulons pas faire la police », indique d'emblée Georges Chirac, le responsable des volontaires, qui étudie la « caretta » depuis huit ans. Mais la simple présence des observateurs crée parfois des conflits avec la population locale. « Une fois, à Zekanta, nous avons dû faire demi-tour avec notre Zodiac parce que quarante personnes nous attendaient de pied ferme sur la plage. » Dans les villages qui n'ont pas encore l'équipement hôtelier de Laganas, on accuse les écologistes de bloquer tout développement avec leurs tortues. Les panneaux installés par le ministère de l'Environnement ont été mitraillés au petit plomb l'an dernier. Comme partout, l'équilibre est difficile à trouver entre la loi de l'Etat, le droit des communes et des propriétaires, et l'accueil des touristes.

Cet été, semble-t-il, on enregistre une certaine détente. Les écologistes ont pu planter leurs tentes sur un terrain prêt par un des grands hôtels du rivage. Chaque nuit, ils arpentent la plage avec leurs instruments, se contentant de rappeler à l'ordre ceux qui allument leurs phares ou leur radio-cassette. Mais ils ferment les yeux sur le couple qui contemple tranquillement la mer sous la nuit étoilée.

Le jour, ils distribuent des dépliant qui expliquent tout sur la « caretta », afin que les estivants ne bronzent pas totalement idiots, c'est-à-dire ignorant que, sous leur serviette de bain, incubent de futures monstres marines.

ROGER CANS.

(1) P.O. Box 511 54, GR. 145 10 Kifisia (Grèce).

Le Carnet du Monde

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès

M^{me} Lucie BAILLOT,
survenue à l'hôpital Cochin, le 23 juillet 1988.

De la part de
Evelyn Baillot.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M^{me} Jules Beauvais,
Le docteur et M^{me} Paul Beauvais,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Michel Maxon
et leur fille,
M. et M^{me} Jacques Beauvais
et leur fille,
Et toute la famille,

ont le deuil de faire part du décès survenu le 28 juillet 1988, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

M. Jules BEAUVAIS,
chevalier de la Légion d'honneur
et chevalier des Palmes académiques.

Les obsèques ont eu lieu, selon sa volonté, dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

1, quai Jeanne-d'Arc,
88100 Saint-Dizier.
40, chemin des Blichères,
68400 Riedisheim.
42, rue Bellevue, Brunstatt,
68200 Mulhouse.
505, chemin du Manival,
38330 Saint-Ismier.

— M. et M^{me} Jean-Paul Blein
et leurs enfants Alexandre et Stanislas,
M^{me} Yvonne Buis
et sa fille,
M^{me} Guillemet,
M^{me} Gilberte Buis,
Les familles Blein, Jean-Pierre Roux,
Maurice Giraud, André Julien, Bouff,
Albert Buis, Veyrandor, Bourrel, Blanchard,
Tous ses amis,
font part du décès de

M. Paul BLEIN,
conseiller général des Hautes-Alpes,
ancien maire de Briançon,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
cavalière dello Stato Italiano,
chevalier
de l'Ordre du Mérite touristique,

rappelé à Dieu dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle de Briançon, jeudi 4 août 1988, à 11 heures. Bénédiction en l'église Saint-Apollinaire de L'Argentière-la-Bessée, à 14 h 30, suivie de l'inhumation, qui se fera dans le caveau de famille à L'Argentière-la-Bessée.

[Né le 25 janvier 1913, à L'Argentière-la-Bessée (Hautes-Alpes), Paul Blein, un maire de Briançon de 1968 à 1983. Eu conseiller général des Hautes-Alpes en 1984, il avait succédé à la charge de président du conseil départemental du tourisme en 1985.]

— M. Jacques Bugnicourt,
M^{me} Bernadette Bugnicourt,
ses enfants,
Les familles Bugnicourt, Soilleux,
Bodot, Capelle, Ciavaldini et Quique,
Parents et alliés,
Ses amis d'ENDA tiers-monde,
font part du décès de

M^{me} André BUGNICOURT,
née Isabelle Soilleux.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 août 1988, à 16 heures, en l'église de Wassy (Somme).

Pas de couronnes, mais fleurs naturelles ou dons pour les enfants du tiers-monde.

6, rue Neuve,
Wassy 80500 Montdidier.
(autoroute A 1, sortie Roze).
25, rue de la Roguette,
75011 Paris.

— Stephen Héday
et Marie-Amélie Béri,
ses enfants,
Milan et Blanche Neumann,
ses petits-enfants,
Philippe Héday
et Valérie Neumann,
Les familles Cazalis, Monod, De Millo, Héday et Neumann,
ont le deuil de faire part du décès de

Anne-Marie CAZALIS,

survenue à son domicile, dans sa soixante-huitième année, le samedi 30 juillet 1988.

Le service religieux aura lieu jeudi 4 août, à 10 h 30, au temple de l'Eglise réformée de Paris-Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6^e.

39, rue de Grenelle,
75007 Paris.

(Le Monde du 2 août.)

— M. François Ducourrial,
M. Jean-Charles Faust et M^{me},
née Fabienne Ducourrial
et leurs enfants,
M^{me} Robert Roy,
M. et M^{me} Raymond Secretan,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Jacques Ducourrial
et leurs enfants,
M. et M^{me} Pierre Berthier,
M. et M^{me} Jean-Noël Ducourrial
et leurs enfants,
M^{me} Brigitte Ducourrial
et sa fille,
ses enfants, petits-enfants,
mère, belle-mère,

ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Etienne GUILLOU,
inspecteur général de l'enseignement,
de la Maison Descartes
(Institut français d'Amsterdam),
et de sa fille,

Martine PÉLISSIE.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 août 1988, à 15 heures, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e. Réunion porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue de Lamballe,
75016 Paris.

seurs, belles-sœurs, beaux-frères,
nouveaux et anciens,
ont le deuil de faire part du décès, survenu le 31 juillet 1988 à Paris, de

M^{me} Pierre DUCOURTIAL,
née Claude Rey,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
officier des Arts et Lettres,
chevalier de l'Ordre du Mérite
de l'Ordre souverain de Malte,
conservateur honoraire
du Musée national de la Légion d'honneur
et des ordres de chevalerie,
vice-président
de la Société des amis de Malmaison,
secrétaire général de la Fondation
de l'Ordre de Malte pour le patrimoine,
membre du comité directeur
du Souvenir apollonien.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à La Charité-sur-Loire, le 3 août 1988.

Un service religieux sera célébré à Paris, en septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue Monsieur-le-Prince,
75006 Paris.

— Le bailli prince Jean-Louis de Fausigny-Lucé,
président.

Et les membres du conseil de la Fondation de l'Ordre de Malte pour la recherche et la sauvegarde de son patrimoine, ont le tristesse de faire part du décès, survenu le 31 juillet 1988, de

M^{me} Pierre DUCOURTIAL,
née Claude Rey,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier du Mérite
de l'Ordre souverain de Malte,
secrétaire général de la Fondation.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 3 août, à La Charité-sur-Loire.

Un service religieux sera célébré à Paris, en septembre.

92, rue du Ranching,
75016 Paris.

[Né le 27 mai 1919 à Paris, M^{me} Claude Ducourrial-Roy a fait ses études au lycée Montaigne à Paris et au Collège de jeunes filles de Fontainebleau. Licenciée en lettres, archéologue, elle a été chargée de mission à la direction générale des arts et des lettres de 1948 à 1952, assistante (1957), puis conservateur, de 1954 à 1984, du Musée national de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie, avant d'en devenir conservateur honoraire et conseiller technique en 1985. Elle a écrit de nombreux ouvrages dont les *Grands en 1948*, *La Grande* et *l'Hôtel de Saint* en 1982. M^{me} Claude Ducourrial a aussi participé à la rédaction du journal *l'Illustration*.]

— M. Maurice Fenzy,
son épouse,
M. Michel Ody,
son fils,
— Sa famille,
Ses alliés,
Ses amis,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline FENZY-GERVOISE,

Les obsèques ont été célébrées le mardi 2 août 1988, en l'église et au cimetière ancien de Colombes (Hautes-Seine).

— André et Caroline Fayerstein,
ont le deuil de faire part du décès de leur mère,

M^{me} Dominique FLEUR-CHALIÉS,

survenue à Paris, le 5 juillet 1988, à l'âge de quarante-quatre ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a été célébrée le 19 juillet 1988.

Prier pour elle.

88 bis, rue Damrémont,
75018 Paris.

— M. et M^{me} Daniel Guilhou,
M. Christophe Guilhou,
M. et M^{me} Frédéric Sésini,
M. et M^{me} Jean Pélissier,
M. et M^{me} Jérôme Pélissier
et leurs enfants,
M. Manuel Pélissier,
M. et M^{me} Claude Bardet,
M. Antoine Bailly
et son fils,
M. et M^{me} Jérôme Bocquentin
et leur fils,
M. Frédéric Bailly,
M. et M^{me} Claude Bardet,
M. et M^{me} Jérôme Bocquentin
et leur fils,
M. Frédéric Bailly,
M. et M^{me} Claude Bardet,
M. et M^{me} Jérôme Bocquentin
et leur fils,
M. Frédéric Bailly,

ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Etienne GUILLOU,
inspecteur général de l'enseignement,
de la Maison Descartes
(Institut français d'Amsterdam),
et de sa fille,

Martine PÉLISSIE.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 août 1988, à 15 heures, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e. Réunion porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue de Lamballe,
75016 Paris.

— M^{me} Gérard Leconte,
Ses enfants et petits-enfants,
ont le deuil de faire part du décès de

M. Gérard LECONTE,
directeur honoraire
de la Maison de Nanterre,

survenu accidentellement le 27 juillet 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale comme il le désirait.

16, jardins Boieldieu,
92800 Putaux.

— Claudine Kosioksky
et ses enfants,
Guy Samuel et Myriam Rosenfeld
et leurs enfants,
Jean-Marc et Denise Rosenfeld
et leurs enfants,
Pierre et Monique Caritay
et leurs enfants,
Evelyn Rosenfeld
et sa fille,
François et Rebecca Leger,
Eric et Agnès Mies Rosenfeld
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,

ont le deuil de faire part du décès de

docteur Léon MIES ROSENFELD,
chirurgien-dentiste,

survenu le 29 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

J.-M. Rosenfeld,
30, rue Emile-Combes,
78800 Houilles.

— M. et M^{me} Grégoire Bertrand-Hardy,
M. Edmon Nérot,
M. et M^{me} Claude Doumic,
M. et M^{me} Alain Nérot,
ses enfants,
Emmanuel et Marie, Luc, Cécile,
Nicolas et Jean-Bernard-Hardy,
Sophie, Edouard-Nicolas et Marie-Gabrielle Bouvier, sa fiancée,
Sébastien Nérot,
Solange, Isabelle, Jacques Henry et Marie Doumic,
Lucy et Alex Nérot,
ses petits-enfants,
Le général Paul Nérot,
son frère,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Georges NÉROT,
ingénieur ECP,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 1^{er} août 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, sa paroisse, place Saint-Sulpice, Paris-6^e.

L'inhumation aura lieu à Bourron-Marlotte dans le caveau de famille.

70, rue d'Assas,
75006 Paris.

— Toute sa famille
qui le chérissait et le respectait,
a la profonde douleur d'annoncer le décès subit, le 29 juillet 1988, de

M^{me} Jacques N. SAIDENBERG,
ancien avocat,

à l'âge de soixante-deux ans, en son domicile.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière parisien de Bagneux.

— Le président,
Le conseil d'administration
Et le directeur de l'Ecole supérieure
de journalisme de l'Ecole des hautes
études internationales et de l'Ecole des
hautes études politiques et sociales,

ont le deuil de faire part du décès du président de leur conseil de direction, le

professeur
Jacques N. SAIDENBERG,

survenu le 29 juillet 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— M^{me} Emilie Ubogi,
son épouse,
M. et M^{me} Henri Ubogi,
M. et M^{me} Jackie Ubogi,
ses enfants,
M. et M^{me} Michel Cymerman
et leurs fils,
M. et M^{me} Jean-Claude Nakzin
et leurs enfants,
M^{me} Sabine Ubogi,
M. David Ubogi,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Emilie UBOGI,
croix de guerre avec Palmes,

survenu le 31 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 août.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 14 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

84, rue Damrémont,
75018 Paris.

Communication

Les comptes du « Monde » pour 1987 font apparaître une progression du chiffre d'affaires

Conformément à une longue tradition, et bien que la loi ne lui en fasse plus obligation, le Monde présente ci-dessous ses comptes pour l'exercice 1987. Il s'agit malheureusement d'effets de plaidoyer pour la transparence, au nom du pluralisme et de la liberté de la presse, sans la pratique soi-même.

Les comptes de la SARL éditrice ont été approuvés par l'assemblée générale réunie le 1^{er} juin 1988. Ils sont bons, meilleurs que ceux de 1986, qui avaient déjà pourtant

enregistré les premiers effets du redressement et du développement de notre journal. On relèvera la poursuite d'une légère progression de la diffusion payante, sans modification du prix de vente, dans un contexte plus difficile pour la presse, ainsi que la très bonne tenue du marché publicitaire. On remarquera d'autre part que nous publions pour la première fois les comptes consolidés (SARL + filiales) représentatifs de notre diversification.

1. Comptes de la SARL Le Monde.

● **Résultats**
La progression du chiffre d'affaires d'un exercice sur l'autre atteint 12 %.

L'amélioration de la trésorerie d'exploitation permet de dégager un résultat financier pour la première fois positif depuis de nombreuses années, confortant ainsi la progression du résultat courant, qui s'élève à 25 %.

L'importance des différentes provisions constituées en 1987 et de la charge fiscale résulte du retour à une situation fiscale bénéficiaire après apurement des pertes reportables.

● Bilan

La forte progression des actifs (51 %) traduit tout particulièrement l'amélioration de la trésorerie et l'impact de la forte activité publicitaire en fin d'exercice (créances d'exploitation). La création de la filiale Le Monde Imprimerie, SA au capital de 30 millions de francs, explique le gonflement des immobilisations financières.

Au passif, le net renforcement des capitaux propres (+ 73 %) améliore la couverture de l'actif immobilisé.

2. Comptes consolidés.

● **Résultats**
Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1987 s'établit à 1 068 millions de francs, en augmentation de 14 % sur l'exercice 1986. C'est la première fois qu'il passe la barre du milliard de francs symbolique.

Les produits et charges d'exploitation consolidés progressent au même rythme, dégageant un résultat

d'exploitation de 68,5 MF, en hausse de 14,7 % sur celui de 1986 (59,7 MF).

Le redressement de la trésorerie d'exploitation entraîne une diminution sensible des frais financiers nets, qui représentent, en 1987, 0,26 % du chiffre d'affaires.

Le résultat courant progresse de 22 % sur celui dégagé au cours de l'exercice précédent : il atteint 65,7 MF, contre 53,9 MF en 1986.

Cette augmentation est toutefois complètement annulée — et au-delà — par le poids de la fiscalité. La charge totale d'impôts sur les sociétés (dus en différé) s'élève à 31,6 MF, en augmentation de 24,3 MF sur 1986. Cette hausse, qui a pour effet de minorer le résultat consolidé de 1987 par rapport à 1986, est due essentiellement à l'apurement en 1986 des pertes des exercices antérieurs fiscalement reportables, qui a considérablement allégé la charge d'impôts de cet exercice.

En conséquence, le résultat net consolidé du groupe s'établit à 23,1 MF, contre 29,9 MF en 1986.

● Bilan

A l'actif du bilan consolidé, deux postes augmentent de manière importante : les immobilisations corporelles, de 81 MF en net, du fait d'un haut niveau d'investissement, et les placements à court terme (103 MF).

Au passif, on relève le renforcement des capitaux propres (+ 20,6 MF) et celui des intérêts minoritaires (+ 16 MF), ainsi que l'augmentation des dettes financières (76 MF) due, pour partie,

aux avances de trésorerie consenties par des actionnaires.

partie à l'actualité politique, et du maintien d'un haut niveau de rentrées publicitaires. Celles-ci sont largement dues, certes, au dynamisme de l'équipe du Monde-Publicité et à l'effet d'image provoqué par le redressement du journal, mais on remarquera aussi que la période électorale n'a pas eu sur elles l'effet négatif habituel.

Ajoutons que l'activité des six premiers mois de l'exercice 1988 a été très soutenue. Elle bénéficie de la conjonction d'une forte progression des ventes (+ 10 % en France en moyenne cumulée depuis le début de l'année), imputable pour

GRUPE « LE MONDE » - COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

RUBRIQUES	1987	1986
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires	1 067 817	936 558
Autres produits et reprises sur provisions	25 942	17 521
CHARGES D'EXPLOITATION		
Consommations	(113 809)	(105 211)
Autres achats et charges	(492 655)	(424 333)
Salaires et charges sociales	(385 653)	(341 550)
Dotations d'exploitation	(33 143)	(23 265)
	(1 025 260)	(894 359)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	68 499	59 720
RÉSULTAT FINANCIER	(2 813)	(5 870)
RÉSULTAT COURANT	65 686	53 850
Résultat exceptionnel	(8 074)	(16 922)
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	(3 154)	—
Impôts sur les bénéfices	(31 610)	(7 328)
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(4)	(21)
Part des intérêts minoritaires dans les résultats	283	291
RÉSULTAT NET	23 127	29 870

GRUPE « LE MONDE » - TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

RUBRIQUES	1987
RESSOURCES	
Capacité d'autofinancement	59 968
Part des intérêts minoritaires dans l'augmentation de capital des filiales	17 000
Augmentation des dettes financières	42 412
Autres ressources	453
TOTAL	119 833
EMPLOIS	
Investissements de l'exercice	101 205
Autres emplois	18 628
TOTAL	119 833

SARL « LE MONDE » - COMPTE DE RÉSULTATS

RUBRIQUES	1987	1986
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires (1)	914 507	816 146
Autres produits et reprises sur provisions (1)	25 702	13 069
	940 209	829 215
CHARGES D'EXPLOITATION		
Consommations	(113 809)	(105 211)
Autres achats et charges	(367 900)	(316 419)
Salaires et charges sociales	(368 990)	(333 768)
Dotations d'exploitation	(30 295)	(22 312)
	(880 994)	(777 710)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	59 215	51 505
RÉSULTAT FINANCIER	1 917	(2 704)
RÉSULTAT COURANT	61 132	48 801
Résultat exceptionnel	(4 682)	(14 670)
Provisions pour acquisition des éléments d'actif	(38 800)	(8 700)
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	(3 154)	—
Impôts sur les bénéfices	(13 187)	(7 666)
RÉSULTAT NET	1 309	24 665

(1) A des fins de comparaison, les « autres produits » de l'exercice 1986 ont été reclassés en « chiffre d'affaires ».

SARL « LE MONDE » - TABLEAU DE FINANCEMENT

RUBRIQUES	1987	1986
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement	73 180	51 707
Augmentation de capital	—	10 606
Autres ressources	484	446
TOTAL	73 664	62 759
EMPLOIS		
Investissements de l'exercice	42 868	6 081
Comptes sur investissements	—	14 393
Autres emplois	30 796	42 285
TOTAL	73 664	62 759

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PUBLICATION

PUBLICATIONS	Chiffre d'affaires 1987 (en milliers de francs)	Tirage moyen annuel
<i>Le Monde</i> quotidien	830 539	484 944
<i>Le Monde</i> diplomatique	16 295	135 292
<i>Le Monde</i> des philatélistes	7 738	53 291
<i>Le Monde - Documents et documents</i>	23 420	125 182
<i>Le Monde de l'éducation</i>	13 903	112 464
Sélection hebdomadaire du <i>Monde</i>	7 612	27 365
Weekly Selection	15 000	—
Index analytique et autres activités	—	—
TOTAL	914 507	—

GRUPE « LE MONDE » - BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
ACTIF IMMOBILISÉ			CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles	26 970	27 000	Capital	620	620
Immobilisations corporelles	119 666	38 668	Réserves consolidées	44 171	16 857
Immobilisations financières	23 509	23 873	Résultat de l'exercice	23 127	29 870
Titres mis en équivalence	124	128			
Total	170 269	89 669	Total	67 918	47 347
ACTIF CIRCULANT			INTÉRÊTS MINORITAIRES	30 674	14 707
Stocks et en-cours	7 793	6 606	PROVISIONS POUR RISQUES et CHARGES	22 926	5 250
Créances d'exploitation	237 383	216 356			
Créances hors exploitation	27 026	27 603	DETTES		
Valeurs mobilières de placement	102 798	—	Dettes financières	80 005	4 268
Disponibilités	8 937	9 191	Dettes d'exploitation	306 612	229 335
Comptes de régularisation	4 266	645	Abonnements à servir	50 227	48 821
Total	388 203	260 401	Comptes de régularisation	110	342
TOTAL DE L'ACTIF	558 472	350 070	TOTAL DU PASSIF	558 472	350 070

Dépôt de bilan de quatre sociétés du groupe Saussez

M. Fabrice Saussez, maire RPR de Marignac, une petite commune du Val-d'Oise, est président-directeur général de la société holding, SA Groupe Saussez, a déposé, le 25 juillet, le bilan de quatre sociétés de son groupe.

Deux d'entre elles, Val-d'Oise Médias et la Francilienne de Presse, éditent un magazine départemental d'informations générales, créé en janvier dernier, Val-d'Oise Mensuel.

Un démenti formel

La liquidation de ce titre entraîne le licenciement de treize salariés, la rédaction du mensuel étant commune à celle de l'hebdomadaire les Nouvelles du Val-d'Oise, lancé il y a un an par le Groupe Saussez, mais vendu depuis pour un franc symbolique à la société Mach 3 de l'imprimeur M. Jacques Lopes.

Les deux autres sociétés dont le tribunal de commerce de Pontoise a prononcé la liquidation immédiate

sont : Axxair, une petite compagnie de transport aérien, et l'Institut supérieur de technique de l'information (ISTI), dont le siège est à Maisons-Alfort.

Ce dépôt de bilan intervient quelques semaines après l'inculpation, le 23 juin dernier, de M. Thierry Saussez, frère de Fabrice et président-directeur général de la société de communication Image et Stratégie (qui appartient à la holding), pour « complicité de faux et usage de faux en écritures privées » dans une affaire de fausses factures pendant la campagne électorale de M. Edgar Faure en 1986 en Franche-Comté.

M. Fabrice Saussez dément fermement tout rapport entre ces deux événements, ainsi que l'existence de tout lien juridique ou financier entre ses affaires de presse et Image et Stratégie, laquelle, affirme-t-il, se porte parfaitement et envisage de s'associer au mois de septembre prochain avec un important groupe de publicité français ou international. — (corr.)

La CNCL reste vigilante sur le pluralisme des magazines de TF 1

La CNCL vient d'écrire à TF 1 pour lui communiquer sa réponse au député RPR, M. Robert-André Vivien, qui avait récemment mis en cause la politique d'invitation du magazine « 7 sur 7 » (le Monde des 22 et 30 juillet).

Dans la lettre adressée à M. Michèle Cotta, directrice de l'information de la Une, la CNCL souligne qu'elle « attachera une importance particulière à l'équilibre de la politique d'invitation de « 7 sur 7 » à partir de la reprise de cette émission ». La CNCL, sans pour autant prendre à son compte les affirmations de M. Vivien, entend ainsi signifier qu'elle n'accorde aucun blanc-seing à la chaîne pour ses magazines d'information, et qu'elle se réserve d'en apprécier le pluralisme sur une durée de plusieurs mois, en rendant publiques, à la rentrée, ses prochaines observations.

Canal Plus pousse ses projets de chaînes thématiques

Canal Plus cherche à investir le créneau des chaînes thématiques, soit comme fournisseur de programmes, soit directement comme opérateur. C'est ainsi que sa filiale Elipse approvisionnera en images la chaîne câblée consacrée au documentaire, « Planète », que la Générale d'Images (filiale de la Générale des eaux) lancera vers le 15 septembre (le Monde du 14 juillet).

Pour son propre projet Canal Plus Famille, Canal Plus a des ambitions plus larges : elle souhaite diffuser cette chaîne cryptée d'une part sur le câble, mais également grâce à des émetteurs hertziens pour lesquels elle demandera des autorisations au futur Conseil supérieur de l'audiovisuel. N'étant pas parvenue pour l'instant à un accord avec les opérateurs de câble qui ont leur propre canal pour enfants (Canal J), Canal Plus Famille a dû réserver une option pour être relayée sur le satellite Telecom 1 C. Et elle s'affirme en mesure de diffuser neuf mois après l'obtention de ses autorisations hertziennes.

De fait, le lancement de Canal Plus Famille équivaudrait à la création d'un septième réseau hertzien

en France, place qui lui est disputée par le projet de chaîne musicale, toujours en veilleuse.

Enfin, à l'étranger, Canal Plus étudie le lancement d'une chaîne à péage en RFA, Canal Plus Allemagne, consacrée, comme sa grande sœur, au cinéma et aux sports.

● M. Maxwell négocie une participation dans le quotidien espagnol *Diario 16*. — Le patron de presse britannique Robert Maxwell cherche à acquérir une partie du groupe espagnol Informations y Publicaciones, qui édite notamment *Diario 16*, troisième quotidien du pays derrière *El País* et *ABC*. M. Maxwell souhaiterait reorienter ce journal (qui tire à 150 000 exemplaires), pour en faire un grand quotidien populaire, à l'instar de son *Daily Mirror* ou du quotidien qu'il a toujours l'intention de lancer en France. Selon diverses sources, M. Maxwell serait prêt à investir 1,2 milliard de pesetas (environ 60 millions de francs) dans cette opération, qui conforterait sa position en Espagne où il est déjà actionnaire de la chaîne cryptée Canal 10.

Tauromachie

Paco Ojeda sur le départ ?

Paco Ojeda aurait décidé de mettre un terme à sa carrière de torero en raison d'une déficience rénale. Simon Casas, directeur des arènes de Nîmes, l'a annoncé le mardi 2 août, après une conversation avec José Luis Marca, beau-frère et impresario du torero.

Ojeda, âgé de trente-quatre ans, souffre de calculs rénaux et de coliques néphrétiques. Il devait respecter un repos de dix jours, selon ses médecins, mais aurait précipité son départ des arènes.

Le torero de Sanlúcar de Barrameda (Andalousie) avait encore une trentaine de contrats à honorer jusqu'à la fin de la saison 1988. Il aurait déjà réajusté ses engagements avec Santander et Valence (Espagne).

Paco Ojeda a commencé sa carrière en mai 1978 et est devenu en dix ans le successeur des Domínguez, Ordóñez et Cordobes dans le cœur des aficionados. A ses débuts, il était considéré comme un torero facile, il répondit lors de la Feria de Pentecôte de Nîmes, en mai dernier, en affrontant des toreros de Miura que les vedettes évitent habituellement.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

AVIGNON 88

Les Revenants

C'EST fini pour 1988. Il n'y aura bientôt plus dans les cours et les cloîtres que des échafaudages. La nuit sera vide. Les spectacles auront réintégré les lieux tristes de l'hiver.

La fatigue oubliée, de quoi se souviendra-t-on ? On dira qu'il a fait beau à Avignon, et qu'il y avait un monde fou. On redira que les spectateurs, ici, sont curieux de tout. Ils prouvent la nécessité du théâtre. Car ils l'aiment, que la représentation soit magnifique ou banale.

On aura rêvé, frissonné, cherché l'étonnement. On l'aura trouvé parfois. Pourtant, on gardera une bizarre impression, qui n'est pas particulière au Festival. Mais ici, forcément, étant donnée la concentration, elle est plus ramassée, plus forte. L'impression de retrouver souvent ce que l'on pourrait appeler un « effet-télé » : l'aplatissement de l'image, du récit, des personnages. Un langage linéaire, simple à suivre, et surtout des références repérables par tous, en même temps et immédiatement, parce que tout le monde regarde la télévision et y voit la même chose.

Ce n'est pas le théâtre que l'effet-télé marque le plus, mais ce n'est pas une rai-

son pour ne pas s'en méfier. Le devoir des critiques, au risque de passer pour des privilégiés blasés, est sans doute la vigilance.

Tout au moins pour les lieux du « in » — le « off » dans sa majeure partie est vraiment mal loti. — on aura admiré une fois de plus et sans se lasser la splendeur d'une architecture, d'une nature faites pour abriter les grandioses mystères du théâtre, mais qui en dénoncent impitoyablement les faiblesses.

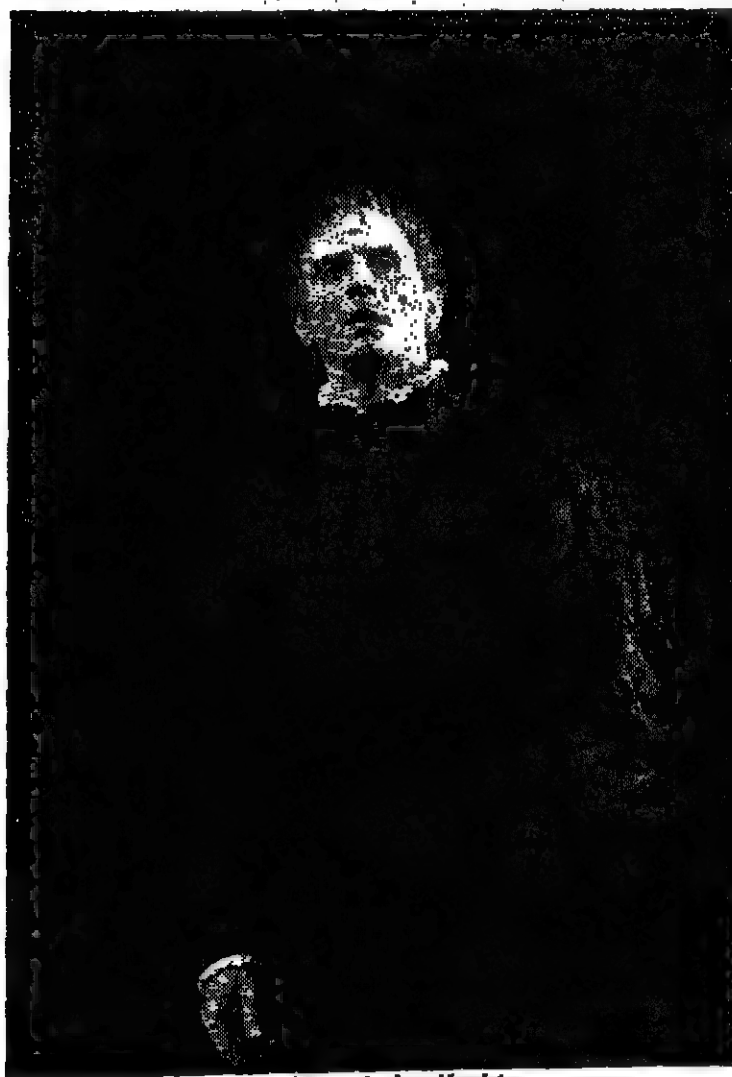
AVIGNON possède une qualité incorruptible : moins la beauté des pierres que leur histoire, les strates du passé, des passions qui s'y sont incrustées. Avignon est une ville franche où se rassemblent une armée de revenants, en prise directe avec les vivants. C'est pourquoi Shakespeare se trouve chez lui dans la Cour d'honneur, c'est pourquoi les chauves-souris ont répondu à l'appel du Conte d'hiver, c'est pourquoi le cheval fantôme de Hamlet apparaît encore, apparaîtra longtemps, quand la lune frappe sa cuirasse d'acier.

COLETTE GODARD.



Le spectre d'Hamlet, dans la mise en scène de Patrice Chéreau.

Le voyage des comédiens



Gérard Desarthe dans Hamlet.

ILS sont là, en imperméable gris, valise à la main, le pas ralenti par la splendeur du lieu ; les voilà, les comédiens d'Hamlet, rassemblés autour de leur roi, fermés sur leurs secrets, revenus de tous les voyages, prêts à tout. Bientôt, en pleine lumière, avec les mains, les yeux, la voix — les armes blanches de leur art, — ils feront éclater la vérité du drame.

Combien seront-ils cette année, entre Palais des papes et Char-

treuse, à s'être approchés de cette vérité-là ? Affranchis des pièges tendus par les textes, hélas trop souvent classiques — comme si le verbe d'aujourd'hui était rebelle aux murs d'autan — on les aura rencontrés, retrouvés quelquefois au plus près du génie.

Si l'on avait la tête trop petite pour ne se souvenir que d'un seul, il faudrait garder bien sûr en mémoire le parcours sensible, entre guerre et paix, de Gérard Desarthe dans Hamlet. Guerre d'un homme seul contre l'honneur, le pouvoir, l'amour usurpés,

menée par les chemins de traverse d'un esprit bouleversé au seul rythme des vents contraires, soufflés tantôt par Shakespeare et ses mots tempétueux, tantôt par les mouvements capricieux de l'atmosphère si particulière de la Cour. Paix d'un acteur en paix avec lui-même, la grâce du geste, l'élégance du timbre, la puissance du jeu.

Comment oublier Nada Strancar, le cœur, les bras grands ouverts, entraînant avec elle une flopée de comédiens peu expérimentés sur les hauteurs de la phrase tchékhovienne ? A elle seule, elle aurait pu tenir cette Chronique d'une fin d'après-midi, forte d'un talent qui lui permet, et à nous avec elle, de passer sans que l'on sache comment des larmes au rire, des chuchotements aux cris, et, lors de ce festival-marathon, de Shakespeare à Tchekhov et de Tchekhov à Shakespeare, du cloître du palais vieux à la cour d'honneur, où elle est absolument, naturellement, chez elle.

Deux qui s'étaient faits rares ici — on ne dira jamais assez le peu de clairvoyance des metteurs en scène au moment de constituer leurs distributions — sont enfin revenus pour défendre le seul texte d'un auteur vivant ayant trouvé grâce aux yeux des organisateurs du festival. Jean Bouise et Isabelle Sadovyan étaient Mub et Mab, les deux voix de Tir à Tir, de Mario Redonnet, disant en mille et une cabriolets drolatiques les mystères de la vie. Générosité, virtuosité d'un duo d'exception.

Et enfin, alors que l'on désespérait des entreprises du cycle Perec, est venu Sami Frey, sur la selle d'un vélo, qui, l'air de rien, a domé, sans que l'on s'en aperçoive, sa leçon de théâtre. Économie des moyens, économie des effets, enchantement de l'acteur apprivoisant le verbe. « Je me souviens », disait-il. Nous nous souviendrons aussi, de lui, des autres, longtemps.

OLIVIER SCHMITT.

Au ciel de Tchekhov

RIMBAUD ne mentait-il pas s'il disait que la lettre « o » est un ciel violet et la « u », les vagues marines ? Il ne songeait pas aux chiffres. Les Russes disaient que le « 8 » est l'image de la grand-mère, la babouchka : elle apparaît dans l'embrasure, le fichu au-dessus de la robe, elle apporte les confitures.

1988 aura été l'année des deux babouchkas et le Festival d'Avignon, celui de Tchekhov : Chronique d'une fin d'après-midi, dans l'édifice le plus ancien de la cité des papes, le cloître du Palais Vieux.

C'était les fins d'après-midi, en effet, les premières heures du soir. Le soleil irradiait par le travers les plus hautes pierres des remparts, les meurtrières du chemin de ronde qui donnait sur le fleuve, sur la route du Ventoux. Les pierres de ce cloître sont claires, roses et blanches, il y a des touches vert d'eau de plantes qui ont trouvé domicile, là haut, dans des jointures. Des nids aussi : les tourterelles lançaient per-dessus les acteurs des effrois d'ombres et de cris.

Sur le sable blanc du cloître, ils étaient une quinzaine. Ils se connaissaient, ils arrivaient de chez Tchekhov, les uns de la Mouette, d'autres de la Cerisaie. Ils avaient quitté le théâtre, c'était jour de relâche, ils étaient venus là pique-niquer. Nappes, assiettes, arborescences (ce sont les pastèques), kalbassa (le saucisson).

Ils couraient, se hâlaient de loin, s'étreignaient, se cherchaient, ils se disaient tout et rien, des lectures ; des passants, des chevaux



Nada Strancar et Roland Amstutz dans Chronique d'une fin d'après-midi.

vendus, des romans presque finis, des cultures à l'abandon, des trains en retard. Un pigeon criait trop fort. Il y eut le roulement très long et lointain d'une explosion de mines peut-être, le docteur qui prenait sa trousse.

Peut-être ne saurons-nous jamais pourquoi les paroles qu'écrivait Tchekhov tintent toujours d'un argent si net

dans les poitrines, dans les mémoires ? Et là, dans cette Chronique d'une fin d'après-midi, avec ces acteurs pour la plupart très jeunes, conduits par leur professeur, Pierre Romans, il y eut un vent très rare de liberté, d'émotion vraie, de hasards, de fraîcheur de source, et tout simplement de bonheur de jouer.

MICHEL COURNOT.

uromachie

Paco Ojeda sur le départ

PATRIMOINE

« La mémoire des siècles » à Strasbourg

De l'incunable au journal quotidien

A l'occasion des fêtes du bimillénaire de Strasbourg, l'église Saint-Paul abrite une exposition consacrée à « 2 000 ans d'écrits en Alsace », mais qui déborde largement les limites de la province rhénane.

SON transport de Paris vers Strasbourg mobilise un fourgon blindé et trois motards pour lui ouvrir la route. La passagère de ce convoi exceptionnel : le premier livre imprimé par Gutenberg, vers 1454, une Bible sur vélin. Il en existe quatre exemplaires (complets) au monde. Aussi l'ouvrage est-il jalousement gardé par la Bibliothèque nationale, d'où il n'est sorti depuis deux cents ans — 1788, — date à laquelle il fut acheté par Louis XVI. Les assurances ont exigé ces conditions draconiennes pour son déplacement.

Cette Bible est estimée à près de 200 millions de francs. C'est bien sûr la pièce maîtresse de « La mémoire des siècles », une exposition qui déborde largement les frontières de la province rhénane. Même si ses limites sont une borne milliaire romaine trouvée sur les bords du Rhin et un numéro récent des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, c'est aussi la démonstration que l'on peut organiser une manifestation à base de livres et de manuscrits sans faire fuir le grand public.

Celui-ci s'agglutine autour de la presse à bras — modèle Gutenberg — qui fonctionne toutes les demi-heures, palpe les différentes peaux utilisées par les scribes du Moyen Âge, lit avec délectation les différentes recettes pour fabriquer l'encre ou les couleurs — l'une d'entre elles exige le corps de deux basilisks et le sang d'un homme roux. Il tourne autour des vitrines où sont rangés les manuscrits enluminés. Les plus beaux ont été élaborés au couvent de Marbach, dont les ruines, près de Colmar, étaient encore visibles au milieu du dix-neuvième siècle. Sur l'un d'entre eux, les deux

scribes, la nonne Gutra et le chanoine Sintram se sont représentés offrant leur travail à la Vierge. Plus loin, un rituel du quatorzième siècle provenant d'un autre couvent, celui de Sainte-Agnès, entrouvert, exhibe de somptueuses illustrations rouge carminées.

Le public — beaucoup d'Allemands — s'extasie sur la fraîcheur des couleurs et la minutie du travail. Ici une lettre initiale se ploie en forme de L et dans sa partie inférieure se transforme en dragon, là un grand V donne de l'élan au mot Verba et se termine en serpent. Les marges des livres sont envahies par de minuscules figures qui s'engendrent à partir de volutes terminales des lettres splendidement tracées. Animaux sauvages ou domestiques, monstres fabuleux, corps humains, se dégagent des versets.

Mais l'exposition se borne pas à aligner quelques trésors tirés de l'obscurité des bibliothèques. C'est aussi un travail fort didactique qui nous plonge dans l'histoire de l'écrit. Exemple à l'appui, on assiste à l'évolution de l'enluminure et de l'écriture. Au passage de l'ancienne mérovingienne à la caroline imposée par Charlemagne, elle-même dérivée par le gothique. Celui-ci naît dans le nord de la France, et non pas en Allemagne comme on le pense trop souvent, pour répondre à des problèmes de place et de coût du parchemin. Aux lettres carolingiennes issues de la tradition irlandaise succède le réalisme de l'époque romane. Le plus bel exemple de cette production est l'*Horus Delictorum*, un résumé de l'Eglise sous toutes ses formes, celle des martyrs, des prédicateurs et des docteurs. Ce volume capital fut anéanti dans l'incendie de la bibliothèque de Strasbourg en 1870. Il a été possible de le reconstituer grâce à des copies.

Ces enluminures savantes ne sont pas toutes issues de l'imagination des moines. Des cahiers de modèles circulaient de couvent à couvent. Ils ont presque tous disparu. Mais des éléments de l'un d'entre eux sont exposés ici :



anges et cavaliers qui peuvent se combiner avec le texte. A partir du treizième siècle, les dominicains dominent ce monde de l'écriture. Avec eux l'expressionnisme va gagner. Le serpent de la tentation s'affuble d'un visage virginal pour mieux induire Eve au péché. Le corps de Nabuchodonosor est dépecé par un oiseau de proie. Le gothique tardif donnera des enluminures moins réalistes encore. L'artiste y déploie une verve plus relâchée, comme dans ce missel de Strasbourg où l'on distingue pour la première fois la silhouette de la cathédrale achevée, ou ce *Livre de la nature* où figure un étonnant « bouquet » d'oiseaux. Un cahier du seizième siècle décrit minutieusement, sur une douzaine de feuillets, la vie quotidienne des mineurs d'argent alsaciens de La Croix-aux-Mines vers 1530. Mais nous sommes ici

dans le domaine du reportage illustré, voire de la bande dessinée. L'imprimerie est déjà née.

Gutenberg a mûri son invention à Strasbourg, mais c'est dans sa ville natale, Mayence, qu'il imprima son premier ouvrage : la célèbre Bible de quarante-deux lignes tirée à cent cinquante exemplaires. Il ne reste, aujourd'hui que quarante exemplaires de cet incunable (1), dont quatre sur vélin. Un de ses associés, le Strasbourgeois Jean Mœlin, quinze ans après son maître, édita à son tour une Bible, la première en langue allemande. La capitale alsacienne a dix ans d'avance sur Paris. Pendant un siècle, ce sera l'un des grands centres de l'imprimerie. Quantité d'ouvrages religieux sortirent de ses presses, certains illustrés de bois de Hans Baldung Grien,

autre enfant de la ville, mais aussi des livres médicaux, de poésie latine, la mise à jour de la géographie de Ptolémée, ou, pour la première fois, le *Nouveau Monde* est désigné sous le nom d'Amérique, un hommage à Amerigo Vesputi, qui avait prêté ses notes aux auteurs du volume. *La Jolie histoire de l'âne d'or d'Apulée* ou celle de *l'Horrible Dracula*, un exemplaire unique, figurent parmi les chefs-d'œuvre exposés à Saint-Paul. Après le triomphe de la Réforme, qui voit la multiplication des pamphlets, cet âge d'or va prendre fin.

L'exposition se termine par une évocation de la presse alsacienne au cours des dix-neuvième et vingtième siècles, reflet des vicissitudes politiques de la province, tiraillée entre la France et l'Allemagne. Cette histoire appartient désormais au passé. La réconciliation

Mécénat, sciences et art

L'EXPOSITION présentée à Strasbourg dans le cadre du bimillénaire de la ville a été imaginée et organisée par une association loi de 1901 : Mécénat, sciences et arts, animée par Victor Beyer, Hubert Bari et Guy Hildwein. Ces deux derniers sont de jeunes scientifiques (respectivement zoologue et minéralogiste) « lassés de la guerre entre les cultures » et désireux de « jeter des ponts entre les arts et les sciences ». Leur première exposition, « Bijoux, cailloux, fous » (de la minéralogie à la joaillerie), a été vue par 100 000 visiteurs à Strasbourg, et 190 000 à Paris. Elle sera remontrée dès le rentrée au British Museum de Londres. Le budget de telles opérations est élevé : 8 millions de francs pour la première, 2,5 millions de francs pour l'exposition parisienne, sans parler du catalogue. La ville, la région, le ministère de la recherche et celui de la culture ainsi que des entreprises privées comme le Crédit mutuel ont participé à son financement.

tion est scellée depuis des lustres. D'ailleurs, François Mitterrand et Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale d'Allemagne, devraient visiter de concert l'exposition en septembre. A cette occasion, la Bibliothèque nationale prêterait le *Sermeni de Strasbourg*, pacte bilingue passé en 842 par le représentant de la France, Charles le Chauve, et celui de la Germanie, Louis le Germanique. La plus ancienne trace écrite du français comme de l'allemand.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) On appelle incunable un ouvrage imprimé avant le 31 décembre 1500.

* « La mémoire des siècles », église Saint-Paul, place de l'Université, Strasbourg, jusqu'au 16 octobre. L'exposition est organisée avec le concours de la Bibliothèque nationale.

ARCHÉOLOGIE

Les tombeaux des empereurs mandchous

Pu Yi

A l'heure où revit sur les écrans Pu Yi, le bambin haut comme trois pommes qui passait en revue ses mandarins dans la Cité interdite, la visite aux nécropoles où reposent ses ancêtres favorise la méditation.

Pu Yi, le détraqué anti-héros de Bertolucci, qui abdiqua en 1912 à l'âge de six ans, n'est pas enterré aux côtés de ses prédécesseurs : mort citoyen de la République populaire de Chine, il fut incinéré en 1987.

Les dernières demeures de neuf empereurs, de leurs épouses et concubines, de cette dynastie mandchoue appelée Qing qui conquiert la Chine en 1644 se répartissent sur deux sites, choisis à l'est et à l'ouest de Pékin. Le site le plus ancien est celui de l'est. Il aurait été découvert, au cours d'une partie de chasse, par Sunzhi, l'unificateur de la dynastie. Celui de l'ouest a été préféré en 1729 par l'empereur Yongzheng qui, ayant bravé la volonté de son père Kangxi pour monter sur le trône (et l'ayant aidé — murmure-t-on — à passer de vie à trépas), n'aurait pas osé affronter ses mânes dans l'éternité. Par la suite, les successeurs optèrent pour l'un ou l'autre lieu pour y faire construire leur tombe.

Les Mandchous, fascinés par la civilisation du vieil empire qu'ils avaient soumis, copiaient sur leurs prédécesseurs Ming l'ordonnance de leurs nécropoles. Les tombeaux sont situés au pied des montagnes, qui les protègent des influences néfastes apportées par les vents, et baignés par les eaux canalisées de rivières. Les espaces, d'une quarantaine de kilomètres carrés, étaient enclos de murs pourpres, couleur symbolique de la puissance. Il était interdit de couper du bois et de faire paître du bétail sur une superficie dix fois plus grande.

Sur une voie sacrée de 5 kilomètres, ouverte par un portique en marbre blanc, se succèdent des pavillons abritant des stèles, des portes monumentales, des ponts délicats, des haies d'honneur d'animaux réels ou fabuleux et de mandarins militaires et civils figés dans la pierre. Chaque tombeau est ombragé de pins et de thuyas vénérables. Un palais des Faveurs éminentes où avaient lieu les sacrifices d'animaux et les rites funéraires, des cours avec des autels précèdent l'hypogée et le tumulus.

La République populaire n'a pas voulu laisser en friche d'aussi vastes terrains. A l'est, les paysans sèment et récoltent sur ces champs élyséens ; à l'ouest, les militaires ont installé alentour leurs cantonnements.

Leur éloignement relatif de la capitale, la difficulté des transports, ont préservé les tombeaux



Itinéraire

LES tombeaux Qing de l'est sont situés dans le district Zunhua de la province du Hebei à 125 kilomètres à l'est de Pékin. Des autocars spéciaux partent de la gare routière de Qianlong tous les mardis, jeudis, dimanches. L'aller-retour coûte 15 yuans (1). Sur place, on trouve buvettes et gargotes.

Les tombeaux Qing de l'ouest se trouvent dans le district Yi de la province du Hebei, à 135 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Ils ne sont pas desservis par des autocars au départ de Pékin. La location d'une voiture pour la

journée revient à 250 yuans. Chaque excursion prend la journée, et l'on prévoit de partir tôt le matin car les routes sont encombrées. La vente des tickets d'entrée pour les tombeaux excavés (Qianlong, Cixi, Guangxu) s'arrête à 15 h 30.

A Shenyang, capitale de la province du Liaoning, cœur de la Mandchourie, on peut visiter les tombes des deux premiers empereurs Qing, morts avant que la dynastie ne se rende maîtresse de la Chine entière.

(1) 1 yuan = 1,60 F.

fuit ses mânes

Qing des hordes se déplaçant au sifflet pour la pause-photo obligatoire avant de remonter dans l'autocar.

Le site de l'est est l'un des plus impressionnants que l'on puisse visiter en Chine. Ici, mieux que dans la vallée des tombeaux Ming, le visiteur saisit l'agencement symbolique de l'espace et l'ordonnance magique qui traduisent la conception qu'avaient les Chinois des rapports de l'homme avec la nature et du souverain avec ses sujets.

Aux côtés de Sunzhi reposent Kangxi, le contemporain de Louis XIV, qui régna soixante et un ans ; Qianlong, qui abdiqua au bout de soixante années de règne pour ne pas offenser la mémoire de son grand-père ; Xianfeng, le bon à rien qui fit de Cixi sa concubine ; Tongzhi, le fils de Cixi et du précédent, mort de la vérole à dix-neuf ans. C'est là, également, que repose la terrible doulosière qui s'obstina à préserver la Chine du monde moderne et qui osa couvrir son tombeau de tuiles vernissées jaunes, normalement réservées aux empereurs.

En 1928, un seigneur de la guerre affilié au Guomindang, Sun Tianying, fit ouvrir par ses soldats les tombeaux de Qianlong et Cixi et pilla les fabuleux bijoux d'or, de jade et les vaisselles précieuses. Pu Yi raconte dans son autobiographie comment cette profanation fut décisive dans son choix du camp japonais.

Une petite exposition regroupe aujourd'hui dans une des salles du

tombeau les objets désignés par les pillards : un suaire tissé de fils d'or, mais aussi les gâchettes que Cixi tint à emporter dans la tombe comme des cigarettes des marques Muratti et Caméo qu'elle faisait importer de Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

L'hypogée de Qianlong, aux parois de marbre blanc ornées de bas-reliefs de bouddhas, de bodhisattvas, de gardiens célestes, et gravées de trente mille signes de sutras et incantations en sanskrit et en tibétain est des plus remarquables.

A l'ouest reposent quatre empereurs Qing. Parmi eux, le malheureux Guangxu, que Cixi séquestra et que, douze heures avant sa propre mort, elle fit probablement empoisonner pour s'assurer qu'après son départ la Chine ne risquerait pas de s'engager dans la voie de réformes qu'elle honnissait. En désignant, sur son lit de mort un enfant de deux ans, Pu Yi, pour monter sur le trône, elle pensait choisir le moindre risque.

Les tombeaux Qing, préservés des destructions les plus systématiques comme des constructions disparates qui ont bouleversé l'ordonnance de la plupart des hauts lieux de la culture chinoise, résistent des surprises. Qui nous dira, par exemple, par qui fut coupée la natte des mandarins de pierre de la voie sacrée ?

ISABELLE LANDRY.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
INTERNATIONAL

AFRIQUE FRANCOPHONE CHEF DE DÉPARTEMENT ENTREPRISE D'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

Pour cette position, nous recherchons un ingénieur d'une grande école à dominante technique de l'énergie et avec une expérience confirmée de l'exploitation et de la maintenance des réseaux de transport à haute et très haute tension.

A cette position clé sont rattachés les domaines d'intervention suivants :

● Responsabilité technique de l'ensemble des lignes, postes et protections pour le trafic des télécommunications et le transport de l'énergie vers les centres de distribution ;

● Planification et élaboration des mesures appropriées en ce qui concerne l'exploitation, la maintenance et la sécurité des installations ;

● Garantie d'un haut niveau de la qualité des services vis-à-vis des clients ;

● Direction et coordination du personnel d'exploitation, définition des besoins de personnel à venir.

Notre candidat idéal est âgé d'au moins 35 ans et dispose d'une connaissance fondée des différentes fonctions de l'entreprise ainsi que de qualités éprouvées d'initiative et d'organisation. Il doit, bien sûr, être prêt à séjourner plusieurs années à l'étranger et une première approche du contexte international serait un plus.

En plus d'un revenu en relation avec les hautes exigences, nous offrons une voiture de service, la prise en charge des frais d'émigration pour la famille et les frais de vacances régulières au pays d'origine.

Adresser, s'il vous plaît, votre dossier de candidature complet avec C.V., photo d'identité et assai manuscrit sous la réf. DUTRA à

icm INFRA-CONSULT-MÜNCHEN GMBH
ELSENHEIMER STRASSE 37 8000 MÜNCHEN 11 F.R.G.
TEL. 89 / 579 33 02

Bureau d'ingénieurs-consultants allemand recherche
pour des projets d'électrification dans les pays du tiers-monde des

INGÉNIEURS EN PLANIFICATION ÉLECTROTECHNIQUE

(études techniques pour la création de réseaux d'électricité, de lignes de transmission et la construction de centrales hydro-électriques et thermiques).

DEMANDONS ● Expérience internationale et connaissances linguistiques (le français, l'anglais et/ou l'allemand).
● Facilité d'adaptation et sens des relations avec nos partenaires étrangers.

OFFRONS ● Postes de responsabilité et large autonomie opérationnelle ainsi que la chance de participer massivement au succès de notre entreprise.
● Détachement soit dans nos bureaux munichois, soit en outre-mer.

Adresser, s'il vous plaît, votre dossier de candidature complet avec C.V., photo d'identité et assai manuscrit sous la réf. INGLA à

icm INFRA-CONSULT-MÜNCHEN GMBH
ELSENHEIMER STRASSE 37 8000 MÜNCHEN 11 F.R.G.
TEL. 89 / 579 33 02

SALES EXECUTIVE MANAGING DIRECTOR LEVEL

One of the world's largest and most successful management consultancy companies requires an additional sales executive in France.

The individual we are seeking must be a highly experienced business professional possessing the ability to relate to CBO's in all aspects - particularly in the realms of productivity and profit improvement.

It is essential that the individual can "close" at the highest level since the individual will market our unique services directly to CBO's of medium and large size organisations.

Because of our high demands the compensation package is also very high.

Successful individuals will earn in excess of 500,000 FR. P.A.

Additional European languages will enhance an individual's prospects for success.

Send your application and complete C.V. with salary history to Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels, under reference 59.

MANAGEMENT CONSULTANCY

Le Monde
CADRES

La Centre d'Informations
Francophones recherche
pour ses agences de Paris
et région parisienne des
CONSEILLERS
COMMERCIAUX (H./F.)
- Contact à haut niveau.
- Formation assurée.
- Rémunération attractive.
Tél. : 46-53-20-00, p. 112.

**propositions
diverses**
GROS PROBLÈMES
CONCURRENCE, CONTRATS
FUTURS, DIVERS
APPELÉ LA SOLUTION
36-63-62-08.
ANGLAIS/FRANÇAIS
cours + labo
soutien scolaire 64 98
mini-yr. 63 71/4. 64/65.
UNILANGUES 42-98-04-02.

Traduct privé enseignement
supérieur recherche
ENSEIGNANTS VACANTIAIRES
QUALIFIES
Droit, sciences économiques,
math, stat.
43-54-82-47 de 17 à 19 h.

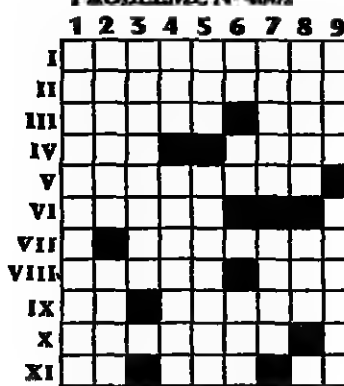
**DEMANDES
D'EMPLOIS**
Jeune femme 22 ans
cherche emploi.
Etud. toutes propositions.
Tél. : 42-74-57-75.

INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
dirigeant 50-51 ans. Rbr.
bon négoc., angl. courant.
Rég. 144, 13270 Fos-sur-
Mer, 43-06-16-25 le soir.
(Arabie saoudite).

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4801



HORIZONTALEMENT

I. Quand on les serre, on la forme.
- II. Altération d'une peinture.
- III. Barbe de petite taille. Voiture à cheval.
- IV. Étendue sur le sol. Perd quand on fait face.
- V. Peut orner le début du chapitre.
- VI. Port de la Rome antique.
- VII. Mettre au dépôt.
- VIII. De bonnes prises. Convient.
- IX. Sorti. Travaux qui exigent des forces.
- X. Certaines sont attribuées à Paul, à Pierre ou à Jacques.
- XI. Orientation. On reste blanc quand il est pourri. Démonstratif.

VERTICALEMENT

I. Des malades qui ont l'impression d'être devenus des légumes.
- 2. Capables de mordre. Peut se faire traiter de punaise.
- 3. Peut venir s'être mis avec les fillettes.
- 4. Dame pour un travailleur. Utilise quand il faut vider les lieux.
- 5. Coque à l'étranger. Se contente parfois de boudin.
- 6. Pronom.
- 7. N'est pas un nombre rond. Pas vilaine.
- 8. Lit dans la nature. Parfois clos en Bretagne.
- 9. Où il n'y a pas de différence. Temps variable.
- 10. Sur le golfe du Morbihan. Parfois appelée papillon.

Solution du problème n° 4800

Horizontalement

I. Pomologie. - II. Économies.
- III. Lettre. - IV. Las. Elles.
- V. Ir. Oter. - VI. Baïte.
- VII. Ur. Réine. - VIII. Laine. Enée. - IX. Éloge. Sas.
- X. Salago. - XI. Sonorité.

Verticalement

1. Pellicules. - 2. Océan. Râles.
- 3. Mots. Môle. - 4. Ont. Ouragan.
- 5. Loreto. Ego. - 6. Omelette. Er. - 7. G.I. Freina. - 8. Udié. Néant. - 9. Sa. Salées.

GUY BROUTY.

Les publications de la Documentation française RAPPORTS OFFICIELS

- Éducation-économie : quels systèmes éducatifs pour la société au 21^{ème} siècle ? Par le haut comité éducation-économie. Les grands traits du système éducatif en l'an 2000 dans l'enseignement secondaire et supérieur particulièrement (132 pages, 75 francs).

- Analyse comparée de l'évolution des services dans les grandes nations occidentales. Par Ernest Gibert (164 pages, 85 francs).

- Les Personnes âgées dépendantes. Par Théo Braun et Michel Stourm (184 pages, 70 francs).

AUTRES OUVRAGES

- Rapport de la Cour de cassation 1987. Bilan annuel d'activité (études juridiques, grandes décisions) (304 pages, 90 francs).

- L'Accès aux documents administratifs. Cinquième rapport d'activité de la commission d'accès aux documents administratifs. Thèmes privilégiés : environnement, urbanisme et logement (106 pages, 60 francs).

- Commission nationale de l'informatique et des libertés. Huitième rapport d'activité (396 pages, 120 francs).

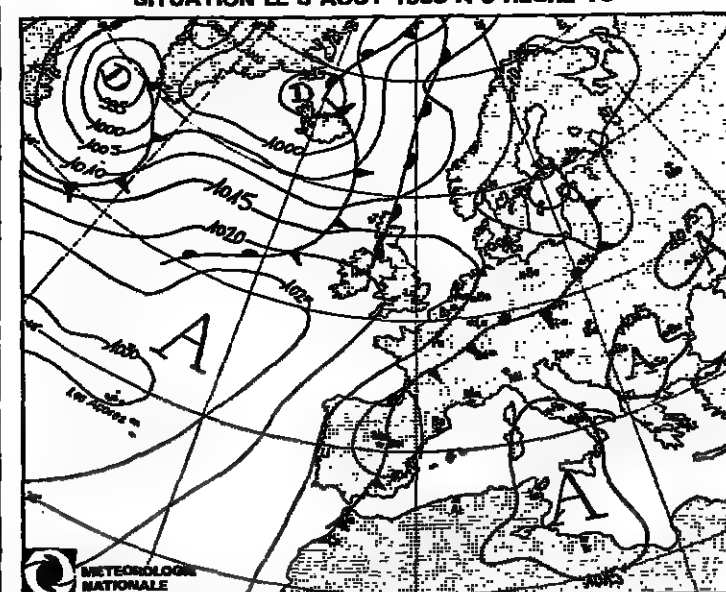
- La Politique culturelle de la France. Première expérience d'évaluation de la politique culturelle d'un pays européen dans le cadre du Conseil de l'Europe (396 pages, 95 francs).

- Racines (3^e édition). Ministère de l'Industrie. Méthode pour l'élaboration des schémas directeurs de l'informatique dans les grands organismes publics (Tome 1, Manuel des dirigeants, 216 pages, 95 francs ; tome 2, Manuel de réalisation, 348 pages, 130 francs).

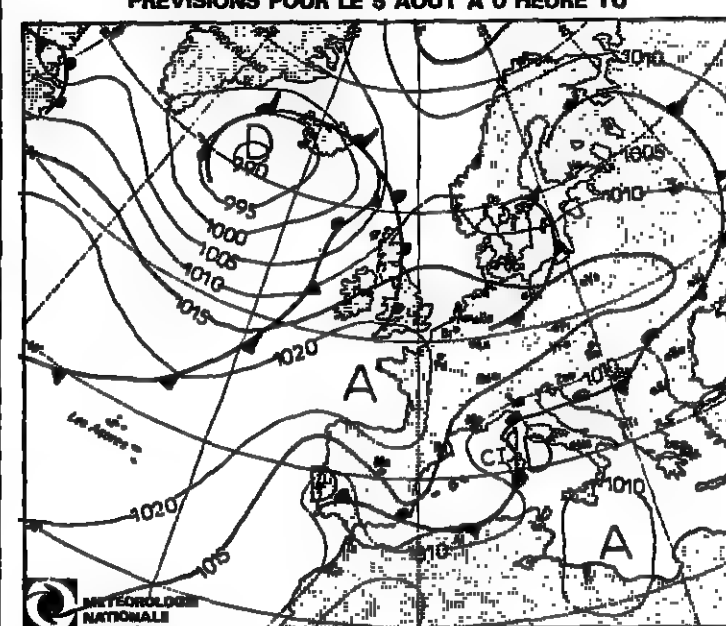
● Chasse. - Le conseil d'administration de l'Union nationale des fédérations départementales des chasseurs s'est réuni le 27 juillet à Paris pour élire son nouveau président, qui succédera à M. Harnelin. Le bureau est désormais composé de la façon suivante : Président : M. Pierre Daillart (Seine-et-Marne) ; Premier vice-président : M. Henri Sallenave (Landes) ; Vice-présidents : M. Dominique Mezzadri (Haute-Corse) ; M. Raymond Tricard (Haute-Vienne) ; M. Jean-Joseph de Valcourt (Haute-Saône) ; Secrétaire : M. Louis Marquet (Aube) ; M. Albert Herrero (Bouches-du-Rhône) ; Trésoriers : M. Alain Vivier (Seine-et-Marne) et M. Gaston Tesson (Vendée).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 AOÛT 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 AOÛT À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 3 août à 0 heure et le jeudi 4 août à 24 heures.

L'anticyclone des Açores gagne du terrain après l'évacuation des pluies orageuses vers la Corse et l'Italie, les hautes pressions se rétablissent sur une grande partie de la France. Seuls quelques passages nuageux inquiéteront les régions les plus septentrionales situées en bordure du continent perturbé britannique.

Jour : fraîcheur et soleil.

Le matin, un temps frais et ensoleillé mais parfois brumeux régnera sur la plupart des régions.

Du nord de la Bretagne à la Péninsule et au Pas-de-Calais, les nuages seront sans doute nombreux en début de journée.

Sur Rhône-Alpes, la Provence-Côte d'Azur et la Corse, des nuages menaçants occasionneront encore des pluies orageuses parfois assez fortes.

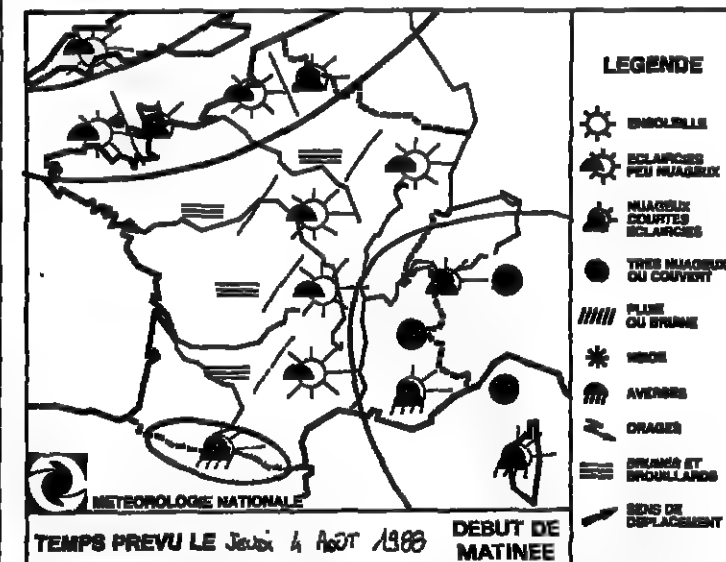
Des nuages resteront également accrochés aux sommets pyrénéens.

Dans l'après-midi, de belles éclaircies se développeront près de la Manche, dans le Nord et sur le Sud-Est. Seule la Corse et les Pyrénées garderont un temps nuageux et instable, des averses seront encore à craindre. Partout ailleurs, la journée s'annonce bien ensoleillée malgré quelques nuages sans conséquence de l'Île-de-France à l'Alsace.

Le vent de nord sera généralement soutenu, surtout près de la Méditerranée, où mistral et tramontane forts s'établiront.

Les températures minimales seront comprises entre 8 et 12 degrés sur la moitié nord du pays ; entre 16 et 18 degrés dans le Sud-Ouest ; entre 17 et 22 degrés dans le Sud-Est.

Les températures maximales avoisneront 22 à 25 degrés sur la moitié sud, 26 à 28 degrés près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 2-08-1988 à 6 heures TU et le 3-08-1988 à 6 heures TU

FRANCE				TOURS				22	12	C	LOS ANGELES	21	19	D
ALGER	31 <td>20<td>D</td><td>O</td><td>TOULOUSE</td><td>27<td>13<td>O</td><td>O</td><td>O</td><td>LUXEMBOURG</td><td>20</td><td>11</td><th>C</th></td></td></td>	20 <td>D</td> <td>O</td> <td>TOULOUSE</td> <td>27<td>13<td>O</td><td>O</td><td>O</td><td>LUXEMBOURG</td><td>20</td><td>11</td><th>C</th></td></td>	D	O	TOULOUSE	27 <td>13<td>O</td><td>O</td><td>O</td><td>LUXEMBOURG</td><td>20</td><td>11</td><th>C</th></td>	13 <td>O</td> <td>O</td> <td>O</td> <td>LUXEMBOURG</td> <td>20</td> <td>11</td> <th>C</th>	O	O	O	LUXEMBOURG	20	11	C
BARCELONE	24	17	O	O	TOULON-ANTHE	23 <td>13<td>A</td><td>A</td><td>A</td><td>MADRID</td><td>40</td><td>18</td><th>D</th></td>	13 <td>A</td> <td>A</td> <td>A</td> <td>MADRID</td> <td>40</td> <td>18</td> <th>D</th>	A	A	A	MADRID	40	18	D
BONNE	25	17	O	O	ETRANGER									
BRESCIA	23	14	B	D	ALGER	45	31	D	D	D	MARRAKECH	43	26	D
CAEN	20	11	D	B	AMSTERDAM	20	8	D	D	D	MEXICO	21	13	B
CHERBOURG	18	8	B	D	BRESCIA	24	22	N	N	N	MILAN	32	20	N
CLEMONTE-FERR	31	17	A	D	BANGKOK	30	26	C	C	C	MONTREAL	32	19	O
COCOT	28	15	P	P	BARCELONE	31	22	N	D	D	MOSCOW	23	12	N
CREMONA-S-448	29	19	P	P	ISLAIRADE	32	16	N	D	D	NAGASAKI	25	16	C
ELLE	19	9	B	B	ISLHLM	31	11	N	N	N	NEW-YORK	32	23	D
LYONS	25	15	P	P	LE CAIRE	35	25	C	C	C	OSLO	18	8	C
LYON	31	19	C	C	COPENHAGEN	19	9	D	D	D	PALMA-DE-MAJOR	38	21	D
MARSEILLE	32	21	N	N	DAKAR	31	23	P	P	P	PEKIN	27	25	D
NANCY	25	14	P	P	DELHI	30	25	D	D	D	RIO-DE-JANEIRO	26	19	D
NANTES	22	13	N	N	GUINIA	32	24	C	C	C	ROME	31	19	D
NICE	28	22	N	N	GENEVE	26	17	A	A	A	SINGAPOUR	30	23	C
PARIS-MONTS	21	12	D	D	HONGKONG	31	26	C	C	C	STOCKHOLM	18	11	P
PAU	27	17	C	C	ISTANBUL	30	22	D	D	D	STRENET	21	09	C
PERPIGNAN	27	20	D	D	JACKALMA	27	17	C	C	C	TOKYO	26	23	A
RENNES	20	11	D	D	LE CAIRE	27	19	C	C	C	TUNIS	35	22	D
STRASBOURG	33	18	A	A	LE CAIRE	27	19	C	C	C	VARSOVIE	26	13	P
STRASBOURG	29	17	P	P	LYONS	20	9	B	B	B	VIENNE	30	21	B
											VIENNE	31	20	A

A = averse, B = bruine, C = ciel couvert, D = ciel dégagé, N = nuageux, O = orage, P = pluie, T = tempête, * = neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Economie

SOMMAIRE

■ Le commerce mondial des marchandises pourrait augmenter en 1988 tout autant que l'an passé (5 %), indique le GATT dans son rapport annuel (lire ci-dessous).

■ Portée par sa production industrielle, l'Allemagne de

l'Ouest espère réaliser cette année 3 % de croissance (lire ci-dessous).

■ L'UNEDIC confirme qu'il y a eu amélioration de l'emploi en 1987 (lire page 19).

■ Lancée par la Confédération générale des SCOP, la for-

mule « Campus coopérative » en est encore à ses premiers balbutiements (lire page 19).

■ Divorce à la filiale publicitaire d'Havas avec la démission de Claude Douce (lire page 19).

Selon le rapport annuel du GATT

Le volume du commerce mondial devrait encore augmenter de 5 % cette année

Comme en 1987, le commerce mondial des marchandises devrait à nouveau progresser de 5 % en volume en 1988, d'après le rapport annuel du GATT sur le commerce mondial. (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), rendu public le 3 août à Genève. L'organisation internationale souligne le dynamisme des pays asiatiques et s'intéresse plus particulièrement aux « tendances du commerce des produits agricoles ».

« Pour l'heure, ce sont les événements positifs qui l'emportent dans la situation économique mondiale. Le rapport annuel du GATT sur le commerce mondial en 1987-1988 est résolument optimiste pour l'année à venir. Le bilan de 1987 qu'il présente ne manque pas de mettre en évidence une série d'évolutions favorables.

Tout d'abord, les échanges internationaux ont repris en 1987 un rythme de croissance soutenu. En valeur, le commerce mondial a augmenté l'an dernier de 16,5 %; les exportations mondiales ont ainsi atteint le niveau record de 2 475 milliards de dollars. Les experts du GATT expliquent cette

progression par la combinaison de quatre facteurs : la hausse des prix en dollars du pétrole et de plusieurs produits primaires non pétroliers, les effets de l'appréciation continue de plusieurs grandes monnaies par rapport au dollar, les effets de l'inflation et enfin la croissance en volume des échanges.

En volume, en effet, les échanges de marchandises ont à nouveau for-

à moyen terme, l'Asie se distingue comme étant la région exportatrice la plus dynamique de l'économie mondiale. En 1987, révèle le GATT, la valeur en dollars de ses exportations de marchandises a dépassé de plus de 70 % son niveau de 1980 (contre un peu moins de 25 % pour la moyenne mondiale). Les quatre pays cités précédemment ont assuré ensemble en 1987 9 % des exporta-

1987, et pour la première fois depuis 1950, on a enregistré une baisse de la production agricole mondiale (-3 %). Malgré cela, les échanges mondiaux de produits agricoles ont repris leur progression (+4,5 % après une baisse de 1 % en 1986).

Le rapport évoque à ce sujet les différents facteurs contribuant au développement du commerce mondial des produits agricoles, comme « la diminution du coût des communications et des transports internationaux, l'amélioration des techniques de transformation et de stockage et le démantèlement des obstacles aux échanges dans certains secteurs ». Il insiste sur l'incidence des politiques agricoles. « Pour divers produits, les incitations à la production créées par un relèvement des obstacles au commerce et par les subventions à la production ont été telles qu'elles ont transformé des importateurs nets en exportateurs nets. » Les experts du GATT citent : « l'exemple des États-Unis, de la Chine et de la Communauté européenne pour des produits tels que le sucre raffiné, le coton, le blé, le fromage, le beurre, etc. ».

Malgré une amélioration de la situation que symbolise le relèvement actuel des prix mondiaux des produits agricoles, le GATT estime, en conclusion, « urgente la nécessité de modifier, comme cela aurait dû être fait depuis longtemps, les politiques relatives au commerce des produits agricoles ».

E. I.

La France est toujours le quatrième exportateur mondial

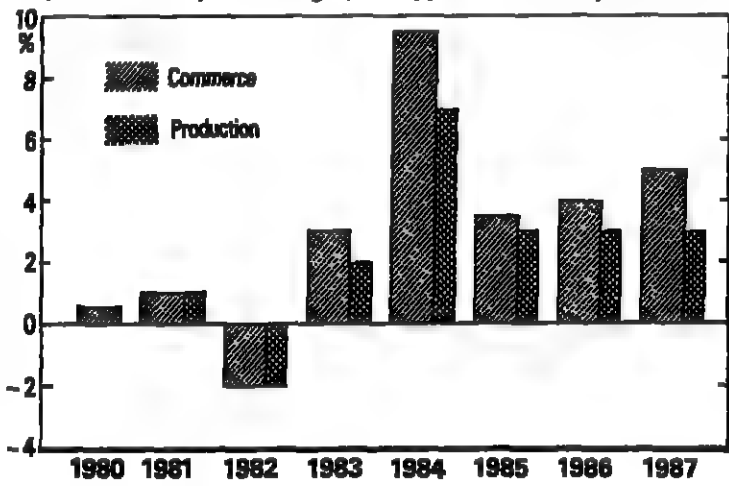
Comme en 1986, la France était en 1987 le quatrième exportateur mondial de marchandises, avec des ventes à l'étranger qui s'élevaient à 148 milliards de dollars (832 milliards de francs), soit 9 % des exportations mondiales. Elle se situe loin derrière la RFA (294 milliards de dollars, 1 852 milliards de francs), les États-Unis (253 milliards de dollars, 1 694 milliards de francs) et le Japon (231 milliards de dollars, 1 435 milliards de francs).

Les exportations françaises ayant cru de 3,5 % alors que le commerce mondial augmentait de 5 %, le part de la France dans les échanges internationaux a à nouveau diminué l'an dernier.

Avec des achats à l'étranger qui atteignent 158 milliards de dollars (995 milliards de francs), soit 2 % des importations mondiales, la France est également restée en 1987 le troisième importateur mondial, derrière les États-Unis (424 milliards de dollars, 2 671 milliards de francs) et la RFA (228 milliards, 1 436 milliards de francs), mais devant le Royaume-Uni (154 milliards de dollars, 970 milliards de francs) et le Japon (151 milliards de dollars, 951 milliards de francs).

VOLUME DU COMMERCE ET DE LA PRODUCTION DE MARCHANDISES POUR L'ENSEMBLE DU MONDE (1980-1987)

(Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)



Source : GATT

tement progressé l'an dernier (+5 % contre +4 % en 1986) (voir le graphique). Géographiquement, ce sont les pays asiatiques qui ont le plus contribué à ce dynamisme des échanges mondiaux. Par produits, ce sont les biens manufacturés qui ont joué un rôle moteur.

Dynamisme asiatique

Les pays d'Asie, qui représentent en 1987 22,6 % du commerce mondial, ont à nouveau enregistré une forte croissance de leurs échanges extérieurs, notamment les fameux « dragons » : Hongkong, Singapour, Taïwan et la Corée du Sud. Ces quatre pays « ont poursuivi l'expansion de leurs échanges à des taux particulièrement élevés », note le rapport. Après avoir cru de 14,5 % en 1986, les exportations de Hongkong ont augmenté en 1987 de 32 % en volume; celles de la Corée du Sud ont progressé d'une progression de 12 % en 1986 à un saut de 24 % en 1987; celles de Singapour ont cru de 19 % en 1987, après avoir progressé de 13,5 % l'année précédente. Seul Taïwan enregistre un ralentissement : le rythme de croissance passe de 25,5 % à 14,5 %. Comme le souligne à plusieurs reprises les experts du GATT, « les exportateurs dynamiques sont aussi des importateurs dynamiques ». C'est le cas des quatre dragons. « Dans une perspective

tions mondiales et absorbé 6 % des importations mondiales de produits manufacturés. L'organisation internationale du commerce se réjouit ensuite de ce que les « quinze pays lourdement endettés » aient participé à ce développement des échanges internationaux. Leurs exportations ont augmenté de 10 % (après une chute de 15 % en 1986) en valeur, leurs importations de 7 % (après une baisse de 1 % en 1986). Cette évolution a permis à plusieurs d'entre eux un réajustement de leur situation extérieure.

Le développement du commerce mondial a surtout été favorisé en 1987 par les échanges de produits manufacturés — qui représentent désormais les deux tiers du commerce mondial. La production de ces biens a cru de 4,5 % l'an dernier, leurs échanges sur le marché mondial ont augmenté en volume de 5,5 % (après une progression de 4 % seulement en 1986). En revanche, le commerce des produits des industries extractives (combustibles et minéraux), qui avait connu un boom en 1986 (avec un volume en hausse de 7,5 %), s'est assagi, son volume ne progressant que de 1 % en 1987.

Progression des échanges agricoles

La seconde partie du rapport du GATT est consacrée au commerce mondial des produits agricoles. En

Moscou élargit l'utilisation des cartes de crédit

Les cartes de crédit passent à l'Est. Des accords ont été signés à Moscou le samedi 30 juillet entre deux grandes banques soviétiques et des associations de cartes bancaires. Le premier accord concerne la Banque des affaires économiques étrangères de l'URSS (Uneshcombank). Elle a, d'une part, obtenu un visa d'exploitation Eurocard-Mastercard et, d'autre part, passé un accord avec Eurochips.

Le second contrat intéresse la banque Sberbank et concerne l'introduction en vue du paiement électronique par carte. Enfin, la carte Visa a été distribuée aux athlètes soviétiques qui vont participer aux Jeux olympiques de Séoul.

Les cartes de crédit existent depuis de nombreuses années en URSS, mais elles étaient jusqu'à maintenant uniquement utilisées, par les Soviétiques qui en possédaient, pour des retraits. Ces accords permettront leur utilisation pour des paiements électroniques.

BILLET

Dix-huitième semaine de grève à Air Inter

Les apprentis sorciers

L'intersyndicale des pilotes et mécaniciens d'Air Inter a déposé un préavis de grève, du lundi 8 au vendredi 12 août inclus. Pour la dix-huitième semaine depuis le début de l'année, certains navigants techniques refuseront de prendre leur service avant 8 heures du matin, provoquant des retards tout au long de la matinée. Ce mouvement, qui exaspère les usagers et coûte 10 millions de francs par semaine à la compagnie, est destiné à obtenir une période d'essai de pilotage en équipage à trois de l'Airbus A-320, conçu pour être conduit par deux pilotes et sans mécanicien.

M. Michel Delabarre, ministre des transports, cherche à mettre fin à ce conflit et s'appuie sur M. Jean Peyrelevade, nouveau président de l'UAP et ancien de l'aviation civile, pour essayer de trouver un terrain d'entente entre M. Pierre Eslen, président d'Air Inter, et les navigants. Selon toute vraisemblance, M. Peyrelevade se heurtera aux mêmes difficultés que M. Claude Abraham, président de la CGM, que le dernier gouvernement Chirac avait chargé de la même mission : le président d'Air Inter — membre du Parti socialiste de longue date — ne veut pas entendre parler d'un troisième homme dans le cockpit de l'Airbus A-320 et préférerait démissionner plutôt que d'élire une nouvelle, d'autant plus injustifiable techniquement et économiquement que les 610 appareils de ce type commandés dans le monde l'ont tous été pour un équipage de deux pilotes. De leur côté, les syndicats de navigants ont fait une véritable fixation contre leur président dont ils ont longtemps espéré que le gouvernement Chirac les débarrasserait.

M. Eslen ne se bat pas seul. Il a derrière lui ses pairs des compagnies Air France et UTA, mais aussi l'Aérospatiale, l'allemand MBB, British Aerospace et l'espagnol Cess qui construisent l'Airbus A-320. Ces sociétés et leurs gouver-

nements respectifs n'ont aucune envie qu'Air Inter laisse entendre au monde entier que cet avion — le plus informatisé du monde — n'est pas fiable puisque trois hommes sont nécessaires pour le piloter alors que les vieux DC 9 volent depuis vingt ans avec deux navigants seulement.

L'A-320 ne semble pas devoir être jamais piloté selon les vœux syndicaux, mais les apprentis sorciers d'Air Inter, par leur entêtement, rendent encore plus urgente la réorganisation du transport aérien français. Le Tout-aérien bruisse des hypothèses élaborées pour en finir une fois pour toutes. Pourquoi ne pas sauver la face des syndicats en obtenant le départ de M. Eslen... pour la présidence d'Air France ? Cela supposerait que M. Jacques Friedmann, l'actuel président proche de Chirac, soit démis de ses fonctions. Mais cela ferait crier à la « chasse aux sorciers » dans les rangs de l'opposition et compliquerait le recrutement de M. Philippe Essig, éphémère secrétaire d'État au logement et dont on parle... pour Air France. Sans compter que les discussions entre la compagnie nationale et la compagnie privée UTA pourraient aboutir dans un délai rapide à une tutelle intégrale d'Air Inter par Air France, UTA octroyant à celle-ci ses actions dans la compagnie intérieure en échange de la liberté de créer des vols pour le monde entier.

Dans tous les cas de figures, la question de la composition de l'équipage sera noyée dans une restructuration vécue dans la perspective du grand marché européen de 1993. Les grévistes auront surtout gagné la franchise hostile de l'opinion publique à l'égard de la corporation des pilotes alors que ceux-ci auraient plutôt besoin de la compréhension des usagers pour défendre leurs salaires et leurs conditions de travail à l'aube de la désintégration européenne.

ALAIN FAUJAS.

Se fondant sur la reprise de la production industrielle

La RFA table sur une croissance de 3 % en 1988

Malgré le renchérissement outre-Rhin du coût de l'argent, le gouvernement ouest-allemand révisé en hausse ses prévisions de croissance. Celle-ci pourrait atteindre 3 % cette année.

Malgré un rythme annuel de hausse des prix de 1 % en juillet, la Bundesbank, la banque centrale ouest-allemande, est toujours inquiète d'un risque de reprise de l'inflation. Selon les autorités monétaires de Francfort, celle-ci pourrait être favorisée par un mark faible et une expansion monétaire excessive. Pour renforcer la devise nationale et freiner le développement des agrégats monétaires, mais également pour ralentir la fuite actuelle des capitaux, la Bundesbank procède depuis plusieurs semaines à une augmentation de ses taux d'intervention sur les marchés de l'argent.

Après avoir porté, la semaine dernière, le « lombard » de 4,5 % à 5 % et le taux d'escompte de 2,5 % à 3 %, l'Institut d'émission allemand a procédé, mardi 2 août, à un nouveau relèvement de 0,25 % — le quatrième en sept semaines — de son taux de prise en pension d'effets commerciaux. Ce taux — le principal taux auquel se refinancent les banques en RFA — a ainsi été porté de 4 % à 4,25 %.

Le renchérissement du coût de l'argent outre-Rhin ne devrait pas freiner l'activité. Mardi, le gouvernement ouest-allemand a révisé en hausse ses prévisions de croissance pour 1988. M. Martin Bangemann, le ministre de l'économie a déclaré : « Nous sommes maintenant en mesure, tout en restant prudents, de table sur une croissance du produit national brut de 2,5 % à 3 % cette année ». Il se fonde notamment sur la nette progression de la production industrielle ouest-allemande en juin. Celle-ci a cru de 1,8 % en données corrigées des variations saisonnières, après une hausse de 0,3 %, déjà en mai, après les chiffrés communaux.

« Les prix restent stables, les attentes des entreprises sont favorables et le nombre des personnes ayant un emploi a encore augmenté en juin », a commenté M. Bangemann, qui a ajouté : « Tous les indices plaident pour une croissance sans tension de l'économie ouest-allemande ». En 1987, la croissance allemande avait été de 1,7 %. Au début de cette année, le gouvernement de Bonn avait retenu pour 1988 une prévision de croissance de 1,5 % à 2 %. Une première révision à la hausse, portant l'objectif à 2,5 %, avait été annoncée par Helmut Kohl en mai dernier.

Forte augmentation de l'activité américaine en juin

Les statistiques rendues publiques, mardi 2 août, à Washington, confirment la vigueur de l'activité outre-Atlantique et continuent à alimenter les craintes d'une surchauffe de l'économie américaine avec le risque d'un regain d'inflation.

Ainsi, l'indice composite des principaux indicateurs économiques américains, principal baromètre de l'activité économique à court terme, a progressé en juin dernier de 1,4 %, la plus forte augmentation depuis dix-huit mois. Il est vrai qu'il avait été en baisse (de 0,8 % d'après les chiffres révisés) en mai. Sept des neuf indicateurs composant cet indice ont connu une évolution positive. La hausse sensible des cours à Wall Street, en particulier (+5,7 % pèse sur l'indice Standard and Poor's), a pesé favorablement sur l'indice composite. Les autres facteurs dont l'influence a été positive sont la baisse des demandes d'allocations chômage, un ralentissement des délais de livraison, une augmentation des commandes de biens

d'équipement, des permis de construire et de la masse monétaire, ainsi qu'une modification des prix des matières premières. Seul indicateur en baisse : les commandes de biens de consommation, qui ont reculé en juin.

Par ailleurs, le département du commerce a indiqué une forte hausse (de 8,4 %) en juin des ventes de logements neufs. Il s'agit de la plus importante progression mensuelle depuis février dernier, largement supérieure aux anticipations des économistes.

Dernier signe du dynamisme actuel de l'activité outre-Atlantique, les commandes industrielles ont augmenté en juin de 5,5 %, la plus forte hausse mensuelle depuis décembre 1970, il y a dix-sept ans. Cette progression s'explique par une augmentation exceptionnelle de 35,9 % des commandes dans le secteur du matériel de transport et par l'envoie des achats d'avions civils et militaires, ainsi que d'autres matériels militaires. Globalement, les commandes industrielles ont atteint en juin le montant de 229,84 milliards de dollars.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Weiss
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet
Correspondant en chef :
Claude Sales

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Microfilm et index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-99-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 354 F 399 F 504 F 687 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois 954 F 1 080 F 1 484 F 1 952 F

1 an 1 280 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVER CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs
à formuler : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Économie

SOCIAL

Une expérience de liaison entre des créateurs d'entreprise et l'Université Les tâtonnements de Campus coopérative

Décidée à rajouter son image, la Confédération générale des SCOP (sociétés coopératives ouvrières de production) a lancé l'idée de Campus coopérative. Une formule de création d'entreprises qui doit maintenant faire ses preuves.

Séduisante, l'idée de Campus coopérative a été modifiée sous le poids des faits et s'aligne de ses principes d'origine. « Nous pensions que nos créateurs d'entreprises pouvaient aborder tous les secteurs. Nous nous sommes aperçus que leur création correspondait à celui des services rendus aux entreprises, plus commodes à mettre en œuvre que les activités dirigées vers le grand public », reconnaît M. Roger Tarente, directeur du programme lancé à l'automne 1986 par la Confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production.

« Nous avons dû élargir notre recherche de candidats jusqu'à la tranche des trente-deux ans. Pour des raisons d'expérience et de qualification, notre cible initiale des moins de vingt-six ans était trop étroite, mais elle demeurera prioritaire, admet M. Michel Porta, délégué général et initiateur du projet. Entre l'Université, qui devait les former et leur délivrer un DUT, et nous, qui souhaitions les porter jusqu'au décollage de leur entreprise, il y a eu confusion d'objectifs. C'est difficile de courir deux lièvres à la fois... »

Quoi qu'il en soit, les résultats obtenus sont modestes. Sur la promotion de vingt jeunes qui, à l'université de Villeneuve, s'étaient lancés dans l'aventure, seul seulement sont entrés dans la phase finale de la création d'entreprises. Tous les autres ont réussi leur formation et « n'ont pas été laissés sur le carreau », mais la déception est grande. Des cinq projets retenus, il n'en reste que trois, actuellement hébergés dans les locaux de Campus coopérative à Levallois-Perret (1).

« Un reste dans la marge, les deux autres ont atteint l'équilibre », affirme les responsables, à cinq mois de leur sortie de couveuse « avec des fonds propres ».

par la loi de 1901, Campus coopérative propose une procédure nouvelle d'accompagnement de la création d'entreprises en équipes, selon une formule expérimentale qui a été approuvée par les pouvoirs publics et aidée par le Fonds social européen. Autour d'un projet, de compétences complémentaires et d'un même goût, des jeunes sont recrutés pendant deux ans avec un contrat de qualification. Payés au SMIC par l'organisme, ils reçoivent une formation de 2 535 heures dont, dans les cas de la promotion de Villeneuve, axée sur les nouveaux services commerciaux, 1 400 heures en IUT pour l'obtention d'un diplôme.

Dans un premier temps, Campus coopérative sélectionne « des porteurs de projets et des coéquipiers », qui ne se connaissent pas, et qui commencent par se fédérer sur des objectifs. Vient ensuite, pendant presque un semestre, la période de formation intense suivie par une autre phase de quatre mois et demi centrée sur la préparation du lancement de l'entreprise. La seconde année, les activités réelles démarrent sous la forme d'un établissement autonome au sein d'une structure porteuse, Campus coopérative, qui les accueille et assure un suivi de gestion.

« Les immobilisations sont louées par nous ou nous pratiquons des aides à l'investissement », explique M. Porta, dans un esprit proche de celui des pépinières d'entreprises. D'abord filiale interne, la nouvelle prend progressivement son essor et applique la législation fiscale de droit commun avant de couper le cordon ombilical. « Au moment du lâcher définitif, nous pouvons proposer des partenariats, une filiation avec des SCOP existantes ou rechercher toute solution adaptée au cas ».

Praticable en théorie, le schéma a subi des modifications au vu de la première expérience menée, mais demeure tout aussi intéressant. Les trois premières sociétés quitteront le cocon en novembre prochain. A Toulouse, avec les techniques de communication, et à Saint-Étienne, avec le marketing industriel et la conception de produits nouveaux,

deux nouvelles promotions se sont lancées, constituées de vingt équipes. A la rentrée, en liaison avec l'université de Paris-Dauphine, une quatrième vague prendra le départ.

Des formations modulaires

« Avec quatre ou cinq promotions, notre système sera équilibré », prévient M. Roger Tarente, chargé de faire évoluer le dispositif. A l'avenir, il faudra sans doute s'orienter vers des formations modulaires qui ne seraient plus établies en fonction du calendrier universitaire. Les liens avec l'Université devront être différents et l'équipe de Campus coopérative jouera davantage un rôle de formateur, plus adapté aux besoins. « C'est toujours délicat, pour un créateur, de concilier le développement de son entreprise avec le rythme de formation », reconnaît M. Porta. En revanche, les enseignants pourraient fournir une aide plus ciblée, rabattre des porteurs de projets des liaisons pourraient être établies avec des laboratoires de recherche.

Avantage de la formule, la rémunération garantie du futur créateur se transforme parfois en handicap, notamment pour les plus âgés. « En même temps, l'acceptation de son faible niveau confirme, dans certains cas, une volonté », observe M. Michel Porta. Si l'entreprise gagne de l'argent, cela joue aussi le rôle d'épargne forcée et permet d'augmenter la participation au capital.

Suivie avec curiosité, l'initiative de Campus coopérative éveille l'imaginaire des fonctionnaires européens. Y compris dans les tâtonnements actuels, ils voient se préciser une méthode qui pourrait s'appliquer, dans d'autres pays. Le rapport entre l'Université et l'activité économique est toujours à réinventer. Et il est préférable que les créateurs soient formés pour pouvoir réussir.

ALAIN LEBEAUBE.

(1) Campus coopérative, 60, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret.

Une étude de l'UNEDIC confirme l'amélioration de l'emploi en 1987

Au 31 décembre 1987, l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) comptabilisait 12 832 000 salariés du secteur privé cotisant. En un an, il y a eu ainsi 127 600 emplois supplémentaires (+ 1 %). Si l'on exclut les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), l'augmentation des effectifs est de 102 900 personnes (+ 0,8 %), ce qui correspond exactement au chiffre, que vient de publier l'INSEE, de 103 000 emplois supplémentaires hors stages entre mars 1987 et mars 1988 (*Le Monde* du 3 août).

Ce sont les établissements de moins de dix salariés qui ont le plus embauché de personnel : 69 500 personnes en 1987 contre 58 300 en 1986. L'UNEDIC note que ces petites entreprises ont augmenté de 22 365 unités (+ 1,9 %). En revanche, les entreprises de plus de dix salariés n'ont créé que 58 100 emplois. Comme l'année précédente, seules celles de plus de deux cents personnes perdent des emplois : - 95 000 en 1987 contre - 132 400 en 1986.

Les créations nettes d'emplois tertiaires et du bâtiment et travaux publics s'élèvent à 238 000 postes de travail, tandis que les effectifs continuent de baisser dans l'industrie : - 10 % dans la sidérurgie, - 7,3 % dans la construction navale et l'aéro-

nautique, - 8,3 % dans le cuir et la chaussure et - 5,9 % dans le textile-habillement. Dans le tertiaire, le secteur « études, conseil et assistance » assure à lui seul en 1987 91 800 emplois supplémentaires (+ 10,8 %), la moitié de ces créations nettes étant due à la forte reprise d'activité du travail temporaire. L'emploi féminin continue de croître plus vite que l'emploi masculin (+ 1,27 % contre + 0,83 %), mais cette tendance se ralentit. Seules les régions du Nord-Pas-de-Calais, de la Lorraine et de la Franche-Comté ont continué de perdre des emplois en 1987, mais selon un rythme très inférieur aux années passées, soit entre 0,5 % et 1 %.

Commentant le 2 août, les résultats de l'enquête de l'INSEE, M. Pierre Héritier, secrétaire national de la CFDT, estime : « C'est une bonne nouvelle, même si le résultat est insuffisant pour vaincre le chômage (...). Ces nouveaux emplois, en majorité des contrats à durée déterminée et de l'intérim, montrent que les entreprises ont la possibilité d'embaucher : il faut donc consolider ces emplois et rendre ces embauches durables. » Pour M. Héritier, « une politique volontariste de relance sélective, comme le préconise la CFDT, pourrait amplifier ces effets bénéfiques ».

Bull met en place un comité d'information européen pour dialoguer avec les syndicats

Le groupe Bull SA (informatique) va jouer la carte de la concertation avec les syndicats dans l'ensemble de ses filiales européennes. L'initiative d'un tel dialogue, souhaité tant par la direction que par les syndicats, et notamment la CFDT, majoritaire, vient d'être concrétisée par la signature d'un accord au niveau du groupe sur la mise en place d'un comité d'information européen. L'accord a été signé par tous les syndicats, à l'exception de la CGT.

L'objet de ce comité d'information européen (*Le Monde* du 21 juin) n'est pas de négocier, et

encore moins de contracter une quelconque convention transnationale, mais de débattre de la situation économique, financière, sociale, commerciale du groupe. Il sera présidé par le PDG de Bull SA, M. Francis Lorentz, les débats ayant lieu en français et en anglais. Composés essentiellement de syndicalistes - devant lesquels les dirigeants du groupe exposeront leur politique - ce comité comprendra vingt-trois membres : onze représentants pour la France, deux pour l'Allemagne et un pour chacun des autres pays (Pays-Bas, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Grèce, Norvège, Portugal, Suède, Suisse).

Dans toutes les filiales européennes de Bull, les syndicats sont actuellement dans la phase de désignation de leurs représentants. Le problème le plus aigu se pose pour la représentation française, qui se taille la part du lion. Onze syndicalistes doivent siéger au comité mais il y a cinq syndicats. Les résultats des élections professionnelles devraient constituer la principale clef de répartition des sièges. Mais la CGT, qui n'a pas signé l'accord, aura-t-elle le droit d'être représentée ? La direction campe sur ce point sur une totale neutralité : « On ne peut pas se substituer aux représentants des salariés. Si les syndicats décident de donner des sièges à la CGT, malgré sa non-signature, on acceptera. S'ils refusent, on acceptera aussi. » Il semble donc que la CGT a de fortes chances de siéger au comité.

L'accord prévoit que la première réunion aura lieu au troisième trimestre 1988, dans un lieu qui reste à déterminer (Bruxelles ?). Mais la convocation doit être envoyée huit semaines avant la réunion, ce qui rend celle-ci difficilement envisageable avant le quatrième trimestre. Pour l'heure, seules deux réunions sont prévues par l'accord, en 1988 et en 1989. Mais il est très vraisemblable que le comité continuera ensuite à se réunir annuellement. A moins que la mayonnaise se refuse à prendre.

M. N.

67% de non-grévistes aux Houillères de Provence

Polémique entre la CGT et la CFDT

Cent cinquante et un grévistes des Houillères de Provence, où une grève pour des revendications salariales se poursuit depuis plus de trois mois, ont accepté, selon la direction, les conditions de reprise du travail. Dans un communiqué publié le 2 août, la direction précise : « l'effectif des non-grévistes est donc maintenant de 1 158 personnes, soit 67 % de l'effectif total des Houillères de Provence, qui emploient 1 739 personnes ».

La CFDT, qui a appelé à la reprise du travail, a annulé un rassemblement de mineurs désirant cesser la grève qui était prévu pour le mercredi 3 août. Le syndicat explique sa décision par « le climat de peur et de violence instauré dans l'entreprise par la CGT ». De son côté, la fédération des mineurs CGT a condamné, dans un communiqué, « le comportement provocateur, indigne d'un syndicat » de la CFDT, en lui reprochant d'avoir « trahi le mouvement et les mineurs ».

Un montage compliqué

Au départ, cette tentative répondait à un constat. Forte de 1 400 PME employant 38 000 salariés, la Confédération générale des SCOP enregistrait une chute de son renouvellement en sociétés, un phénomène que l'on sait maintenant général. « Aujourd'hui, on crée davantage son emploi que son entreprise », souligne à ce propos M. Michel Porta, pour qui la nuance est importante. Des 140 entrées annuelles dans les SCOP, nous sommes passés à la moitié vers, au quart. En outre, le mouvement ressentait le besoin de rajouter son image, très marquée par l'industrie traditionnelle et plus encore par les coopératives du bâtiment et des travaux publics, et souhaitait développer puis compléter sa palette d'activités. En aidant à la naissance de nouvelles entreprises, on espérait aussi que deux tiers des impétrants choisiraient le statut des SCOP, « que nous ne cherchons pas à imposer », et que les autres resteraient au minimum dans le réseau.

Pour atteindre tous ces objectifs, un montage compliqué, mais original, était imaginé. Association régie

REPÈRES

Contrôle des changes Mesures de libéralisation en Italie

Le gouvernement italien a envoyé mardi 2 août des instructions aux banques dans la perspective de la libéralisation du contrôle des changes prévue en octobre prochain.

Selon ces instructions, les banques pourront maintenir un écart de 5 % entre leur actif et leur passif en devises étrangères. Elles pourront ainsi acquiescer des titres étrangers pour les revendre à des résidents.

Les banques pourront également détenir, toujours dans la limite de 5 %, des actifs nets vers l'étranger. Les obstacles aux financements en lires destinés à des non-résidents sont ainsi levés et, en pratique, toutes les lignes de crédit supérieures à dix-huit mois sont libérées, à l'exception de celles concernées par des accords internationaux.

Les banques pourront aussi consentir des financements en devises étrangères à des résidents pour des opérations autres que des opérations commerciales.

Dette publique

Rééchelonnement à Bruxelles

Un accord est intervenu mardi 2 août en Belgique sur un rééchelonnement pour 1989 d'une partie des intérêts de la dette publique qui s'élève à 8 000 milliards de FB (980 milliards de francs).

Le gouvernement belge s'est fixé pour objectif de ramener l'an prochain le solde net à financer à l'équivalent de 7 % du PIB, soit quelque 424 milliards de FB (68 milliards de francs). L'accord, conclu mardi, devrait lui permettre d'atteindre cet objectif. Sans lui, la charge probable de la dette publique aurait en effet dépassé les prévisions pour atteindre 452 milliards de FB (72 milliards de francs), souligne-t-on dans les milieux financiers.

AFFAIRES

Divorce à la filiale publicitaire d'Havas M. Claude Douce quitte le groupe Eurocom

Divorce chez Eurocom, filiale publicitaire d'Havas et premier groupe français du secteur : Claude Douce, président du groupe Béliet vice-président du directoire d'Eurocom, a donné, mardi 2 août, sa démission, lors du conseil d'administration de Béliet, quittant du même coup Eurocom. En quelques années, le groupe Béliet s'est hissé parmi les tout premiers groupes de publicité français, avec 1,6 milliard de francs de marge brute. Entré chez Havas-Conseil en 1957, Claude Douce est le frère de Jacques Douce, disparu en mai 1982, qui avait, dans les années 60, structuré les activités publicitaires d'Havas. Depuis la montée en puissance de Béliet, devenu filiale intégrée d'Eurocom en juin 1986, l'accord passé en septembre 1987 avec le groupe britannique WCRS en avait fait le premier pôle international d'Eurocom, à côté d'HDM et du réseau Econ-Union.

Selon le communiqué publié par M. Douce, il aurait donné sa démission pour « des raisons de convenances personnelles », précisant que « le caractère inconciliable » de ses points de vue avec ceux de Pierre Dautzier, président d'Havas, a

conduit ce dernier à lui « demander de quitter la direction du groupe Béliet qu'il a construit ».

L'antagonisme entre M. Dautzier, président d'Havas et président du conseil de surveillance d'Eurocom, M. Bernard Brochand, président du directoire d'Eurocom, d'une part, et M. Claude Douce, d'autre part, n'est pas une nouveauté. L'incompatibilité d'humeur entre ces hommes s'aggravait depuis plusieurs mois. La transformation d'Eurocom de société à directoire et à conseil de surveillance en société anonyme classique, qui prend effet vendredi 5 août, lors de l'assemblée générale d'Eurocom, a été l'occasion du clash : M. Claude Douce ne fait en effet pas partie de la liste du conseil d'administration qui sera soumise à l'assemblée, tandis que M. Bernard Brochand y figure.

Il est trop tôt pour dire qui remplacera M. Claude Douce à la tête de Béliet, et on saura vendredi qui remplacera Claude Douce à Eurocom. De tradition, le président d'Havas est aussi celui d'Eurocom, mais les traditions sont parfois bousculées.

J. D.

Ouvrant le débat sur le rôle de Bruxelles dans les fusions européennes

La CEE suspend le rachat d'Irish Distillers

Pour la première fois, la Commission européenne est intervenue pour bloquer un projet d'OPA (offre publique d'achat), marquant sa volonté de se faire reconnaître par les Douze un droit de contrôle préalable sur tout projet de fusion ou d'acquisition dans la CEE, alors qu'elle ne peut actuellement en juger qu'a posteriori.

En l'occurrence, Bruxelles a mis en garde les trois partenaires - Grand Metropolitan, Allied Lyons et Guinness - du consortium anglo-irlandais GC and C Brands contre certaines modalités de la tentative de prise de contrôle qu'ils mènent depuis fin mai sur Irish Distillers, producteur irlandais de whisky. La Commission ne prend pas parti sur l'OPA elle-même, mais se fonde sur les règles de la concurrence dans la CEE pour faire deux griefs au consortium, en considérant que ce regroupement pourrait constituer

une manœuvre pour éliminer un concurrent :

Il permet d'une part aux trois partenaires de fixer un prix maximum pour l'achat des actions Irish Distillers, contrairement au processus classique d'une OPA où ce sont les enchères individuelles qui déterminent ce prix :

- Il prévoit d'autre part, en cas de succès de l'OPA, la répartition des marques d'Irish Distillers entre les trois partenaires.

La Commission européenne, qui avait été saisie d'une plainte d'Irish Distillers, tout comme la commission irlandaise de la concurrence, a donné deux semaines, à compter du 29 juillet, au consortium GC and C pour présenter ses arguments. En attendant, elle lui demande de ne plus acquiescer de titres d'Irish Distillers. Sinon de tels achats pourraient être annulés si la Commission dénonce a posteriori l'OPA comme elle en a la possibilité. - (AFP.)

● Ouverture d'un chantier naval à Sri-Lanka. - Un chantier de réparation navale, d'une valeur de 43 millions de dollars (280 millions de francs), vient d'être mis en service à Sri-Lanka, marquant la volonté du pays de devenir l'un des principaux centres de réparation de bateaux du Sud-Est asiatique. Sri-Lanka offre une main-d'œuvre non marchée et de nombreux abaissements fiscaux qui permettent à cet atelier de pratiquer des prix inférieurs de 45 % à ceux du centre de réparation de Singapour, considéré comme le plus moderne de cette zone géographique. « Notre but est de devenir le principal chantier de réparation de la région. Le seul port comparable est celui de Cebu (sud de l'Inde), mais même les navires indiens sont entretenus ici, car c'est moins cher », a déclaré le ministre sri-lankais du commerce, M. Laith Athulthumudi. Les salariés du nouveau chantier, Colombo Drydock Ltd, dépassent plus de 50 % de son capital. - (AFP.)

TRANSPORTS

M. Jean-Cyril Spinetta, directeur du cabinet du ministre des transports et de la mer

M. Jean-Cyril Spinetta, inspecteur général de l'éducation nationale, a été nommé directeur de cabinet de M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer. Au sein du cabinet du ministre, les attributions sont affectées de la façon suivante :

- Directeur de cabinet : M. Jean-Cyril Spinetta.
- Directeur adjoint : M. Jean-Marie Delaune.
- Chef de cabinet : M. Thierry Lelou.

En grève périodique depuis le 9 mai

Les aiguilleurs de Bécon-les-Bruyères durcissent leur mouvement

Après l'échec des négociations engagées le 1^{er} août avec la direction Paris-Banlieue de la SNCF, les agents de sécurité du poste d'aiguillage de Bécon-les-Bruyères (Hauts-de-Seine), en conflit depuis le 9 mai dernier, après l'annonce de trois suppressions de postes (deux en soirée, un de nuit) effectives au 1^{er} septembre, ont déposé, mardi 2 août, au terme d'une assemblée générale, un nouveau préavis de grève (le troisième en dix jours).

Les aiguilleurs du poste de Bécon-les-Bruyères, qui contrôlent journalièrement un trafic de 1 000 à 1 200 trains (soit 200 000 voyageurs représentant 10 % du trafic national), ont ainsi pris la résolution de durcir leur mouvement, qui se traduit, depuis le 2 août et jusqu'à nouvel ordre, par des débrayages d'une heure, entre 8 heures et 9 heures, sur les lignes de voyageurs Paris-Saint-Lazare, Versailles-Rive droite, Saint-Nom-la-Breèche et Nanterre-Université. De ce fait, il convient de s'attendre à des perturbations dans le trafic.

● Problèmes sociaux : MM. Jean-François Colin, conseiller auprès du ministre, et Pierre de Saintignon, chargé de mission.

● Transports terrestres de voyageurs : MM. Paul Mingasson, conseiller auprès du ministre, et Jacques Colliard, conseiller technique.

● Transports terrestres de marchandises : M. Dario d'Amuzio, conseiller technique.

● Aéronautique civile : M. Pierre-Henri Gourgeon, conseiller technique.

● Mer : M. Thierry Kertsel, conseiller technique.

● Affaires financières : M. Bruno Metling, conseiller technique.

● Attaché parlementaire : M. Patricia Manent-Fleutiaux.

● Communication : M. François Brousse, conseiller technique ; M. Véronique Bechet, attachée de presse ; M. Jean-Christophe Desfosses, chargé de mission.

● Secrétariat particulier : M. Marie-Claude Billon, chef du secrétariat particulier.

[Né le 4 octobre 1943, à Paris, M. Jean-Cyril Spinetta est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, il a été successivement chef du bureau des investissements et de la planification à la direction des affaires financières du ministère de l'Éducation nationale (1972-1976), détaché comme auditeur au Conseil d'État (1976-1978) et chargé de mission au secrétariat général du gouvernement (1978-1981). Il a ensuite occupé les postes de chef du service d'information et de diffusion du premier ministre (1981-1983), de directeur des collèges (1983-1984). Il a, de 1984 à 1986, dirigé le cabinet de M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.]

Marchés financiers

Le pas-à-pas de M^{me} Thatcher vers l'Europe monétaire

La Grande-Bretagne va emprunter en ECU

M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Echiquier britannique, a annoncé, mardi 2 août, à Londres, l'intention de son gouvernement d'émettre, dès l'automne prochain, des bons du Trésor à court terme en ECU, l'unité de compte européenne. Plusieurs Etats (l'Italie, la Suède et le Danemark notamment) ont déjà eu recours à des financements en ECU. La décision d'emprunter en ECU doit « permettre d'élargir les possibilités dans la gestion des réserves du Royaume-Uni et d'établir la position de Londres comme

centre du marché de l'ECU », a indiqué M. Lawson. Par ce programme d'émission qui pourrait porter sur des montants totaux de 1 à 2 milliards d'ECU (entre 7 et 14 milliards de francs), le gouvernement de M^{me} Thatcher compte aussi démontrer à ses partenaires de la Communauté ses convictions européennes. Londres refuse toujours d'entrer dans le débat sur la création d'une banque centrale européenne et estime plus utile d'avancer pas à pas, de façon pragmatique, comme avec ces bons du Trésor en ECU.

Texaco met en vente sa filiale au Canada

La compagnie pétrolière américaine Texaco a annoncé, mardi 2 août, la mise en vente de sa participation de 78 % dans Texaco Canada. Cette vente s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration qui a permis à Texaco de sortir en avril du cadre de la loi sur les faillites.

Texaco Canada est l'un des plus gros producteurs de pétrole et de gaz naturel au Canada. Deux sociétés, la filiale canadienne de la firme américaine Occidental Petroleum, et la société canadienne Husky Co ont déjà exprimé leur intérêt pour un éventuel rachat de Texaco Canada. Selon le président de Texaco, M. Alfred C. DeCrane, des consultations sont en cours et les prétendants sérieux seront connus dans un délai de six semaines. Au cours actuel des actions de Texaco Canada, la vente de cette participation représenterait quelque 15,5 milliards de francs.

EN BREF

● **Scandales boursiers :** Le Japon... Le président de la Bourse de Tokyo, M. Michio Takauchi, a déclaré mardi 2 août qu'il était nécessaire d'examiner les transactions sur les actions de Sekiyu Sekki depuis le mois de mai dernier, pour déterminer si un délit d'intérieur avait eu lieu ou non. « Nous sommes en train de demander aux différentes maisons de courtage des informations sur les transactions » a-t-il précisé. Les autorités boursières pensent en effet que des personnes ont eu accès à des informations confidentielles prévoyant une coopération entre Sekiyu et Nippon Steel. Ces infos auraient alors été utilisées pour acheter des titres sur le marché avant l'annonce officielle de l'accord à la fin de la semaine dernière (le Monde du 2 août). M. Takauchi a précisé que l'enquête devrait remonter au mois de mai car le projet entre les deux firmes avait été envisagé à ce moment-là.

● **... et aux Etats-Unis :** Un salarié d'une imprimerie du Connecticut a été licencié pour avoir vendu en avance des copies d'articles financiers de l'hebdomadaire Business Week à M. William Dillon de chez Merrill Lynch. Ce courtier profitait ainsi avant tout le monde des informations boursières et réalisait des gains substantiels (le Monde du 2 août). Le groupe d'imprimerie R. R. Donnelley and Sons, qui souhaite « donner une leçon à ses employés », poursuit son enquête pour savoir si d'autres salariés ne se sont pas livrés à la même activité. Ils en ont découvert un autre, cette fois-ci en Californie, qui a été immédiatement suspendu. Ce technicien cédait des copies de l'hebdomadaire à un courtier de Prudential Bache Securities...

Dow Chemical rachète dix millions de ses propres actions

Le groupe américain Dow Chemical, septième chimiste mondial, annonce son intention de racheter dix millions de ses propres actions pour une somme évaluée à 900 millions de dollars, soit 5,67 milliards de francs. L'opération sera menée en plusieurs fois à la Bourse de New-York.

Officiellement, la direction de l'entreprise l'assimile à une véritable investissement. Elle juge en effet que les actions de l'entreprise sont sous-évaluées, alors que les perspectives de croissance sont excellentes. M. Enrique C. Falla, vice-président du groupe, prévoit ainsi que le chiffre d'affaires sera d'environ 16 milliards de dollars en 1988 (13,6 milliards pour 1987) et de 30 milliards de dollars d'ici à 1993. Ce n'est pas la première fois que Dow Chemical rachète ses propres actions. Neuf programmes d'achat ont eu lieu depuis août 1983, qui ont porté sur vingt millions de titres (10,5 % du capital). Mais, cette fois, il pourrait bien s'agir, selon des analystes américains, d'une manœuvre visant à protéger le groupe d'une OPA inamicale.

La compagnie d'électricité espagnole FECSA va renégocier sa dette

La compagnie électrique catalane FECSA (Fuerzas Electricas de Catalunya), l'une des toutes premières d'Espagne dans son secteur, a signé, le 27 juillet, avec les représentants de ses quelque 500 créanciers espagnols et étrangers un accord sur la restructuration de son énorme dette et un plan d'action financier. Son endettement, qui atteignait 616 milliards de pesetas (34,65 milliards de francs), se verra réduit à 500 milliards de pesetas (28,35 milliards de francs) dès la fin août, après un remboursement de 15 % des emprunts. Une partie de cette dette sera en outre couverte d'ici à la fin de 1997 avec un délai de grâce jusqu'à la fin de 1993, les banques ne percevant aucun intérêt avant 1991.

● **Pioneer s'implante en Espagne :** Pioneer, le fabricant japonais de matériel électronique pour le grand public, a décidé de construire une usine à Barba de Valles (nord-est de l'Espagne), pour y produire des platines de disques laser et des amplificateurs.

Le groupe investira pour ce faire quelque 1,4 milliard de pesetas (77 millions de francs). La construction de cette unité, qui emploiera cent seize personnes, commencera en septembre prochain. La production débutera au milieu de l'année prochaine. Pioneer a déjà deux usines en Europe, l'une en France l'autre en Belgique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE BEGHIN-SAY

Le conseil d'administration de LESIEUR ALIMENTAIRE s'est réuni le 1^{er} août 1988 et a désigné Monsieur Jean-Marc VERNES en tant que Président-Directeur Général.

BEGHIN-SAY a en effet, ainsi que cela avait été précédemment annoncé, pris le contrôle direct de LESIEUR ALIMENTAIRE et de FRANÇAISE ALIMENTAIRE à compter du 1^{er} août 1988.

Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration a nommé Directeur Général de LESIEUR ALIMENTAIRE Monsieur Gilles GROS.

La composition des Conseils d'Administration est désormais la suivante : Monsieur Jean-Marc VERNES, Monsieur BRASCA, Monsieur Gianfranco CERONI, Monsieur Georges GARINOIS, Monsieur Gilles GROS, Monsieur Roberto MICHELI, Monsieur Renato PICCO, Monsieur Jean-Pierre QUERE, Monsieur ROCHETTA, Monsieur Giampaolo SCHIRATTI.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

NEW-YORK, 2 août ↑

L'équilibre

Deuxième séance de pose mardi à Wall Street. Ouverte sur une glissade des cours, la journée a connu un réajustement progressif des valeurs américaines. Tombé un instant à 2 112,20, l'indice des industriels s'est finalement établi à 2 131,22, soit à 0,71 point au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan général a été à l'image parfaite de ce résultat. Sur 1 947 valeurs traitées, 714 ont monté, 710 ont baissé et 523 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, les professionnels constataient cet équilibre avec un brin de satisfaction mais aussi avec un peu de crainte. Manifestement le marché ne donne pas de signe de faiblesse après son violent effort de vendredi à la hausse.

Mais beaucoup estiment que ce calme peut être trompeur. La Bourse est, à leur avis, tout aussi bien capable de reprendre sa marche en avant comme de baisser.

« C'est un marché dangereux », disaient-ils, d'autant qu'il n'est pas dépourvu de ses plus hauts plafonds. L'activité s'est quand même un peu accrétée et 166,66 millions de titres ont changé de mains contre 138,17 millions la veille.

LONDRES, 2 août ↓

Léger retrait

Léger recul mardi des valeurs cotées à Stock Exchange. L'indice FT a perdu 0,34 % à 4 491,4. Le marché demeure très calme avec 376 millions de titres échangés contre 381 millions lundi. Les investisseurs sont demeurés sur la réserve même après la publication de nouvelles perspectives de croissance. Ainsi, la progression plus importante que prévu des réserves officielles de change britanniques n'a guère influé sur les opérations. Pas plus que la fermeté de la livre, qui, si elle se poursuivait, pourrait entraîner un mouvement de détente sur les taux. Les cours des valeurs ont évolué dans une fourchette étroite à la baisse sur l'ensemble de la journée. D'autant que les rumeurs d'OPA qui avaient soutenu le marché jusqu'alors semblaient avoir momentanément disparu. D'autre part, les perspectives d'une réunion du comité des prix de l'OPEP ont pesé sur l'ensemble du secteur pétrolier. Parmi les autres secteurs d'activité en repli figuraient l'agro-alimentaire (Tate and Lyle), les banques (Midland) et la construction. Les cours des valeurs d'or étaient également orientés à la baisse.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Vingt millions d'actionnaires au Japon :** Le nombre d'actionnaires individuels au Japon a progressé de 13,4 % au cours de l'année fiscale 1987, atteignant le chiffre record de vingt millions, a indiqué le Conseil national des Bourses. Le Conseil a attribué l'augmentation régulière du nombre d'actionnaires depuis cinq ans aux privatisations de Nippon Telegraph and Telephone Corp. en 1985 et de Japan Air Lines (JAL) en 1987. L'année fiscale 1987 s'est achevée le 31 mars dernier.

● **Bridgestone s'installe en Turquie :** La firme japonaise Bridgestone, troisième fabricant mondial de pneumatiques depuis la reprise de Firestone, s'installe en Turquie. Elle vient de racheter au groupe Sabanci (activités diversifiées) la moitié de sa participation (72 % au total) dans le capital du fabricant local Sasa Tire Manufacturing and Trading, et ce pour la somme de 60 millions de dollars (380 millions de francs environ). Les responsables de Bridgestone affirment leur intention de vouloir travailler en pleine harmonie avec Sabanci. Mais ils ont déjà fait clairement connaître leur intention de développer rapidement cette affaire (environ 432 millions de francs de chiffre d'affaires), à qui ils apportent la technologie japonaise en doublant sa capacité de production. L'objectif est de s'en servir comme porte-avions en vue d'approvisionner tout le Moyen-Orient et l'Afrique avec les pneus de sa fabrication. La nouvelle société prendra le nom de Bridgestone Sabanci Tire Manufacturing

PARIS, 2 août =

Atonie

La hausse d'été aura-t-elle lieu ? Au fur et à mesure de l'écoulement des séances estivales, cette question amène de plus en plus de réponses négatives. Sans vraiment devenir pessimistes, les investisseurs restent prudents. Car, finalement, malgré la tension à la hausse des taux, un peu partout dans le monde, la place parisienne résiste bien. L'indicateur instantané, qui avait été légèrement négatif en début de séance (-0,2 %), redevenait positif dès les premières échanges de la matinée. Il terminait sur un gain de +0,30 %, un peu à l'image de Wall Street, qui a consolidé son avance lundi soir, tandis que la Bourse de Tokyo atteignait, dès mardi matin, un nouveau sommet, pulvérisant son précédent record du 17 juin dernier. Mais les volumes négociés restent très peu élevés. L'attention des rares opérateurs présents était attirée surtout par la situation des firmes privatisées, dont la restructuration des nouveaux d'actionnaires pourrait entraîner d'importantes variations de cours. Parmi les plus fortes hausses figuraient la Société générale et le CCF : 330 000 titres de la banque des Champs-Élysées étaient échangés durant la journée. Parmi les autres valeurs en progression on notait Penarroya et Cap Gemini Sogefi. Les baisses étaient emmenées par la SPM, la Segem et la Parosenne de récompte. Labinal continuait de perdre sa valeur, et l'annonce de l'entrée de Fiat à hauteur de 14 % dans son capital. De son côté la société Poliet informait la Société des Bourses françaises de la prise de contrôle de la Cridis Croisée. Profite. La Cridis Croisée investissait à portée sa participation dans le groupe textile DMC à 8,17 %.

La Compagnie financière de Suez indiquait ne plus posséder d'actions Deines Vieilles, ayant renoncé à participation de 10,34 % à 0 %, tout comme la Sicav - finance dans GEP-Groupes Pasquier.

Ambiance calme sur le MATIF où le contrat de septembre s'apprête à 0,25 % à 103,75.

TOKYO, 3 août =

Stable

Après sept séances consécutives de hausse et un nouveau niveau d'altitude dénoté, la Bourse de Tokyo a éprouvé mercredi le besoin de souffler un peu.

La matinée avait été placée sous le signe de l'effritement marqué par 54,23 points de baisse à l'indice Nikkei. Mais une bonne partie du terrain perdu était regagnée ensuite. A la clôture de la journée, le Nikkei s'établissait presque sans changement (-0,06 %) à 28 348,45.

« Le marché est incroyablement équilibré », faisait remarquer un opérateur, en ajoutant : « Les gens sont contents de pouvoir se reposer et de laisser la Bourse se stabiliser ».

L'activité est restée assez faible avec moins de 1 milliard de titres échangés. Reprise des valeurs de haute technologie telles que Sony, Pioneer, TDK.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} août	Cours de 2 nd août
Alcatel	620	625
Bridgestone	1 380	1 350
Canon	400	405
Fuji Bank	3 250	3 280
Honda Motor	2 380	2 320
Mitsubishi Bank	2 380	2 370
Mitsubishi Heavy	570	588
Sony Corp.	8 950	7 030
Toyota Motor	2 960	2 930

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGP.S.A.	244 80	249	RI2	199 50	199
Amat & Associés	536	536	Int. Med. Service	350	350
Anglet	240	240	La Compagnie Electron.	280 50	280
B.A.C.	440	430	Le gd livre du mois	276	286
B.D. Danachy & Assoc.	370	370	Loca Investissement	245	243 50
B.L.M.	550	555	Locomix	307	307
B.L.P.	528	528	Martin Immobilier	133	133
Born	400	386	Metalurg. Mulins	470	465
Bolton Technologies	937	960	Métrologie Interact.	125	125
Boussin	1050	1040	M.M.M.M.	572	550
Châss de Lyon	1440	1440	Molins	220	220
Cabannes	750	750	Nouvelles-Delmas	680	680
Caillat	526	530	Oliver-Lagard	176	176
Caillat	546	538	On. Gest. Fin.	288	300
C.A.L.-de-R. I.C.U.	277	277	Presbourg (C. H. & F.)	80 20	80 80
C.A.T.C.	127	128 50	Prévisions Assurances	468	441
COBLE	525	525	Public. Rénault	468	468
C. de la G. de	320	326	Rand	675	658
CEALD	740	728	St-Gobain Ecobridge	1255	1255
CEBER	170	170	St-Henri Matignon	180	180
C.E.P. Communication	1430	1430	S.C.G.P.M.	516	516
C.E.L. Information	775	767	Segh	600	628
Caennat d'Orsay	500	516	S.E.P.	1400	1400
C.N.I.M.	320	320	S.E.P.A.	1388	1388
Concert	275 50	286 50	S.M.T. Goupil	281	281
Coussin	620	645	Stéph.	870	885
Cuvel	430	430	Stéph.	314	314
Dalès	220	220	Union Financ. de Fr.	285 80	285
Dapla	4840	4840	Valeurs de France	340	340
Dunod	1000	995			
Duval	625	625			
Dumil-Labé	1180	1180			
Editions Baffant	123	121			
Eyrolles Imprimerie	24 80	25			
Firmin	250	243			
Gaillard	300	300			
Gey-Dupont	825	825			
L.C.C.	210 20	210 30			
L.M.A.	211	211			
L.S.A.	142	143			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 2 août 1988

Nombre de contrats : 8 314.

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	448	23,46	-	-	-
CEC	368	9,50	21	-	38,20
EX-Agilaine	328	17,50	39	11	-
Lafarge-Capelle	1 380	83	139	-	-
Michellie	280	18,50	30	9,20	17
Midi	1 598	40	76	-	-
Paribas	368	67	-	1,50	6
Poupart	1 180	175	-	16	-
Saint-Gobain	568	9,70	25	-	-
Société générale	360	36	-	15	-
Thomson-CSF	200	12	20	-	19,55

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 août 1988

Nombre de contrats : 50 135

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	103,95	102,50	101,05
Précédent	103,50	102,05	100,80

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	2	1,52	0,07	1,05

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,33 F ↑		PARIS (INSEE base 100 : 31-12-87)	
Le dollar s'est raffermi mercredi 3 août sur toutes les places financières internationales. Il s'est notamment traité à 6,3275 F (contre 6,2995 F la veille). La reprise marquée des principaux indicateurs avancés de l'économie américaine explique pour l'essentiel ce redressement, qui porte en germe une hausse des taux d'intérêt. Les affaires ont cependant été calmes.		Valeurs françaises... 124,4 Valeurs étrangères... 122,5 (Stet, base 100 : 31-12-87) Indice général CAC 40... 125,9 339 (Stet, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40... 1 328,88 1 331,25	
FRANCFORT 2 août 3 août Dollar (en DM) .. 1,866 1,870		NEW-YORK (indice Dow Jones) Industrielles... 2 138,51 2 131,22 LONDRES (indice Financial Times) Industrielles... 1 496,5 1 491,4 Mines d'or... 284 198,3 Fonds d'Etat... 87,98 88,82	
TOKYO 2 août 3 août Dollar (en yen) .. 131,40 132,85		TOKYO Nikkei Dow Jones... 28 366,33 28 348,45 Indice général... 2 253,18 2 245,47	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (3 août)... 75-71/64 New-York (2 août)... 75-74			

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	6,330	6,330	- 68	- 45	- 125	- 95
DM	5,2343	5,2411	- 115	- 85	- 220	- 178
Yen (100)	4,7895	4,7653	+ 109	+ 128	+ 128	+ 641
DM	3,741	3,749	+ 53	+ 70	+ 185	+ 342
Franc	2,9875	2,9903	+ 44	+ 55	+ 87	+ 286
FR (100)	16,1896	16,1254	+ 15	+ 87	+ 31	+ 92
FS	2,172	2,176	+ 3	+ 16	+ 233	+ 263
L (1 000)	9,172	9,176	+ 3	+ 16	+ 233	+ 263
L (1 000)	9,172	9,176	+ 3	+ 16	+ 233	+ 263
F. franc	6,3/4	7	+ 7	+ 1/4	+ 7/16	+ 7/16

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	7 1/2	7 3/4	7 7/8	8	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 5/8	8 3/4
DM	4 3/4	5	4 7/8	5	4 15/16	5 1/16	5 1/8	5 1/2	5 1/8
FR (100)	5 1/2	6	5 1/8	6 1/8	6 15/16	6 15/16	7 1/4	7 1/16	7 3/4
FS	9 1/2	10	9 1/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	11 1/8	11 1/2
L (1 000)	9 1/2	10	9 1/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	11 1/8	11 1/2
F. franc	6 3/4	7	7 1/8	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 2 AOÛT

VALEURS										Règlement mensuel										VALEURS										VALEURS									
Cotation	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cotation	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cotation	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cotation	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cotation	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cotation	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%				
3821	CAC 35	3828	3818	3820	- 0,21	1280	Deutsche Bank	1610	1600	1600	+ 0,62	1280	Deutsche Bank	1610	1600	1600	+ 0,62	1280	Deutsche Bank	1610	1600	1600	+ 0,62	1280	Deutsche Bank	1610	1600	1600	+ 0,62	1280	Deutsche Bank	1610	1600	1600	+ 0,62				
1002	C.A.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1004	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1006	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1008	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1010	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1012	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1004	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1006	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1008	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1010	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1012	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1014	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1006	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1008	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1010	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1012	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1014	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1016	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1008	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1010	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1012	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1014	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1016	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1018	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1010	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1012	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1014	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1016	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1018	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1020	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1012	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1014	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1016	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1018	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1020	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1022	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1014	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1016	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1018	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1020	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1022	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1024	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1016	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1018	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1020	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1022	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1024	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1026	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1018	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1020	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1022	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1024	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1026	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1028	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1020	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1022	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1024	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1026	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1028	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1030	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1022	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1024	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1026	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1028	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1030	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1032	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1024	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1026	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1028	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1030	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1032	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1034	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1026	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1028	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1030	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1032	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1034	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1036	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1028	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1030	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1032	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1034	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1036	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1038	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1030	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1032	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1034	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1036	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1038	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1040	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1032	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1034	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1036	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1038	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1040	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1042	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1034	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1036	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1038	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1040	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1042	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1044	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1036	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1038	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1040	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1042	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1044	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1046	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1038	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1040	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1042	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1044	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1046	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1048	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1040	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1042	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1044	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1046	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1048	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1050	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1042	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1044	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1046	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1048	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1050	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1052	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1044	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1046	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1048	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1050	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1052	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1054	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1046	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1048	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1050	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1052	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1054	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1056	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1048	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1050	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1052	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1054	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1056	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1058	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1050	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1052	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1054	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1056	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1058	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1060	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1052	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1054	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1056	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1058	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1060	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1062	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1054	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1056	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1058	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1060	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1062	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1064	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1056	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1058	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1060	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1062	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1064	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1066	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1058	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1060	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1062	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1064	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1066	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1068	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1060	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1062	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1064	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1066	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1068	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1070	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1062	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1064	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1066	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1068	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1070	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1072	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1064	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1066	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1068	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1070	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1072	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1074	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1066	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1068	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1070	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1072	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1074	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1076	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1068	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1070	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1072	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1074	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1076	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1078	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19				
1070	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1072	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1074	C.C.F. T.P.	1078	1072	1076	+ 0,19	1076	C.C.F. T.P.	1078																			

Comptant (selection)										SICAV (selection)										2/8								
VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net							
Obligations										Étrangères																		
Emp. 5,50 % 77										127,20	1,736	115,50	115	Loire Valais	541	522	Toussaint-Audouin	180	180	A.A.A.	329,17	817,73	329,17	817,73	329,17	817,73	329,17	817,73
5,50 % 78/83										105,40	0,981	105,40	105,40	Loire (St)	1804	1765	Tour Eiffel	384	370	Actif	211,35	237,94	Actif	211,35	237,94	Actif	211,35	237,94
10,50 % 78/84										109,80	0,959	109,80	109,80	Lyon	1250	1220	Union R.M.D.	509	512	Actif Fret	456,43	419,68	Actif Fret	456,43	419,68	Actif Fret	456,43	419,68
13,50 % 80/80										109,80	2,214	109,80	109,80	Macdonald	110	110,00	U.A.P.	301	292,30	Actif	342,32	322,72	Actif	342,32	322,72	Actif	342,32	322,72
10,25 % 81/88										102,75	0,579	102,75	102,75	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
10,20 % 82/80										111,25	0,989	111,25	111,25	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
10 % juin 82										113,30	2,411	113,30	113,30	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
14,00 % jan. 83										114,06	0,842	114,06	114,06	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
12,00 % jan. 83										119,06	0,234	119,06	119,06	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
12,00 % oct. 84										113,03	0	113,03	113,03	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
11 % oct. 85										112,36	4,129	112,36	112,36	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
10,25 % mars 86										105,87	4,048	105,87	105,87	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 10 % 2000										105,09	1,863	105,09	105,09	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % 1997										107,40	0,330	107,40	107,40	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % 1998										104,26	4,980	104,26	104,26	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
C.R. France 3 %										149		149		Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854	105,20	105,20	Magnat S.A.	130	125	V.I.T.	1538	1550	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11	Actif	574,88	554,11
OAT 5,50 % jan. 82										105,20	0,854																	

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 2/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 2/8		
			Achat	Vente					
Emp. 5,50 % 77	6 323	6 389	6 060	6 600	Or fin (au bar)	86700	82400		
ECU	7 023	7 081			Or fin (au lingot)	88550	87800		
100 DM	336 910	337 380	327	347	Pièce française (20 fr)	528	508		
100 FF	16 083	16 111	15 400	16 400	Pièce française (10 fr)	360			
Pays Bas (100 fl)	290 330	290 700	288		Pièce suisse (20)	545			
Denmark (100 lkr)	80 770	80 800	86	93	Pièce italienne (200)	507	504		
Grèce (100 dr)	33 020	33 080	90	97	Souverain	646	643		
Allemagne (100 M)	10 819	10 822	10 480	11 150	Pièce de 20 dollars	3000	3020		
Colombie (1000 p)	4 215	4 212	3 900	4 800	Pièce de 10 dollars	1617 50	1626		
Colombie (1000 p)	4 598	4 571	4 300	4 800	Pièce de 5 dollars	805			
Indes (1 000 rup.)	400 000		367	414	Pièce de 50 pesos	3000	3000		
Italie (1 000 l.)	98 400	98 200	96	101	Pièce de 100 pesos	331	327		
Autriche (100 sch.)	47 870	48 060	46 580	48 580	Or Londres	432 70			
Espagne (100 pes.)	3 122	3 130	3 050	3 200	Or Zurich	432 50	433		
Portugal (100 esc.)	4 180	4 164	3 800	4 800	Or Hongkong	436 58	435 85		
Canada (5 can 1)	5 228	5 228	5 060	5 420	Argent Londres				
	4 764		4 600	4 820					

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

• : coupon détaché - o : offert - • : droit détaché - d : dématé - p : prix précédent - * : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le conflit du Golfe et les pourparlers à l'ONU. - L'avenir des territoires occupés. 5 L'indépendance du Nord : deux morts et vingt-quatre blessés lors de trois nouveaux attentats. - Japon : un projet de bouclier antimissiles.	6 Les sulfureux « alchimistes » de Teilhade : une secte d'extrême droite fait peur à un village du Puy-de-Dôme. - Polynésie française : M. Léontieff face à des « turbulences ».	8 Les suites de l'affaire Greenpeace. 9 La polémique entre M. Joxe et M. Chirac sur le projet de l'école de police d'Egletons. - La protection des tortues marines en Grèce.	11 Avignon 88 : les revenants. 12 Les Semaines musicales de Tours. 13 Une exposition à Strasbourg : « Deux mille ans d'écrits en Alsace ». - Visite aux tombeaux des empereurs mandchous.	18 Selon le rapport annuel du GATT, le volume du commerce mondial augmenterait de 5 % cette année. 19 Les tatonnements de Campus-Coopérative. 20-21 Marchés financiers.	Abonnements 18 Annonces classées 16-17 Cartes 9 Météorologie 17 Mots croisés 15 Radio-télévision 14-15 Spectacles 14-15	• Jouez avec le Monde ... JEU • La messagerie internationale DIA 36-15 tapez LM • Le mini-journal de la rédaction JOUR • Admission aux grandes écoles ECOLES 36-15 tapez LEMONDE

L'interdiction de « El Badil démocratique »

Une protestation de la rédaction du journal d'opposition algérien

La rédaction de la revue d'opposition algérienne, *El Badil démocratique*, publiée en France, proteste dans un communiqué contre la décision d'interdiction prise par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe. Dans un arrêté publié au *Journal officiel* du 30 juillet, M. Joxe avait ordonné que « soient interdits sur l'ensemble du territoire la circulation, la distribution et la mise en vente de la revue intitulée *El Badil démocratique* dans ses versions française et arabe », au motif que cette revue, organe du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de l'ancien président Ahmed Ben Bella, « dans le contexte actuel, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France » (le *Monde* du 2 août).

« Ce n'était pas fait pour nous surprendre de la part d'un gouvernement de droite qui, durant près de deux années, n'a cessé de nous interdire, après avoir tenté de faire expulser les militants du MDA, dont deux membres de notre rédaction ont été arrêtés, de la revue. Mais, aujourd'hui, l'interdiction vient d'un gouvernement de gauche. C'est à n'y rien comprendre ! Le gouvernement a-t-il décidé de poursuivre une politique que tous, hier, considéraient comme un danger pour l'État de droit ? (...) Devons-nous considérer, au moment où l'idée de pluralisme progresse dans les pays du Maghreb, en particulier avec la situation nouvelle créée en Tunisie, que les intérêts supérieurs de l'État français peuvent passer par un marchandage avec un parti unique, le FLN algérien, quitte à réprimer ceux qui réclament le pluralisme et la liberté d'expression ? (...) La mesure qui nous frappe est inacceptable. Nous espérons que la France des démocrates et des droits de l'homme saura lever cette interdiction. »

Au ministère de l'Intérieur, on se refuse à commenter la décision prise. Il semble que le point de vue du Quai d'Orsay ait prévalu, les responsables policiers n'étant pas de farouches partisans de l'interdiction. Toujours est-il que M. Joxe a pris une décision qui s'aligne sur celles de son prédécesseur, M. Charles Pasqua, à l'encontre des différentes versions de la revue du MDA, dont les directeurs de publication étaient, à chaque fois, de nationalité française : *El Badil*, *Alternative démocratique*, *le Changement*, *Novembre*, *Al Migdal*.

Avant l'élection présidentielle, la Ligue des droits de l'homme ainsi que deux directeurs de publication de divers journaux français avaient apporté leur soutien aux animateurs de la revue du MDA. *El Badil démocratique* en était à son second numéro. Le premier, publié en juillet, saluait la victoire de M. François Mitterrand et présentait M. Jacques Chirac comme « le candidat d'Alger ». « Parti unique, mal unique » est le principal slogan de cette revue, qui affirmait, dans son premier numéro : « L'opposition algérienne ne cherche pas à détruire le régime établi par la violence mais à le modifier de telle manière qu'il devienne conforme, le plus possible, aux aspirations du peuple algérien qui a parfois le sentiment de s'être sacrifié inutilement. » « La seule solution, c'est la démocratie », ajoutait la rédaction d'*El Badil démocratique*.

[*El Badil démocratique* était destiné à se substituer à *El Badil*, interdit par le gouvernement Chirac, en compagnie d'autres publications soutenant les thèses d'Ahmed Ben Bella, parce que « de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France ». Comme disait Charles Pasqua, la démocratie s'arrête où commence l'État. Son successeur ne paraît pas, dans cette affaire, raisonner très différemment.]

Mort du violoncelliste André Navarra

Le violoncelliste français André Navarra est mort le 1^{er} août à Sienne, en Italie. Il était âgé de soixante-seize ans.

Né à Biarritz le 13 octobre 1911, formé au Conservatoire de Toulouse, cet ancien enfant prodige (il avait donné son premier concert à onze ans) représentait avec Paul Tortelier, Pierre Fournier et Maurice Gendron l'école française de violoncelle.

Il avait été, au Conservatoire de Paris, l'élève de Jules Loebe et de Charles Tournemine (pour la technique de chambre). Il y remporta un premier prix en 1927 et se consacra dès lors à la musique d'ensemble, au sein

du Quatuor Kretzky, et à la défense du répertoire français pour cette formation. En 1931, il donne son premier concert avec l'Orchestre des concerts Colonne et, après un premier prix au concours de Vienne en 1937, entreprend une carrière active de soliste. Il n'attira pas néanmoins la notoriété de Tortelier ni même à celle de Gendron, peut-être en raison d'une personnalité un peu lourde et d'un style moins sûr.

André Navarra mena néanmoins une très fructueuse activité pédagogique au Conservatoire de Paris après la guerre (Frédéric Lodéon, notamment, sort de sa classe), puis à l'Académie Chigiana de Sienne, à Vienne et à Detmold. De nombreuses œuvres lui ont été dédiées, par Florent Schmitt, André Jolivet, Antoine Tisné, Claude Pascal, Henri Tomasi.

André Navarra a laissé de très nombreux enregistrements, notamment chez Calliope (les *Suites* pour violoncelle seul de Beethoven), marque pour laquelle il avait entrepris une seconde carrière discographique. Mais ses meilleurs disques, perus chez Supraphon, sont le *Concerto* de Schumann et le *Double concerto* de Brahms (avec Josef Suk) dans lesquels il est accompagné par l'Orchestre philharmonique tchèque, sous la direction de Karel Ančerl (réédités en CD).

A.R.

★ France-Musique rend hommage au violoncelliste décédé, jeudi 4 août, de 19 heures à 20 heures.

Désormais disjoint de l'affaire Michel Droit

Le dossier de M. Pascal Valléry-Radot se conclut par un non-lieu

Le juge Claude Grellier, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, a rendu, mardi 2 août, une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Pascal Valléry-Radot, chargé de mission à la CNCL, aujourd'hui suspendu de ses fonctions, et inculpé le 23 novembre dernier de trafic d'influence. L'accusation portée à l'époque reposait essentiellement sur l'acceptation par M. Valléry-Radot d'un séjour à Marrakech offert à lui ainsi qu'à son épouse par le responsable d'une radio locale privée - Radio-Orient - qui devait plus tard se porter candidat devant la CNCL à une fréquence FM parisienne.

Considérant cependant l'état de flou et d'incertitude qui a prévalu le temps de la passation des pouvoirs entre la Haute Autorité et la CNCL, le magistrat a estimé qu'au moment du voyage au Maroc - la deuxième quinzaine de novembre 1986 - M. Valléry-Radot, ancien rapporteur de la commission consultative sur les radios locales (commission Gallabert) n'était pas encore officiellement entré au service de la CNCL et que la procédure d'octroi des autorisations de radio n'était pas encore entamée.

Voilà donc clos un dossier qui, pour être mineur, n'en a pas moins fait verser beaucoup d'encre, l'hiver dernier, non pas tant à cause de la nature des reproches adressés à l'intéressé qu'en raison du climat de suspicion jeté soudainement sur la CNCL et surtout de la complexité du dossier avec celui de M. Michel Droit. C'est en effet pendant l'instruction de la plainte pour corruption ou trafic d'influence lancée par la radio Larsen-FM contre Radio Courtoisie que le juge Claude Grellier avait enquêté sur les conditions dans lesquelles s'était opérée l'attribution des autorisations de radio sur Paris. Conditions, estimait-il, mais éclaircies, en tout cas peu transparentes.

Pour faire tourner court diverses rumeurs la concernant, la CNCL avait alors réclamé une enquête, saisie le parquet et suspendu provisoirement de ses fonctions M. Valléry-Radot, alors chef du bureau des radios au sein de la commission. Le juge Grellier se vit donc confier une seconde information judiciaire pour « trafic d'influence » - visant notamment Pascal Valléry-Radot, lequel fut inculpé le 23 novembre 1987. C'est dans le cadre de ce nouveau dossier que le magistrat - dessaisi de l'affaire « Courtoisie » - retrouva la piste de M. Michel Droit et fut amené à élargir son enquête sur le terrain de la corruption.

Estimant aujourd'hui qu'il n'existe aucun lien entre les affaires Valléry-Radot et Droit, le juge a décidé de les joindre, et écarte donc le premier dossier, soustrayant ainsi M. Valléry-Radot à une procédure qui risquait de s'étirer très longue et dont la gravité le dépassait largement. L'affaire Droit est loin d'être terminée. L'inculpation de l'académicien pour corruption passive a en effet été suivie de celle du bras droit de M. Robert Hersant, M. Yves de Chaisemartin pour corruption active. Des interrogatoires prolongés devraient avoir lieu dans les semaines à venir.

L'avocat de Larsen-FM, M. Jean-Louis Bessis, s'est félicité du non-lieu obtenu par M. Valléry-Radot. « Il était temps, déclare-t-il, que la part des choses soit faite entre les lampistes et les véritables professionnels ». Ce non-lieu disqualifie ceux qui avaient demandé ou soutenu cette inculpation, c'est-à-dire le parquet de l'époque et certains hauts responsables de la CNCL, qui souhaitaient faire sauter Valléry-Radot comme on ferait sauter un fusible. Cela ne donne que plus de poids aux mises en cause plus que jamais actuelles des véritables premiers rôles. »

ANNICK COJEAN.

A propos du Festival de Venise

Polémique autour de « la Tentation du Christ »

Franco Zeffirelli a annoncé qu'il retirait son dernier film, *Le Jeune Tossacini*, du Festival de Venise en raison de la programmation hors concours de la *Dernière Tentation du Christ*, l'œuvre déjà très controversée de Martin Scorsese (le *Monde* du 21 juillet).

Zeffirelli a estimé que c'était « un film véritablement horrible, complètement dérangeant ». Condamnation sévère de la part de quelqu'un qui n'a pas encore pu juger sur pièce et dont le propre travail sur *Le Jeune Tossacini* n'est pas encore terminé à moins d'un mois de l'ouverture du Festival. Ceci expliquant peut-être cela ?

Le président de la Biennale de Venise, Paolo Portoghesi, confirme que *la Tentation du Christ* sera bien projeté le 7 septembre dans la section « événements spéciaux ». « Cela fait partie de la tradition culturelle du Festival de Venise de laisser au public le droit de juger le mérite et la signification des œuvres sélectionnées », a-t-il déclaré.

EN BREF

● INDE : New-Delhi accuse le Pakistan d'être impliqué dans un « complot » contre M. Gandhi. Le gouvernement indien s'est déclaré mardi 2 août victime d'un complot aux ramifications internationales visant à déstabiliser le pays et à assassiner ses dirigeants, en premier lieu le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, et a accusé le Pakistan d'être au premier rang de cette conspiration. Cette déclaration intervient après la publication dans le *Times* d'Inde d'un article affirmant que des sicques avaient prévu d'assassiner M. Gandhi et son ministre de l'Intérieur à l'instigation d'Islamabad. D'autre part, la Cour suprême a confirmé ce mercredi en appel la condamnation à mort des deux assassins d'Indira Gandhi. Seule la grâce présidentielle peut désormais sauver de la pendaison les deux meurtriers. — (AFP, Reuters.)

● Fin des entretiens Murphy-Pollakov sur le Proche-Orient et la guerre Iran-Irak. — M. Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche-Orient, et Vladimir Pollakov, directeur du département Proche-Orient au ministère soviétique des affaires étrangères, ont terminé leurs entretiens, le mardi 2 août, à Genève. La première journée a été consacrée au Proche-Orient et la seconde au Golfe, et, en particulier, à la guerre Iran-Irak. Les deux hommes ont eu deux séances de travail, lundi, à la mission américaine. Mardi matin, ils se sont retrouvés à la mission soviétique. M. Murphy a entamé, mercredi, une tournée au Proche-Orient qui le conduira en Israël, en Égypte, en Syrie et en Jordanie. — (AFP.)

● Vingt-trois morts dans un accident d'avion en Bulgarie. — Un appareil de la compagnie aérienne bulgare Balkan Air s'est écrasé, le 2 août, près de Sofia. Il y a vingt-trois morts et quatorze blessés. L'avion — un Yak 40 — qui effectuait la liaison Sofia-Varna, est retombé peu après le décollage et a pris feu.

● Les cadres FO demandent la création de « boutiques » de formation. — L'Union des cadres et ingénieurs UCI-FO demande la création d'un réseau national de « boutiques » de formation présentées comme « une sorte de service public de type nouveau ». Tout en estimant que le projet du gouvernement de crédit-formation va « dans le bon sens », l'UCI-FO affirme que « l'usage est perdu dans la mesure où la formation que chaque mesure nouvelle complique ».

● Le juge Falcone désigné par le Conseil supérieur de la magistrature. —

● La décoration en soldes !

● La décoration en soldes !

● La décoration en soldes !

● La décoration en soldes !

● La décoration en soldes !

● La décoration en soldes !

Dix ans après sa mise en place

Au Danemark, la préretraite marque le pas

COPENHAGUE de notre correspondante

Au Danemark, pour la première fois depuis qu'a été institué, il y a dix ans, le système de préretraite, le nombre de personnes qui en bénéficient (elles étaient en 1986 et en 1987, un peu plus de 99 000) a commencé à légèrement diminuer. Ce sont les salariés de 60 à 65 ans qui y ont droit, pourvu qu'auparavant ils aient été inscrits à une caisse de chômage pendant un minimum de 15 ans.

Lorsque les sociaux-démocrates, alors au gouvernement, avaient créé ce régime, les milieux politiques et syndicaux ne s'attendaient certainement pas à le voir remporter un tel succès. Dès la première année, 48 000 salariés s'étaient portés candidats ; puis le chiffre des nouveaux venus avait oscillé chaque année entre 15 000 et 23 000, tandis que, parallèlement, celui des chômeurs de tous âges évoluait, bon an, mal an, entre 200 000 et 250 000.

Durant les 30 premiers mois où ils appartenaient à cette catégorie, les préretraités touchent l'équivalent de

l'allocation-chômage normale. Ensuite, ils ne reçoivent plus que 80 %. Il semble que, pour des raisons pécuniaires, les candidats préfèrent maintenant opter pour la préretraite de plus en plus tard après soixante ans. Par ailleurs beaucoup paraissent s'inquiéter de l'avenir, le gouvernement actuel, soucieux de poursuivre sa politique d'austérité, n'étant pas prêt à réajuster régulièrement et largement les barèmes des préretraites, qui ont quand même été augmentés de 10 % le 1^{er} juillet 1988 après avoir été gelés complètement depuis 1982.

Ce sont surtout les ouvriers des brasseries — où l'on a opéré des compressions de personnel ces dernières années à la suite d'une mécanisation accélérée — qui ont été les plus nombreux à obtenir la préretraite, suivis par les ouvriers du textile.

Au Danemark, l'âge de la retraite, dans le secteur privé est de 67 ans pour les hommes et pour les femmes et de 70 ans pour les hauts fonctionnaires (diplomates, magistrats, etc.).

CAMILLE OLSEN.

Dans « le Monde diplomatique » d'août

Enfances saccagées

Chaque jour, quarante mille enfants meurent de faim ou de maladies déviantes ; des millions d'adolescents ne connaissent que la guerre ou les camps de réfugiés ; plus de deux cent millions travaillent, souvent dans d'inhumaines conditions. Dans le *Monde diplomatique* d'août, Claire Brisset, Claudine Brelet, Michel Bonnet et Colette Brackman ouvrent le poignant dossier des droits de l'enfant.

A propos du droit à l'information — et alors que quelques groupes de presse géants ne cessent d'étendre leur empire — Claude Julien estime qu'un tel affaiblissement de la liberté des citoyens : « Le jeu de l'argent, écrit-il, ne passe pas moins lourd que celui du roi ou de l'empereur. »

Poursuivant l'étude des « inégalités qui sapent la démocratie », le *Monde diplomatique* dévoile, ce mois-ci, les injustices de la justice. Jean-Paul Jean et François Guichard montrent comment, en France et en Europe, la justice amplifie les écarts sociaux ; tandis que Reed Brody et Vincente Padelou dénoncent des tribunaux américains saisis par l'idéologie sécuritaire.

Au Mexique, les récentes élections contrignent le pouvoir à changer de méthodes politiques ; Ignacio Ramonet rappelle combien est périlleux, pour tout mauvais gouvernement, d'entreprendre de trop tardives réformes...

Il y a vingt ans, les tanks de la normalisation entraient en Tchecoslovaquie ; Antonin J. Lishin, un des animateurs du « printemps de Prague », demande à M. Gorbatchev d'admettre que cette invasion fut désastreuse. Jean-Jacques Maris et Jean-

Marie Chauvier relèvent, dans la presse soviétique, de nouveaux domaines ouverts par la « glasnost » : démolition du stalinisme, situation dans les prisons, sexualité...

Abordant la question de l'identité française, Claude Lhuissier considère que le débat hante entre l'archaïsme et la modernité ; Paul Moreira passe en revue les groupes musicaux formés par des enfants d'immigrés et se demande si le rock peut être « un creuset pour l'immigration ».

Dans le même numéro, Roger Friedland et Richard Hecht constatent que l'intransigence s'accroît dans les sociétés israélienne et palestinienne, tandis que Jean Ziegler souligne l'isolement, sur cette question, des socialistes français au sein de l'Internationale ; A. Destarac et M. Levant expliquent pourquoi les militaires restent maîtres du jeu au Pakistan ; Vijay Singh évoque la vulnérabilité de M. Gandhi en Inde ; Habib Ayeb dresse le catalogue des menaces que fait peser sur l'Égypte la baisse des eaux du Nil ; Anne Messerschick et Gérard De Sélys racontent la rage des pays pauvres, atteints par les déchets toxiques ; Denis Ruellan révèle les nouvelles offensives contre les Indiens du Brésil ; Monique Chemillier-Gendreau explique pourquoi le droit de la mer ne parvient pas à harmoniser la conquête des espaces marins.

A lire également : une étude fort riche de Philippe Vidélier sur « bandes dessinées et engagement politique ». Et, à propos de ces journalistes qu'on désamuse, une nouvelle de l'écrivain argentin Mempo Giardinelli, le *Type*.

MON ROYAUME
POUR CE PRIX-LÀ !

25 900 F HT !!
MACINTOSH SE
disque dur interne 80 Mo compatible
+ Hypercard

INTERNATIONAL
COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

LA DÉCORATION
EN SOLDES !
RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Mathias Rust
et la détente

Mathias Rust

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente

et la détente